

Le budget de 1978

LES PRIX DE L'ESSENCE  
ET DU TABAC  
SERAIENT MAJORÉS  
L'AN PROCHAIN

LIRE PAGE 24

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Abonnement 1,20 F par an, 1,50 F par trimestre, 1,20 F par mois.  
Abonnement 1 an : 12 F, 6 mois : 6 F, 3 mois : 3 F.  
Abonnement 1 an : 12 F, 6 mois : 6 F, 3 mois : 3 F.  
Abonnement 1 an : 12 F, 6 mois : 6 F, 3 mois : 3 F.

5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 400-25 Paris  
Tél. : 246-72-23

## L'Espagne et le Marché commun

M. Suarez expose à Paris  
la position  
de Madrid

Un dossier difficile

C'est un dossier difficile que M. Suarez va plaider le mercredi 31 août, d'abord devant M. Giscard d'Estaing, puis devant M. Raymond Barre. Non que le président de la République et son premier ministre soient opposés à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, mais cette dernière question soulève de nombreux problèmes, non seulement économiques, monétaires et sociaux, mais aussi politiques.

Les répercussions économiques d'une éventuelle admission de l'Espagne dans la C.E.E. sont maintenant assez connues. Elles sont de trois ordres. Agricoles, d'abord, l'Espagne étant un très gros producteur de fruits, de légumes, de vin, extrêmement concurrentiels pour le marché français comme, d'ailleurs, pour le marché italien. Industrielles ensuite, car on aurait tort de sous-estimer la compétitivité de certains secteurs de l'industrie espagnole, comme l'automobile, la sidérurgie, la chaussure, qui bénéficient d'une main-d'œuvre bien moins coûteuse que celle des Neuf. Monétaires, enfin, car l'Espagne connaît un rythme d'inflation accéléré — il a atteint près de 20 % en 1976 — qui ne manquera d'être « exporté » dans la C.E.E. et la situation n'était pas « assainie » au préalable.

Tous ces points — que l'on n'ignore nullement à Madrid — servent sans doute développés aussi bien par M. Giscard d'Estaing que par M. Barre, sans que les dirigeants français aillent pour autant au-delà du « oui, mais » auquel on peut résumer leur position. Il est peu probable, en effet, que M. Suarez soit en mesure d'apporter des arguments nouveaux et convainquants qui feraient changer d'avis les Français. D'autant plus que la question de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun est en train de devenir une affaire de politique intérieure française.

Il suffit, pour s'en persuader, de reprendre la plupart des derniers discours de M. Chirac : que ce soit à Limoges, le 22 août, ou à Périgueux, le 26 août, le président du R.P.R. n'a pas manqué de rappeler son hostilité à l'admission de l'Espagne dans la C.E.E. Il invoque à chaque fois, pour justifier sa position, la nécessité de protéger l'identité et la raison d'être de l'Europe, mais on peut aussi penser que, à quelques mois des élections, il n'entend pas non plus déstabiliser l'électorat agricole, hostile dans sa grande majorité à l'ouverture de la frontière espagnole. Pour les agriculteurs français, en effet, « une Italie, ça suffit ».

Dans son opposition à l'admission de l'Espagne, M. Chirac n'est pas seul. Il rejoint sur ce point le parti communiste, qui, lui aussi, réitére à maintes reprises son « opposition résolue » à l'entrée aussi bien de l'Espagne que de la Grèce ou du Portugal dans la C.E.E., affirmant qu'une telle mesure « ruinerait une partie importante de la paysannerie française ». Ni le P.C. ni M. Chirac ne pensent, comme M. Pisani (P.S.), par exemple, que l'admission de l'Espagne pourrait, en définitive, donner une bonne occasion pour revoir l'ensemble des mécanismes agricoles communautaires, déjà tant décriés. En s'en tenant à un « non » sans nuance, ils font également bon marché des arguments de ceux qui, avec M. Mitterrand, pensent qu'il n'est « ni sain ni concevable » de laisser durablement à l'écart de l'Europe trois pays qui ont tant contribué à sa civilisation.

L'argument vaut en particulier pour l'Espagne, en train de s'arracher à quarante années d'isolement. A condition, bien sûr, qu'on comprenne à Madrid que les gestes de bonne volonté ne peuvent être ni unilatéraux ni immédiats, et qu'un processus par étapes est encore le meilleur moyen de vaincre l'hostilité rencontrée.

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, est attendu ce mardi 30 août dans la soirée à Paris, venant de Copenhague où il s'est entretenu avec les dirigeants danois. Il avait commencé lundi à La Haye une tournée des capitales européennes, au cours de laquelle il entendait plaider la cause de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

Aux Pays-Bas, M. Suarez a rencontré M. Joop Den Uyl, premier ministre démissionnaire. Le chef du gouvernement espagnol a estimé, au cours d'une conférence de presse tenue dans la capitale néerlandaise, que les problèmes économiques, et notamment agricoles, de son pays étaient « graves et complexes », mais qu'il existait avec la C.E.E. la possibilité d'une « solution négociée » et que la Communauté ne se limitait d'ailleurs pas aux simples intérêts économiques.

M. Den Uyl a déclaré de son côté qu'il était « très satisfait » des initiatives prises par l'Espagne pour se doter d'un régime démocratique, et s'est montré confiant pour les négociations qui vont s'engager sur l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E.

M. Suarez, qui sera le 31 août et le 1<sup>er</sup> septembre à Rome, se rendra le 2 septembre à Malte avant de regagner l'Espagne.

## Le conflit somalo-éthiopien

Le président Syaad Barre veut dissuader  
Moscou de soutenir Addis-Abeba

Le départ pour l'U.R.S.S. du président somalien Syaad Barre, qui a été annoncé dimanche soir à Mogadiscio, n'avait pas été confirmé ce mardi matin dans la capitale somalienne. Les chefs de missions diplomatiques africains eux-mêmes n'ont pas été avertis, comme c'est l'usage, de l'arrivée du chef d'Etat somalien à l'aéroport. A l'ambassade de Somalie à Moscou, on affirmait « ne rien savoir » de cette visite. Selon certains observateurs, le président Syaad Barre pourrait se rendre — où s'être déjà rendu — en Crimée, où M. Leonid Brejnev passe ses vacances.

Le mystère qui entoure ce voyage insidieux s'explique par l'état — très tendu — des relations entre Moscou et Mogadiscio depuis l'engagement des Soviétiques aux côtés de l'Ethiopie et le développement de l'offensive des maquis somalis dans la province éthiopienne de l'Ogaden.

### L'heure du choix

Aucun détail n'a été donné, tant du côté soviétique que somalien, sur la « visite surprise » qu'effectuera, depuis lundi 29 août, le président Syaad Barre à Moscou. Répondant, selon l'agence soviétique Sotchi, à l'« invitation du gouvernement éthiopien », le chef de l'Etat somalien, accompagné d'une importante délégation, s'est peut-être rendu en Crimée, où M. Brejnev passe ses vacances.

Il restera en principe plusieurs jours en U.R.S.S., et s'efforcera vraisemblablement de susciter une répercussion par les médias soviétiques, le chef de l'Etat somalien, accompagné d'une importante délégation, s'est peut-être rendu en Crimée, où M. Brejnev passe ses vacances.

De leur côté les Soviétiques ne désespèrent pas de ramener à la raison les militaires de Mogadiscio, que les journaux de Moscou — reprenant la thèse éthiopienne — accusent d'intervention directe dans l'Ogaden. Avant que le conflit somalo-éthiopien ne dégénère en une guerre ouverte, il conviendrait que l'U.R.S.S. abandonne clairement son « soutien » (c'est-à-dire à perdre vraisemblablement sa position en Somalie au profit d'une Ethiope très irritée).

Les difficultés innombrables — militaires, politiques, économiques — dans lesquelles se débattaient les militaires éthiopiens, et les récentes victoires militaires somaliennes, propres à satisfaire les fervents nationalistes de Mogadiscio, constituent-ils des éléments de persuasion suffisants pour amener les deux camps à ce compromis, à cette « paix soviétique », qu'ils rejettent encore le mois dernier ? Au nom de la solidarité socialiste et de la « résistance à l'impérialisme », l'U.R.S.S. cherche à faire accepter par les deux capitales une solution « démocratique ». Celle-ci comporterait : d'une part, des « rectifications de frontières » au profit de Mogadiscio, qui pourrait se voir attribuer la « pointe » sud-est de l'Ogaden et une partie de la vallée du fleuve Sobey, qui coupant quasiment le pays en deux, a toujours posé de sérieux problèmes à la Somalie, et d'autre part, la mise sur pied d'une grande « fédération socialiste » de l'Afrique orientale, capable de faire pièce aux « manœuvres arabes et impérialistes » autour de la mer Rouge.

S'il n'est pas encore totalement irréaliste, ce projet paraît néanmoins tout aussi aléatoire, sinon davantage, qu'au printemps dernier, lorsque M. Fidel Castro vint plaider vainement en sa faveur.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(Lire la suite page 3.)

## La montée du chômage

Le gouvernement cherche à éliminer des statistiques  
les « faux demandeurs d'emploi »  
Les efforts de placement de l'Agence nationale  
vont être développés

Au cours du conseil des ministres essentiellement consacré, le mercredi 31 août, au problème de l'emploi, M. Raymond Barre doit tirer les enseignements de son récent « tour de France », qui l'a successivement mené à Quimper, à Montpellier, à Colmar, à Charleville-Mézières et à Toulouse, et lui a permis de « contrôler personnellement sur le terrain » l'application des mesures gouvernementales prises en faveur de l'embauche des jeunes (loi du 5 juillet). M. Christian Beullac, ministre du travail, doit faire de son côté une longue communication « globale » sur ce problème de l'emploi.

Avant la rentrée, le gouvernement sera ainsi mis au courant des divers dispositifs mis en place pour faire face, en plus d'un million de demandeurs actuellement recensés, à l'arrivée de quelque six cent cinquante mille jeunes sur le marché du travail.

En principe, le conseil des ministres ne doit prendre aucune mesure « spectaculaire » nouvelle. Cependant, il pourrait adopter des dispositions réglementaires destinées à « clarifier » les statistiques officielles en éliminant les chômeurs indûment inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). L'INSEE estime que 12 % des jeunes inscrits dans les fichiers de l'Agence ont déjà retrouvé un emploi, les statistiques étant en retard sur la réalité. L'Agence se verrait également exhorter dans sa vocation première : le placement.

Le « pacte national pour l'emploi », préconisé par le gouvernement et le C.N.P.F., se scelle avec l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> septembre, de nouvelles dispositions. Selon des premières indications, le nombre de jeunes qui ont obtenu un emploi au cours de l'année 1977, n'a paru au Journal officiel que le 6 juillet en raison du retard de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). En juillet, en août, un demandeur sur deux d'entreprises avaient d'ailleurs fermé leurs portes.

L'inscription de jeunes demandeurs à l'ANPE n'a, elle, pas été reportée à septembre. Parmi les 200 000 demandes nouvelles enregistrées au cours du mois de juillet, 112 100 (c'est-à-dire de « moins de vingt-cinq ans », contre 101 400 pour 1976) en juillet 1978. La nouvelle loi dispose pourtant que les jeunes à la recherche d'un premier emploi n'ont pas besoin de figurer sur les listes de l'ANPE pour bénéficier de la Sécurité sociale.

58 300 offres en juillet 1977 contre 73 800 en juillet 1976 : bien que l'ANPE reçoive en réalité plus d'offres qu'il n'apparaît dans les statistiques et qu'elle soit loin d'avoir dans ce domaine un monopole (on peut trouver du travail par relations personnelles, petites annonces parues dans la presse, entreprises de travail temporaire, etc.), cette réticence des employeurs à l'égard de l'ANPE est dénoncée, à la délégation à l'emploi, comme une « marque d'indiscipline » de la part du patronat et une « attitude suicidaire ».

Malgré les avantages substantiels que procure l'inscription des jeunes à la Sécurité sociale, 58 300 offres en juillet 1977 contre 73 800 en juillet 1976 : bien que l'ANPE reçoive en réalité plus d'offres qu'il n'apparaît dans les statistiques et qu'elle soit loin d'avoir dans ce domaine un monopole (on peut trouver du travail par relations personnelles, petites annonces parues dans la presse, entreprises de travail temporaire, etc.), cette réticence des employeurs à l'égard de l'ANPE est dénoncée, à la délégation à l'emploi, comme une « marque d'indiscipline » de la part du patronat et une « attitude suicidaire ».

MICHEL CASTAING.

(Lire la suite page 22.)

ne pas  
rater  
sa rentrée!



du secrétariat  
de direction  
à la direction  
de secrétariat

• par un enseignement supérieur  
• par un corps professionnel  
de qualité  
qui sait créer ce lien réel  
entre la vie universitaire  
et la vie active

• par la confiance des employeurs  
qui garantissent la sécurité  
de votre première situation

L'Ecole des Secrétaires  
de Direction en plus  
de vous faire obtenir le B.T.S.S.  
vous fait véritablement devenir  
en deux années  
ce que les employeurs appellent  
« UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION »

Mais il se peut aussi  
que vous vouliez dépasser  
cette fonction et accéder  
à la direction d'un secrétariat.  
L'E.S.D. en une année optionnelle  
complémentaire vous y prépare  
• par une culture générale  
approfondie  
• par des techniques de pointe  
• par une formation  
de votre personnalité.

ECOLE  
DES SECRÉTAIRES  
DE DIRECTION  
15, rue Soufflot  
75004 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 3208 44 40

## Vers une grande crise française

par MICHEL DEBRÉ

On se plaint ici et là que la campagne électorale soit déjà commencée. Il ne faut pas vouloir la démocratie et refuser des règles, qui sont des servitudes nécessaires. La véritable préoccupation est ailleurs. Derrière les actes et les propos qui emplissent la scène politique on fait semblant de ne pas voir que le pays est en train de vivre une crise profonde, c'est-à-dire une rupture où tout sera emporté. La scène politique, en fait, repose en cause, situations, établies et droits acquis, habitudes et idéologies. Après des heurts, peut-être des affrontements, l'issue sera sans doute à l'opposé des rêves de ceux qui provoquent cette crise ou la souhaitent, ou simplement l'acceptent.

Cette crise majeure sera l'aboutissement convergent de diverses crises partielles dont on peut, comme suit, analyser les principes.

La crise de notre économie est largement dissimulée par la vitesse acquise depuis les efforts d'industrialisation et de modernisation réalisés au cours de la première décennie de la 4<sup>e</sup> République. Mais de graves symptômes sont visibles : pénurie d'investissements productifs ; accélération de la dégradation des infrastructures ; abandon de certaines productions industrielles ou agricoles ou de certaines prestations en raison de leur coût de revient trop élevé ; capacité nationale de production et de vente qui n'est plus à la hauteur de la consommation et condamnée à la France à vivre à crédit. Bref, entre une croissance qui faiblit et qui ne permet plus de supporter certaines charges, ces charges qui augmentent et affaiblissent la croissance, le mécanisme profond de notre économie est atteint.

La crise sociale a des aspects divers. L'inflation atteint de plein fouet familles, personnes âgées, employés aux bas salaires. Notre système de formation des jeunes, déboussolé depuis près de dix ans, par insuffisance d'orientation et absence de sélection, fabrique des chômeurs ou contraint à une augmentation de services non prioritaires pour offrir des emplois qui ne sont pas productifs. Moyennant quoi, l'immigration de travailleurs venant de lointains continents demeure une

AU JOUR LE JOUR

### Le psychodrame

Jamais une consultation électorale n'a provoqué une telle avalanche de livres, qui anticipent sur son déroulement, préfigurent son développement et enregistrent, mal, de son dénouement.

Tout se passe comme si la société française, représentée par ses porte-parole intellectuels et politiques, était consciente de la nécessité d'un changement, mais en même temps le redoutait et le repoussait. Si s'en libérerait en une sorte de psychodrame, à une sorte de psychodrame.

Ce que tant de livres, tant de prises de position, tant de querelles préélectorales, interprètent, c'est un spectacle qui pourrait s'intituler : « La prise du pouvoir par la gauche en 1978, suite à brève échéance par son échec ».

Ainsi pourrait-on faire l'économie de l'expérience réelle, puisque, en esprit, elle aura été imaginée, mimée, puis abandonnée.

PAUL MORELLE.

FILMS FRANCOPHONES A CABOURG

## Interrogations africaines

Après avoir été planté sa tente, l'an passé, en Louisiane, le FIFE (Festival International du Film et d'échanges francophones) a regagné le Vieux Monde. Ce n'est pas à Dinard, son berceau natal, qu'il s'est installé pour sa vingt-cinquième session, mais à Cabourg, sur la côte normande. Cabourg, où la lumière a cette « liquide mobilité » dont parlait Proust, et qu'Albertine appelait Balbec.

En 1976, l'exode avait mal réussi au FIFE. Une dramatique insuffisance de crédits et des défaillances dans la livraison des copies avaient compromis le prestige et l'intérêt artistique de la manifestation. A Cabourg, l'air marin et le charme des lieux aident, la confiance semblait revenue. Les organisateurs visaient la généralité de l'accueil que leur avait réservé une municipalité à la tête de laquelle se trouve un homme de spectacle, M. Bruno Coquatrix. Et les participants s'accordaient à reconnaître que le programme, dans son ensemble, était d'un niveau supérieur à celui des années précédentes.

Est-ce à dire que le FIFE a résolu ses problèmes, et que les vieux démons de la confusion et de la contestation sont aujourd'hui chassés ? Nul ne pourrait l'affirmer. La notion de francophonie, même purgée de ses relents colonialistes ou paternalistes, même vidée de son sens au point de n'être plus qu'un prétexte, continue d'inquiéter beaucoup de cinéastes, surtout parmi les Africains. C'est ainsi qu'Ousmane Sembène a refusé d'envoyer à Cabourg son dernier film Cocco (film pour lequel il a d'ailleurs des difficultés dans son propre pays). Suspicion culturelle à laquelle s'ajoutent des raisons d'ordre pratique. « Pour que le FIFE nous soit vraiment utile, expliquent les Africains, il faudrait que les contacts professionnels y soient plus développés. Or on y rencontre davantage de producteurs et de distributeurs. Dans son état actuel, la manifestation reste, à nos yeux, marginale ».

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 13.)

صكنا من الأصل



## Près de quatre cents blessés au Festival antillais de Notting Hill

---

## Une société « polluée »

Dans le numéro de Spearhead d'août 1977, on peut lire sous le plume de M. Verrall, directeur de la revue, une réflexion sur notre société comme polluée par son libéralisme et son égalitarisme, produisant maintenant un spécimen humain inférieur qui a perdu le sens de la dignité et du respect de la Terre. C'est seulement par un rejet total des valeurs libérales que nous pourrions créer une société qui permettrait aux meilleurs d'être reconnus et récompensés. Alors la victoire de la bataille entre les races pour hériter de la Terre tirerait au moulinet de l'humanité.

Pour lequel il est probable que les idées de M. Verrall décolleront le stade d'hypothèses d'école aux dernières élections générales en octobre 1978, le parti nationaliste britannique a aujourd'hui gagné quatre mille cinq cents militants, n'a totalisé que 3,1 % du

## Aucun des grands principes de la Loi fondamentale n'est remis en cause

Alors que le métropolite Al de Pallion et d'Estonie, chef de service administratif du Patriarcat de Moscou, « apprécie en tant que serviteur du culte le fait que tous les articles du programme soient pénétrés d'humanisme et de sollicitude pour les hommes », certains correspondants pro-

« Des informations commencent à nous parvenir, indique la Pravda, montrant que l'opinion publique des Etats-Unis exige la révision de la Constitution américaine, tant elle fait pâle figure à côté de la Loi fondamentale de l'U.R.S.S. »

**DANIEL VERNET.**

## Les premières élections syndicales auront lieu dans quelques semaines

Le gouvernement a annoncé que sera restitué à ses propriétaires les biens confisqués pendant la guerre. En 1939, Les deux centres importants de l'époque étaient l'U.G.T.S. et la C.N.T. Ils possédaient des usines, des magasins, des bibliothèques, des mutuelles ouvrières, des journaux. Les syndicats réunissaient également l'attribution du patrimoine accablait sur eux. Les centres avaient des cotisations obligatoires des travailleurs, et qui était géré par l'organisation verticale aujourd'hui remplacée par la fonction syndicale. Les centres ont fonctionné normalement sont toujours en patrimoine, évalués à 300 milliards de pesetas (17 milliards de francs) sans compter les stocks, de logements, des écoles, des clubs, des centres sportifs, d'écoles de formation professionnelle, ainsi que de participations dans des entreprises ou dans des sociétés d'Etat de l'industrie. Les centres proposent que ces biens soient mis à la disposition en fonction de leur importance en fonction de leur importance, mais le patronat s'oppose à une telle demande estimant que ses droits seraient lésés. Les centres ont pris en prise out, eux aussi, à l'ancienne organisation, qui englobait les patrons et les ouvriers.

CHARLES VANNECKE.

d'août 1977, on peut lire sous la plume de M. Verrall : « Les races sont des sociétés humaines, plus ou moins polluées par son libéralisme et son égalitarisme, produisant maintenant un spécimen humainement inférieur qui a perdu le sens des racines et des sommets de la civilisation. C'est pourquoi nous nous refusons à accepter la bousculade et le rejet total des valeurs libérales et égalitaires : nous pourrions créer une société qui permettrait au meilleur d'être au-dessus, et au pire d'être au-dessous, et de la bousculade entre les races pour hériter de la Terre et du bien de l'humanité ».

Pour élargir à des questions plus générales, nous nous référons à la préface des idées de M. Verrall dépassionnées du stade d'hypothèses d'écologie aux dernières élucidations généralisées en octobre 1974, le chapitre 10 intitulé « Les races humaines », où il est dit : « Ce que quatre mille cinq cents millions de blancs, noirs, jaunes, rouges, etc., ont fait, nous le faisons nous-mêmes, nous, les blancs, nous, les jaunes, nous, les noirs, nous, les rouges, nous, les autres, nous, tous, nous, la totalité que 1 % du monde a créée ».

## Les conservateurs invitent les sociaux-démocrates à former une coalition avec les non-socialistes

M. Joergensen n'a pas, à priori, repoussé cette idée : il a seulement souligné qu'une telle coalition devrait pouvoir s'appuyer sur un programme solide et qu'il convenait d'examiner par conséquent de plus près une telle éven-

C'est en juillet, dernier qu'  
Mme Sarah Kirsch, se plaignant  
d'être l'objet de tracasseries admi-  
nistratives et de pressions diver-  
sives, avait demandé à émigrer.  
Après avoir longtemps milité à  
sein du S.E.D. (parti communiste  
est-allemand) et siége à la tête  
du comité de la rhaba, elle  
était en désaccord avec la poli-  
tique culturelle du gouvernement  
est-allemand et avait notamment  
pris position en faveur du chan-  
teur Wolf Biermann.

L'autorisation donnée  
Mme Kirsch illustre la nouvelle  
politique des autorités est-alle-  
mandes, qui préfèrent des émi-  
grés à des opposants.

— Les intellectuels contestataires  
les plus connus plutôt que de  
faire des martyrs.

**Mme KAPPLER ASSURE  
AVOIR ORGANISÉ SEULE  
L'ÉVASION DE SON MARI**

Les investigations menées en Italie sur l'évasion d'Herbert Kappler conduisent les enquêteurs à envisager une nouvelle hypothèse sur la façon dont l'ancien colonel SS a quitté l'hôpital militaire du Celio avec le concours de sa femme, le 15 août dernier. On a, en effet, découvert au cours d'un examen des murs de l'hôpital, lundi 29 août, un trou au-dessus duquel se trouvait une chambre où se trouvait la fenêtre des toilettes. On a pu constater que les débris de corde auraient également été retrouvés. L'ancien officier nazi aurait pu quitter l'hôpital par la fenêtre et non comme on l'a jusqu'ici cru. On pensait enfermé dans une malle.

Dans une interview accordée à la télévision ouest-allemande, Mme Kappler a déclaré le même jour qu'elle n'avait reçu l'aide de personne pour organiser l'évasion de son mari. Elle a déclaré qu'il lui avait fallu attendre un jour qui lui valait de recevoir « des messages de félicitations du monde entier ». — (A.F.P., A.P.)

tes (Parlement) ont décidé lundi 29 août l'ouverture d'une enquête sur le traitement infligé par des policiers à des manifestants lors d'une manifestation de rue à Santander. Un député du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) M. Blanco a déclaré qu'il avait été pris à partie par des membres des forces de l'ordre alors qu'il tentait de les empêcher de frapper un jeune manifestant. M. Blanco a déclaré qu'il avait été brutalisé, bien qu'il ait su reconnaître sa qualité de parlementaire.

Le P.S.O.E. a demandé la démission du gouverneur civil de Santander, et le P.C. espagnol met en cause le ministre de l'Intérieur lui-même, M. Rodolfo Martín Villa. M. Blanco est intervenu à la séance du parlement jeudi 30 août pour dénoncer les émeutes et les émeutiers qui ont bousillé une partie des émeutes. Cette affaire pourrait amorcer dans l'opinion un débat sur le rôle de la police. Elle est soulevée à l'occasion d'un débat sur les méthodes révolutionnaires de ce régime transitoire.

● Cinq membres d'un commando de l'organisation séparatiste basque ETA ont été arrêtés au cours de la semaine dernière. On s'est appris lundi 29 août à Bilbao. — (A.F.P.)





# AFRIQUE

## République Sud-Africaine

**PRETORIA**  
**AFFIRME AVOIR DÉMANTÉLÉ**  
**UN « IMPORTANT RÉSEAU**  
**TERRORISTE »**

Pretoria (A.F.P.) — M. Jimmy Kruger, ministre sud-africain de la police, a confirmé, le lundi 29 août, à Pretoria, le démantèlement par la police sud-africaine d'un « important réseau de terrorisme et d'insurrection ». La police a découvert plusieurs bases situées près de Johannesburg, saisi de grandes quantités d'armes, d'origine soviétique, et d'explosifs des véhicules, d'importantes sommes d'argent et des documents précisant les détails de l'invasion, a précisé M. Kruger. Le ministre a déclaré que le démantèlement de ce réseau était le résultat des recherches menées par la police depuis 1975. Selon M. Kruger, le réseau responsable du sabotage d'une voie ferrée à Durban, en juin dernier, et il était dirigé de l'étranger par le parti communiste clandestin d'Afrique du Sud et l'African National Congress (A.N.C.).

**L'AFRIQUE DU SUD**  
**VEUT RESTER MAÎTRESSE**  
**DE SON POTENTIEL NUCLÉAIRE**  
**déclare le ministre**  
**des finances**

Durban (Reuter). — L'Afrique du Sud se réserve le droit d'utiliser son potentiel nucléaire conformément à ses propres besoins, a déclaré, mardi 29 août, M. Owen Horwood, ministre sud-africain des finances. M. Horwood a déclaré au congrès du Parti national de la province de Natal. M. Horwood a affirmé que l'Afrique du Sud avait donné l'assurance que son programme nucléaire était destiné à des usages pacifiques, et qu'elle s'engageait à ne pas utiliser son potentiel nucléaire de façon différente, elle le ferait conformément à ses besoins et servirait seule à la décision. « A la fin », a-t-il conclu, « pour ma part, je refuse absolument et catégoriquement d'acquiescer au droit de nous dire ce que nous avons à faire. »

« Un code de bonne conduite » doit être prochainement imposé aux sociétés occidentales désirant commercer avec l'Afrique du Sud, afin que ces sociétés ne se rendent pas complices de la politique d'apartheid des autorités de Pretoria, a annoncé dimanche 28 août, à Bonn, M. Klaus von Dohnanyi, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la R.F.A. S'adressant à la presse à son retour de la conférence anti-apartheid de Lagos, il a précisé que ce code devait être élaboré par l'O.C.D.E., puis modifié par le gouvernement ouest-allemand pour répondre aux lois et réglementations du pays. — (Reuter.)

## Le conflit somalo-éthiopien

### L'HEURE DU CHOIX

(Suite de la première page.)  
Du côté soviétique, la détermination de jouer la « carte » éthiopienne n'a pas varié, bien au contraire, après l'élection de M. Podgorny, qui fut l'un des artisans de cette politique. Du matériel soviétique, des instructeurs et des conseillers militaires continuent d'arriver à Addis-Abeba, tandis que, de l'aveu des militaires somaliens eux-mêmes, les divisions militaires soviétiques et de pièces de rechange à la Somalie se sont nettement ralenties depuis le début de l'offensive dans l' Ogaden.  
La situation militaire, si elle paraît encore désastreuse pour l'Ethiopie, qui a perdu le contrôle de 80 % des plus désertiques, il est vrai — de l'Ogaden, pourrait se retourner demain en sa faveur. Les villes de Dire-Daoua, Harar et Jijiga, devant lesquelles pèsent les menaces éthiopiennes, constituent géographiquement les premières marches du « château fort abyssin », sur lequel se sont toujours brisées les invasions. En outre, malgré sa désorganisation, due aux purges de la révolution et à une très grave crise de moralité, l'armée éthiopienne, renforcée par de nouvelles divisions et les milices, demeure une force que tous les observateurs de la région prennent au sérieux. A moyen terme, d'ailleurs, le rapport des « forces » démographiques entre la petite Somalie de quatre millions d'habitants et l'Ethiopie de trente millions, qui ne cesse de croître, est en faveur de la dernière. Si elle peut espérer ainsi « conquérir » en totalité l'Ogaden, la Somalie n'est pas assurée de pouvoir le conserver face à une contre-offensive qui, déjà, s'amorce.  
Sur le plan politique, les dirigeants éthiopiens, en prenant soin depuis six mois d'entretenir un certain « flou » sur leurs

alliances extérieures, en multipliant gestes diplomatiques et déclarations contradictoires, se sont bien gardés de rompre spéculeusement avec Moscou, malgré la « trahison » dont ils s'estiment victimes. Le président Barre s'efforçait, en effet, de garder le plus longtemps possible la liberté de manœuvre en tirant parti de l'ambivalence éthiopo-somalienne. L'Occident, soucieux de « récupérer » la Somalie, et l'O.R.S.S., cherchant à s'y maintenir, aujourd'hui pourtant, et même si la « voie socialiste » n'est pas abandonnée, à Mogadiscio, est suffisamment engagé pour qu'il paraisse difficile de revenir en arrière.  
Tandis que le chef de l'Etat somalien effectue sa « visite de la dernière chance » à Moscou, le général Suleiman Abdullahi, chef de la sécurité, est à Koweït et réclame une aide accrue des pays arabes « modérés ». La Somalie a officiellement accepté les livraisons d'armes américaines, britanniques et françaises. Ces dernières, dont on reconnaît officiellement la « probabilité » au Quai d'Orsay, en insistant sur le caractère « défensif », pourraient caractériser « défensif », ne commencent cependant pas à dans les jours qui viennent » comme l'annonçait le *Matin* le 30 août.  
Cela marque un début d'engagement assez net de Mogadiscio en faveur d'une politique qui privilégie le nationalisme et le « grand dessin » somali par rapport aux solidarités abstraites de l'idéologie.

Devant la minceur des chances d'une réconciliation obtenue en extrême entre Moscou et son ancienne alliée, on peut comprendre la discrétion, voire le mystère, qui entoure la visite en U.R.S.S. du président Barre.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

## Rhodésie

### Les chances du plan anglo-américain de règlement négocié apparaissent très minces

Au cours du meeting qui a mis fin, lundi soir 29 août, à la campagne pour les élections législatives de mercredi 31, M. Smith, premier ministre rhodésien, a accusé M. Owen, secrétaire au Foreign Office, d'avoir modifié son point de vue sur les conversations qu'il a eues avec lui à Salisbury en avril dernier. Interrompu à plusieurs reprises par des contestations d'extrême droite qui lui reprochaient d'avoir « vendu le pays aux Noirs », M. Smith a évoqué en ces termes les entretiens du mois d'avril : « Une franchise électorale, des garanties constitutionnelles pour les Blancs, le maintien des forces de sécurité faisaient partie de cet accord qui a marqué le début de la nouvelle initiative de paix. Aujourd'hui, on nous affirme que ces choses-là sont démodées. »

Répondant aux questions d'un public composé

Johannesburg. — Rien ne laisse supposer que la mission M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, et Young, ambassadeur américain aux Nations unies, pour un règlement pacifique en Rhodésie, soit placée sous des signes plus favorables après leur rencontre avec le premier ministre rhodésien, M. John Vorster, lundi 29 août. Le plan anglo-américain paraît avoir rencontré aussi peu de succès à Pretoria qu'à Lusaka, et, en tout cas, avoir soulevé autant de questions.

Muets ou presque, les représentants britannique et américain ont quitté le bureau de M. Vorster vers 19 h. 30, lundi, sans même publier un communiqué. Du côté sud-africain, on s'est contenté de déclarer : « Nous avons discuté complètement l'issue rhodésienne », M. P. Botha, ministre des affaires étrangères, ajoutant : « Je ne suis pas en position de caractériser de quelque façon que ce soit les entretiens ». Les discussions auront duré près de six heures. Pendant la matinée, M. Owen aurait exposé les gran-

des lignes du plan anglo-américain. M. Vorster a posé de très nombreuses questions. Celles-ci montraient, d'après des sources bien informées, des préoccupations portant sur les mêmes points que celles des représentants de pays de première ligne, sur le démantèlement de l'armée rhodésienne et la mise en place d'une nouvelle force.

C'est, semble-t-il, à la demande de M. Vorster que les deux parties se sont à nouveau rencontrées en fin d'après-midi pendant près de deux heures.

Entre-temps, M. Owen a rencontré des représentants de syndicats blancs et noirs, tandis que M. Young avait une entrevue avec M. Connie Mulder, ministre de l'Intérieur et de l'Information. Les envoyés américains et britannique sont repartis mardi pour Nairobi après une escale en Tansanie, où ils devaient rencontrer le président Julius Nyerere, considéré comme l'homme le plus influent parmi les chefs d'Etat

a décidé de lâcher officiellement le régime de Pretoria. Il note que le gouvernement français estime que l'avenir de l'Afrique du Sud est plutôt sombre, tant sur le plan économique que politique, et qu'il serait commercialement dangereux de laisser les firmes américaines conquérir le reste du continent africain. Les sociétés françaises sont-elles prêtes à suivre M. de Guiringaud sur ce terrain ? L'encre, apparemment, assure-t-il.

Dans l'Express, Christian Roche relève : « Les porteurs de pancartes de l'Action française ont comparu à la Guirigaud, qu'il ne suffisait malheureusement pas de présenter de solides dossiers pour être entendus. L'Afrique militante n'a pas cru au « mea culpa » d'un ministre qui, sur le ton de la contrition, reconnaît la livraison d'armes à Pretoria, mais souligne que, désormais, l'embargo est total. Ambiguë, cette politique ambiguë, qui amène un président Nyerere, écouté et respecté sur tout le continent africain, à dénoncer une France

Angola

## L'UNITA AFFIRME S'ÊTRE EMPARÉE DE TROIS LOCALITÉS

Dans un communiqué publié lundi 29 août, à Paris, M. John M. Kakumba, secrétaire adjoint de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), revendique une série d'actions militaires menées entre le 13 et le 24 août, dans le territoire angolais. Selon M. Kakumba, les guérilleros de l'UNITA se sont emparés de trois importantes localités : Calai, Cuell et Fungo, situées à proximité de la frontière de Namibie.

M. Kakumba affirme d'autre part, que les forces de l'UNITA ont attaqué trois colonies blindées et fait sauter trois trains, dont deux convois empruntant le chemin de fer de Benguela et un troisième sur la voie ferrée de Moçamedes, port situé à 200 kilomètres au nord de l'embouchure du fleuve Cunene, qui sert de frontière entre l'Angola et la Namibie.

Le communiqué de l'UNITA indique que quatre cent trois militaires angolais ont été tués par les guérilleros, qui, de leur côté, n'auraient perdu que six hommes.

L'UNITA, dont M. Samsombe, secrétaire aux affaires étrangères, avait affirmé en juillet dernier, qu'elle était prête à proclamer « une République socialiste noire », (« le Monde » du 14 juillet), poursuit la lutte contre le gouvernement de Luanda, contrôlé par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.). Périodiquement, l'UNITA publie des communiqués sur les opérations menées par ses forces, surtout dans le sud du territoire angolais.

# DIPLOMATIE

## Moscou note « certains progrès précis » dans l'attitude française concernant le désarmement

De notre correspondant

Moscou. — Dans un commentaire consacré aux déclarations de M. Giscard d'Estaing sur les initiatives que le gouvernement français pourrait prendre en faveur du désarmement (le *Monde* du 25 août), les *Izvestia* insistent, le lundi 29 août, sur les engagements souscrits lors du dernier « sommet » de Rambouillet. Se référant à des « commentaires internationaux », le journal rappelle que « dans le passé, la France s'est prononcée plus d'une fois pour le désarmement, mais qu'en fait, elle est restée à l'écart des efforts des autres pays tendant à résoudre ce problème complexe ». Les *Izvestia* citent l'absence de la France au comité pour le désarmement de Genève, son refus de participer aux négociations de Vienne et de signer les traités sur l'interdiction des expériences nucléaires et sur le stockage des déchets nucléaires, et sur la zone des mers et des océans.

Les déclarations du président de la République annoncent-elles un changement dans la position

de Paris ? Des actions concrètes vont-elles suivre ? Toujours sous le couvert de « nombreux organes de presse », les *Izvestia* rappellent que, dans la presse française, certains progrès précis dans la manière dont la France aborde les problèmes du désarmement. Pour les Soviétiques, le facteur le plus important est l'adoption des déclarations sur la détente et la non-prolifération des armes nucléaires à l'issue de la rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing à Rambouillet, au mois de juin dernier.

Les *Izvestia* rappellent que les deux parties sont tombées d'accord pour la réunion d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'O.N.U., consacrée à la question du désarmement, et à la convocation d'une conférence mondiale sur le même sujet. Une manière comme une autre de montrer que si le gouvernement français veut manifester concrètement sa bonne volonté, la voie est toute tracée.

D. VI.

## LE NOUVEAU BUDGET DE L'ONU ATTEINDRA PRESQUE 1 MILLIARD DE DOLLARS

Nations unies, New-York (Reuter). — M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a présenté, lundi 29 août, un projet budgétaire pour les deux exercices de la période 1978-1979, en augmentation de 30,1 % sur celui de la période 1976-1977. Le nouveau budget s'établirait à 941,7 millions de dollars (4,5 milliards de francs). M. Waldheim propose d'accroître de 487 personnes les effectifs actuels — 10 340 fonctionnaires de l'ONU dans le monde, mais la majeure partie de l'augmentation budgétaire servira à financer des coûts de fonctionnement grevés par l'inflation. Si l'on ne tient pas compte de ces éléments, la croissance réelle du budget de l'ONU n'est que de 2,3 %.

Pour sa part, la commission consultative de l'ONU en matière administrative et budgétaire a recommandé à l'Assemblée générale des Nations unies de réduire de 30,7 millions de dollars le projet du secrétaire général, lors du débat qui s'ouvrira le 30 septembre. La commission a également endossé 323 des revendications demandées par M. Waldheim, votant contre la création des 155 autres.

BIBLIOGRAPHIE

## « L'EUROPE UN DESTIN VOULU » de Jean de Wenger

Un ouvrage de luxe présenté par le conseil des communes d'Europe qui raconte de façon claire — et surtout imagée, puisqu'il est illustré de nombreuses reproductions de documents divers — l'histoire du continent européen, de ses grands courants de pensée, de ses affrontements aussi au niveau des Etats et des nations. Les précurseurs de l'idée européenne ne sont évidemment pas oubliés, non plus que les réalisations d'aujourd'hui.  
\* Librairie A. Batier, 207 pages, 120 F.

## M. GISCARD D'ESTAING VA RECEVOIR PLUSIEURS CHEFS D'ETAT OU DE GOUVERNEMENT

Quatre chefs d'Etat ou de gouvernement africains seront reçus par M. Giscard d'Estaing dans les prochains jours à Paris. Il s'agit des présidents Léopold Sédar Senghor (Sénégal), qui sera l'hôte à déjeuner du chef de l'Etat le jeudi 8 septembre, et de Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre de l'île Maurice, qui rencontrera M. Giscard d'Estaing le lendemain.

Entre temps, le président de la République recevra le roi Hussein de Jordanie, qui fera une visite officielle en France les 5 et 6 septembre. Le mercredi 31 août, M. Giscard d'Estaing aura à déjeuner de travail avec M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol.

## M. GIEREK SE RENDRA EN FRANCE DU 12 AU 14 SEPTEMBRE

La présidence de la République a dûse lundi 29 août le communiqué suivant : « A l'invitation du président de la République française, le premier secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié polonais, M. Edward Giersek, accompagné de son épouse, se rendra en visite officielle en France du 12 au 14 septembre. Cette visite officielle, a précisé le porte-parole de l'Elysée M. Jean-Philippe Lecat, sera essentiellement une visite de travail. M. Giscard d'Estaing et son hôte auront au moins trois entretiens en tête à tête.

## cette information ne concerne que les amoureux des bords de mer, des bateaux et des sports nautiques

Plantez le décor : nous sommes sur la Côte d'Azur, entre Antibes et Nice, à St-Laurent-du-Var. Là, un nouveau port de plaisance vient de se créer, d'une capacité d'un millier de bateaux. Un grand port avec toute son animation et la possibilité de profiter au maximum de tous les sports nautiques. De part et d'autre, d'immenses plages pour la baignade, le bronzage et le « familiale ». Pour le shopping, le Grand Centre Commercial CAP 3000 est à deux pas. Tel est le nouveau visage de St-Laurent-du-Var. Et juste en face du port, en front de mer, s'élève un immeuble de grande qualité : La RESIDENCE AQUARAMA. Les appartements, du studio au 4 pièces, disposent de très larges terrasses exposées plein sud, certaines avec barbecue. L'immeuble étant entièrement construit, les abords en cours d'aménagement, vous pouvez visiter votre futur appartement et en prendre livraison de suite.

AQUARAMA : l'une des dernières chances, à un prix fort raisonnable d'habiter les bords de mer et d'assister, en premières loges, au spectacle permanent d'un joli port de plaisance et d'un panorama grandiose sur toute la Baie des Anges.

Visitez AQUARAMA sur place, Rue du bord de Mer, Chemin des Glycines 06700 ST-LAURENT-DU-Var. Tél. (93) 31.52.35 ou demandez-nous une documentation complète et un numéro de bon à-dessous de FRANCE PROMOTION - 28, rue Pastorelli - 79, rue Pastorelli - 06047 NICE CEDEX - Tél. (93) 80.31.17/80.90.00

Je désire recevoir, sans aucun engagement une documentation sur la Résidence AQUARAMA

Nom..... Prénom.....

Adresse..... Tél.....















## POLITIQUE

## ÉDUCATION

### UN BILAN DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT

# La Guyane an II

par OLIVIER STIRN (\*)

Le plan gouvernemental de développement de la Guyane a deux ans.

Pour les uns, il a contribué à mettre au soleil les riches trésors que cette terre française des Amériques, grande comme le Portugal, gardait jusqu'ici enfouis. Pour les autres, il a tout au plus provoqué, avec l'envol de nouvelles chimères, l'agreur redoublée des Guyanais (1).

La vérité sans doute se situe au milieu.

Comme l'indiquait l'article très objectif de Jean Ochoire (le Monde du 3 août), les progrès « réels » et les « améliorations » que ce plan continue d'entraîner laissent espérer que, pour la Guyane, l'heure de la remise en route définitive va enfin pouvoir sonner. Ainsi l'optimisme modéré qui, selon lui, doit encore être de mise, encouragera les pouvoirs publics et les Guyanais à préserver la « France équinoxiale » des longues et douloureuses rechutes du passé.

Est-il légitime de susciter en 1977 l'extraordinaire engouement qui vit jusqu'à trente mille Français de tous âges et de toutes conditions se porter candidats au voyage ? Sans eux, sans cet esprit intact d'enthousiasme et d'entreprise que l'on prête toujours aux Français, rien de ce qui s'est déjà fait n'aurait été possible. Il fallait d'abord, pour briser l'enchaînement fatal des échecs et des erreurs, modifier profondément la mauvaise image — superficielle mais si ancrée — que la Guyane opposait jusqu'alors aux efforts des défricheurs.

L'enthousiasme de ces pionniers a servi au-delà de toute espérance la nécessaire réhabilitation de ce pays. Pays subitropical avec une saison sèche et une saison des pluies bien alternées, recouverte sur neuf dixièmes d'un dense manteau végétal que les Jésuites, autocrates du Brésilien et les Surinamais aujourd'hui, ont pu largement entretenir, la Guyane, en dépit des contraintes climatiques habituelles sous ces latitudes, est une terre saine et belle aux ressources précieuses en ces temps de pénurie.

L'intérêt qu'elle soulève depuis deux ans a aussi permis de réduire le mal dont elle a tant souffert : la mauvaise connaissance qu'on en avait. Il a fallu prohiber dans un premier temps ces rudes excursions « vers l'or » ou vers le bois, — ces « expéditions » tragiques des siècles précédents, et déterminer, grâce à des études longues et coûteuses, ce qui sur cette terre est possible, ce qui est préférable et ce qu'il faut éviter.

S'agissant d'un très vaste projet qui a besoin d'importants concours techniques, administratifs et financiers, tout progrès est difficile et s'inscrit dans une durée que les migrants et les Guyanais eux-mêmes ont eu du mal à concevoir et à accepter.

Il semblait comprendre à présent que le premier souci du gouvernement a été de partir cette fois sur des fondements solides, parce qu'il ne faut pas jouer avec l'espoir et qu'un échec de plus dévalait pour longtemps à la Guyane tout avenir.

S'il est facile de monter en épingle les difficultés considéra-

bles auxquelles le plan doit faire face tous les jours, il n'est pas possible de nier les réalisations tangibles.

A mesure que les premiers succès se dessinent, l'agreur chez certains prend curieusement le relais de l'ironie. L'extrême gauche guyanaise s'efforce d'é-

blir l'incertitude des efforts entrepris, le caractère illusoire ou dangereux des premières réalisations ; elle n'hésite pas à dénoncer, avec des accents xénophobes, voire racistes, l'arrivée d'« étrangers » qui exposerait le département aux bouleversements d'un nouveau Far-West.

### Une mise en valeur progressive

Depuis le début, le gouvernement a pris soin de ne violenter ni les hommes ni la nature. Il a conçu un projet harmonieux, progressif et équilibré, qui dotera la Guyane de tous les équipements nécessaires à la vie moderne et améliorera toutes ses potentialités.

Pour réussir, ce plan doit rassembler complètement les Guyanais eux-mêmes aux décisions et aux réalisations. Sans se demander dès à présent s'ils seront assez nombreux pour lui donner toute l'impulsion nécessaire (ils sont à peine plus de cinquante mille en tout), l'heure d'un premier bilan est arrivée. Le plan prévoit d'ailleurs de leur donner la formation et les débouchés qui leur permet-

### Le développement agricole

Le programme agricole bénéficie jusqu'en 1980, dans le cadre du VII<sup>e</sup> Plan, de 80 millions de francs de subventions et de 40 millions de francs de prêts. Un récent comité interministériel a approuvé les crédits budgétaires que le ministère de l'Agriculture et le Fonds d'investissement des DOM (FIDOM) consacreront, en 1978, au plan de développement agricole : 5,25 millions de francs et 10 millions de francs respectivement. Ces crédits permettront en 1978 l'extension à un rythme satisfaisant du programme déjà engagé.

Précisons ici, à l'usage des sceptiques, ce qui a été fait concrètement aussi depuis le lancement du plan.

Grâce à des baux emphytéotiques à trente ans, seize exploitations agricoles — dix Guyanais et six métropolitains — ont été installés sur des lots de 150 à 250 hectares. Ils ont bénéficié de prêts avantageux de la SATREC. Dans un certain nombre de petits lotissements agricoles, de 20 à 30 hectares en moyenne (lotissement Maugé, lotissement Banane), la proportion des Guyanais est de 80 %, ce qui correspond bien à un des objectifs majeurs du Plan.

Les agriculteurs métropolitains, sévèrement sélectionnés, seront, à la fin de cette année, une vingtaine. Il s'agit d'hommes doués d'une compétence, d'une expérience et d'un dynamisme hors du commun.

Des études ont été lancées pour doter les agriculteurs guyanais d'une formation qui leur permettra d'exploiter des domaines de grande dimension.

Sur les lots déjà attribués, des défrichements ont été réalisés, sur une superficie totale d'environ 500 hectares, qui seront affectés à

(\*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

des pâturages et à l'arboriculture. Ces opérations ont eu un effet d'entraînement sur les petits agriculteurs locaux, qui ont triplé les surfaces traditionnellement mises en culture.

A côté de ces implantations individuelles, le gouvernement a mis en place trois fermes expérimentales : l'une « Sinnamary », de 250 hectares, consacrée à l'élevage ; les deux autres vouées aux plantations à l'Acaroumy et à Saint-Jean-du-Maroni.

Deux d'entre elles bénéficient de subventions et de prêts du Fonds européen de développement.

Au plan des essais, une unité technique de production fruitière a été créée par l'IRPA. Deux autres, consacrées au riz fluvial (Montjir) et aux cocobiers (Saint-Sabat) seront lancées en 1977.

La vocation première de ces unités-types est de favoriser chez les agriculteurs la création de véritables structures professionnelles. Une coopérative fruitière et une coopérative avicole ont été créées. Une coopérative d'élevage de bovins va être incriminée.

Pour 1977, les superficies défrichées atteindront donc 1 500 hectares, ce qui permettra de passer à l'arboriculture et à l'élevage. Ce chiffre dépassera celui des vingt années précédentes.

Sur le plan financier, les crédits publics du ministère de l'Agriculture et du FIDOM seront alloués en ce sens plus de 30 MF. L'aide du FORMA, qui a commencé à intervenir en Guyane, s'est élevée pour 1976 à 830 000 F. Le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole participera pour 42 MF au financement des infrastructures rurales d'une importante opération d'élevage sur

le plateau de Nancibou d'un coût total de 45 MF.

En matière agricole, l'objectif prioritaire, on le voit, est de permettre à la Guyane de faire face à ses propres besoins, c'est-à-dire de diminuer d'abord le volume de ses importations d'Europe.

Mais, cette production devra déboucher, en outre, sur un développement sur une réelle capacité exportable. Il semble à cet égard, que l'on puisse également fonder de grands espoirs sur la canne à sucre, qui fait l'objet d'études encourageantes.

Le second volet du plan porte bien sûr sur la forêt. Ses ressources pourraient jouer un rôle décisif pour l'équilibre de notre balance des comptes, dont le déficit s'explique en partie par nos importations massives de pâte à papier.

Pour la grande exploitation industrielle, des études ont été menées à la demande du gouvernement par deux très grands groupes internationaux, qui disposent de l'expérience technique et des moyens financiers pour engager l'opération. La première de ces études a été déposée par la société de la Cellulose du Pin. Cette étude sera déposée dans les tout prochains mois. Ses grandes lignes ont déjà fait l'objet d'une prise de position favorable, lors de la seconde étude a été entreprise par le groupe International Paper et la société française La Cellulose du Pin.

Ce dernier projet a pour objectif de produire annuellement 200 000 tonnes de sciages et de bois déroulés, mais aussi 800 000 m<sup>3</sup> de copeaux, de pâte à papier et 100 000 tonnes de produits dérivés. Les investissements correspondants seraient de l'ordre de 6 à 7 F. Pour manifester l'intérêt qu'il porte à ce projet, le ministre de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministre de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

En 1978, des crédits de 5 MF seront ouverts en faveur du programme de recherches et d'expérimentation agricole. Il associera le ministère de l'Agriculture, le secrétaire d'Etat à la recherche et le ministère de l'Industrie. Ces crédits seront principalement destinés à déterminer les possibilités de développement de ces entreprises moyennes et petites, qui ne pourront prendre la place des espèces exploitées, sans que soit compromise la qualité des sols. Une proportion importante de la forêt sera mise à contribution. Grâce à une répartition plus facile des secteurs exploités, la plus grande partie de la forêt restera en état de réserve naturelle.

## M. Haby espère convaincre plus de dix mille élèves de se maintenir dans l'enseignement technique

Le ministre de l'Éducation a décidé d'encourager les élèves de l'enseignement technique court (anciens collèges d'enseignement technique, désormais baptisés lycées d'enseignement professionnel, à ne pas abandonner leurs études avant terme, c'est-à-dire avant le certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) ou avant le brevet d'études professionnelles (B.E.P.). M. René Haby a publié, lundi 29 août, le communiqué suivant qui s'adresse directement aux élèves :

« Chaque année, certains d'entre vous, soit à cause de la difficulté des études, soit par lassitude de l'école, soit pour toute autre raison, abandonnent leur formation avant même de passer le C.A.P. ou le B.E.P. ; ou encore, en cas d'échec à ces examens, renoncent à tenter leur chance une seconde fois.

« Mais, si l'on a très envie d'entrer dans la vie active, c'est à un mauvais calcul. Les statistiques montrent, en effet, que dans la conjoncture économique actuelle les élèves titulaires d'un C.A.P. ou d'un B.E.P. trouvent bien plus facilement un emploi que ceux qui quittent l'école sans diplôme : parmi ceux qui ont passé un C.A.P. en 1975, moins de 10 % étaient encore à la recherche d'un emploi après six mois.

« Aussi, si vous êtes tentés d'abandonner en cours de route, réfléchissez bien avant de prendre cette décision : allez voir votre directeur ou l'un de vos professeurs : ils sauront vous donner mille de continuer ou de recommencer la préparation au C.A.P. ou au B.E.P. : c'est, pour leur avenir, le meilleur placement possible. »

« J'ai d'ailleurs décidé de maintenir l'aide aux élèves boursiers qui ont à redoubler une classe. Jusqu'ici, vous le savez, le redoublement entraînait la suppression de la bourse. Ce ne sera plus le cas cette année : bien que redoublant, les élèves boursiers scolarisés dans les lycées d'enseignement technique (ex-C.E.T.) continueront à percevoir leur bourse quels que soient leur âge et l'enseignement qu'ils suivent. Cette décision a été communiquée aux recteurs : les dossiers seront réexaminés et les décisions de retrait rapportées.

« J'espère que cette action en faveur des élèves qui avaient envisagé d'abandonner leurs études techniques permettra d'en convaincre dix mille à quinze mille de continuer ou de recommencer la préparation au C.A.P. ou au B.E.P. : c'est, pour leur avenir, le meilleur placement possible. »

## Une garantie qui s'amenuise

Les décisions annoncées par M. Haby ont été prises à la demande du premier ministre, ainsi qu'il l'avait indiqué lors de son émission sur France-Inter, « dans le cadre des mesures gouvernementales pour l'emploi des jeunes ». (le Monde du 29-30 août). Le ministre de l'Éducation nationale avait admis, à cette occasion, que l'enseignement technique français était « peut-être allé un peu trop loin dans la rigueur ».

Ce n'est pas d'ailleurs, en effet, que cet enseignement, qui ne veut pas connaître de dévaluation par rapport à l'enseignement général, rivalise avec celui de sévérité et de « sélection ». Les directives du ministre visent clairement à maintenir quelques milliers d'élèves dans le système éducatif afin de leur éviter d'aller grossir les bataillons des jeunes chômeurs.

Ces mesures, orientées contre le chômage, sont-elles positivement influentes sur l'emploi ? M. Haby rappelle, dans son communiqué, les résultats d'une enquête publiée par son ministère (le Monde du 4 février) qui faisaient ressortir que 64,8 %

des jeunes titulaires d'un C.A.P. en 1975 avaient, l'année suivante, leur diplôme, trouvé un emploi : la proportion était de 52,5 % pour les titulaires d'un B.E.P. Cette enquête révélait toutefois que, entre 1973 et 1975, les titulaires d'un C.A.P. se « plaçaient » de plus en plus difficilement sur le marché de l'emploi (80,5 % en 1973 contre 64,8 % en 1975) les titulaires d'un B.E.P. étant plus mal lotis (7 % de sans-emploi en 1973 contre 17,4 % en 1975). Elle montrait aussi que, parallèlement à la dégradation de la situation économique, s'opérait un mouvement spontané de maintien dans le système éducatif, la proportion de redoublants augmentant, ainsi que le nombre de ceux qui s'engageaient dans des études longues.

Nul ne saurait reprocher à un ministre de l'Éducation d'encourager les jeunes qu'il a en charge à aller jusqu'au diplôme, mais la vérité impose un constat : d'année en année, la garantie que représente un diplôme du technique s'amenuise.

Br. F.

## POINT DE VUE

## Utopie à l'Université

par MARIE-JEANNE DURY (\*)

L'UNIVERSITÉ. Ses tumultes. Sa dégradation, dus essentiellement à la crise de la recherche, mais aussi à la crise de la formation, qu'il y aurait tant à faire. La bataille de la « double filière », l'une censée conduire à des « carrières », et la seconde à quoi ?

Sur ce point, entre autres, une idée me poursuit depuis mon temps d'étudiant, qu'il ne faut pas laisser les épaules de tous ceux dont elle ne susciterait pas l'ère. Que les chômeurs aient accommodé à la chinoise n'est pas une raison pour que nous ne tentions pas de la réaliser à la française.

Au cours de chaque année de faculté, pour tous deux mois devraient être consacrés, hors de ces facultés, à l'apprentissage des métiers manuels les plus divers. Pour les futurs enseignants, la durée pourrait être d'un mois, l'autre étant réservé à des stages effectifs d'enseignement. Songer qu'il n'y a — je ne parle pas des instituts universitaires de technologie — de pratique pédagogique dirigée par les CAPES et l'agrégation, alors que des après le Diplôme d'études universitaires générales, comme auparavant des après le baccalauréat de brèves gens fonctionnent comme auxiliaires ou suppléants, ou remplaçants, qui enseignent tout sans rien savoir en particulier sur la façon de s'y prendre pour passionner les élèves. Par parenthèse, on parle d'« animateurs » comme d'une nouveauté spécifique — en quel temps un professeur ayant pris sur les épaules de ses étudiants n'a-t-il pas été fondamentalement un animateur ?

Deux mois par an dans l'importance quel métier manuel, en commençant, avant de gravir les échelons, par être O.S. à l'usine, ou même éboueur. Il m'est arrivé de dire et d'écrire que si la sorte m'avait faite balayeuse des rues, je suis sûre que j'aurais eu à cœur de les balayer, de façon que chacun ait plaisir à y marcher.

On objectera que ce serait enlever le pain de la bouche des travailleurs manuels. Non. Car, au cours de telles périodes ces travailleurs en

continuant à percevoir leur salaire, ou bien seraient utilisés comme moniteurs de nos « apprentis » : bien, s'ils le désiraient, auraient accès soit à des écoles de perfectionnement dans leur propre branche, soit à l'un de ces lieux où des privilégiés se « cultivent », depuis les lycées jusqu'aux universités et autres maisons d'enseignement supérieur.

Voilà, et l'on sent bien que ce brossage — qui ferait enfin savoir à chacun, dans sa pensée et dans sa chair, ce qu'est le travail à la chaîne ou la vie des mineurs ou les autres des paysans devant les mauvaises récoltes, et permettrait enfin à ceux qui n'ont aujourd'hui pas même le temps de s'essayer, de s'adonner à la lecture, à moins qu'ils ne choisissent de s'initier à quelque science ou d'apprendre à goûter les arts — que, donc, ce brossage énorme serait le meilleur moyen de faciliter une fraternité qui n'a jamais été qu'un mot et d'apaiser les tensions et les luttes. Mais précisément l'homme tient à ces luttes, à l'envie, à la haine, à tout ce qui prépare les sanglantes révolutions de gauche ou de droite, et les guerres.

Utopique, ce moyen ? Alors, vive l'utopie ! Qu'on essaie donc un peu : pour moi !

P.-S. — Sans doute le Monde m'a-t-il appris ceci : quelques-unes de nos universités tentent des expériences d'« alternance » de quelques mois, grâce auxquelles des techniciens et ingénieurs de demain ont pris contact avec la vie des entreprises régionales. A Paris-VII existe un DEUG qui pour être obtenu en trois années, dont la première de travail professionnel, la seconde d'université, la troisième de travail salarié, etc. Et l'on considère que — ô miracle ! — des entreprises s'intéressent à accueillir cinq de ces « alternants », qui, au reste ne sont point des manuels. Ce sont là des pas microscopiques dans une direction étroite du moins ont-ils le mérite d'être faits.

(\*) Directrice honoraire de l'École normale supérieure, professeur à la Sorbonne.

**IFAG**  
prépare  
**BACHELIERS**  
et **ÉTUDIANTS**  
aux carrières  
de **CADRES DE GESTION**

Trois années d'études dont

- 14 mois d'enseignement intensif suivi de
- 22 mois RÉMUNÉRÉS en entreprise avec sessions mensuelles de 3 jours à l'Institut.

Tests de sélection de la dixième promotion : le 12 septembre

S'inscrire avant le 8 septembre

**IFAG**  
37, quai de Grenelle  
75733 Paris Ced







# EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

## DES EMBUCHES SUR LE TRACÉ DE L'AUTOROUTE PARIS-CLERMONT-FERRAND

### En passant par la Sologne...

Parce qu'elle ne lui semblait pas « nécessaire », le Conseil d'Etat vient de dire « non » à la construction du tronçon Orléans-Bourges (traversée de la Sologne) de l'autoroute Paris-Clermont-Ferrand (A 71).

Cette décision a surpris le ministère de l'équipement, qui s'apprêtait à clore un dossier dont le président de la République, le 18 juillet dernier, lors de sa visite à Orléans, notait tout l'intérêt qu'il lui portait. Qui aura le dernier mot ?

A Orléans, M. Giscard d'Estaing a rappelé son attachement « en tant qu'Auvergnat » à cette autoroute destinée à désenclaver la Sologne et à raccourcir le trajet entre Paris et Clermont-Ferrand en 1983. On précisait dans l'entourage du président de la République qu'il avait écrit à l'est de la route nationale 20, l'avis du Conseil d'Etat — un « petit obstacle » — ne remet pas en cause le principe de cette liaison. Celle-ci sera construite aussi entre Orléans et Bourges, contrairement à ce que suggèrent les conseillers d'Etat.

Dans leur avis du 5 juillet, ceux-ci se prononcent en effet sur le dossier technique et ne s'en tiennent pas, pour une fois, à des arguments juridiques de forme. Ils estiment que « le trafic s'écoule sans difficulté sur la nationale 20, si on excepte quelques journées par an » et que la densité de la circulation « n'atteindra pas avant plus de dix ans la densité minimale qui justifierait le recours à une voie autoroutière ». Le Conseil suggère à l'administration d'entreprendre, dans un premier temps, l'aménagement de voies reliant Bourges au Massif Central.

Les conseillers jugent que « les inconvénients qui pourraient résulter de l'opération envisagée seraient excessifs au regard des avantages escomptés ». Leur « condamnation » est fondée sur le fait qu'une trousse à travers la Sologne (s'ajoutant à celle de la nationale 20 et de la voie de chemin de fer) sur plus de 100 kilomètres « risque de compromettre l'équilibre écologique particulièrement sensible de cette région naturelle ».

Ce disant, les conseillers d'Etat épousent les thèses soutenues « depuis plusieurs années » par les défenseurs de la nature et... les propriétaires de chasses. Depuis 1972, deux tracés se trouvant en effet en concurrence (le Monde du 9 novembre 1972) : mais ils écartent tous deux la nature et ont été fortement cri-

« Par surprise »

Quant à réutiliser la route actuelle, cela ne serait possible, selon le directeur des routes, que sur un quart du trajet. Cette solution a déjà été étudiée « très largement » et elle aurait, en raison des déviations et des élargissements, un effet de coupure de la forêt au moins aussi important. Enfin, la suggestion du Conseil d'Etat de réaliser d'abord la liaison Bourges-Clémont ne « séduit » pas M. Fève : « Il faut mener une autoroute à l'avancement, déclare-t-il. Les usagers n'emprunteront un tronçon autoroutier Bourges-Clémont que si, venant du Nord, ils abordent le Massif central à Bourges qui n'est pas sur leur itinéraire actuel ».

Au ministère de l'équipement, on est visiblement embarrassé par la tournure que prend cette affaire. « Nous avons un dossier justifiant de façon péremptoire la nécessité de cette autoroute », indique-t-on dans l'entourage de M. Fourcade. L'avis du Conseil d'Etat a été rendu au début des vacances, et les fonctionnaires étaient tellement sûrs de leur dossier (le rapporteur de la section des travaux publics du Conseil était favorable au projet) que le directeur des routes n'est pas allé lui-même, comme il le fait pour les dossiers épineux, présenter ses arguments aux conseillers.

« Nous avons été pris par surprise », avoue un conseiller de M. Fourcade, qui étudie le moyen de « faire appel » ou de présenter à nouveau le dossier de

MICHELLE CHAMPENOIS.

## ENVIRONNEMENT

### DES CHASSEURS ITALIENS EN COLÈRE

#### Plusieurs milliers d'oiseaux protégés sont tués dans une réserve naturelle

De notre correspondant

Rome. — Plusieurs centaines de chasseurs italiens ont envahi dimanche une réserve naturelle près de Ravenne, tuant des milliers d'oiseaux protégés, dont certains en voie de disparition, pour protester contre l'interdiction de chasser dans la vallée du Roesen, décrétée samedi dernier par le juge Vianello Andreucci.

Le magistrat avait pris cette décision à l'extrême sur la demande de diverses associations de défense de la nature, afin d'empêcher les conséquences néfastes des retards administratifs. La vallée du Roesen, située à quelques kilomètres de Ravenne, est en effet classée parmi les zones humides européennes d'intérêt international, selon la convention de Ramsar, signée en 1971 par l'Italie.

Le 3 août dernier, après six ans d'attente, le décret d'application de cette convention internationale paraissait finalement au Journal officiel. Sur place, cependant, aucune mesure particulière n'avait été prise pour que soit effectivement respecté le décret. C'est pourquoi le juge Andreucci a décidé samedi la « mise sous séquestre » de la vallée du Roesen et faisait aussitôt apposer des panneaux d'interdiction de chasser tout autour de la réserve.

Des samedi soir, les chasseurs de Ravenne, en présence des responsables locaux de leurs associations, déclaraient, au cours d'une assemblée générale houleuse, tenue sur la place de la cité, de transgresser la décision judiciaire.

Dimanche matin, jour d'ouverture de la chasse en Italie, des centaines de chasseurs se sont rendus dans la vallée du Roesen et ont tiré les panneaux d'interdiction de chasser. On a ensuite assisté pendant plusieurs heures à une véritable hécatombe. Des milliers de coups de feu ont

### TIR A VUE SUR LES CHAMOIS D'ALSACE...

La chasse au chamois est ouverte en Alsace. Elle sera, cette année, exceptionnellement intéressante puisque les Nemrods locaux ont reçu l'autorisation de tirer deux cent vingt bêtes entre le 23 août et le 1<sup>er</sup> février prochain. En effet, les onze chamois que l'on avait introduits, en 1956, dans les 3 000 hectares de la réserve de Marchstien (Haut-Rhin), ont maintenu plus d'un millier.

En excellente santé — contrairement à leurs congénères savoyards (le Monde du 23 août, « Le paradoxe des réserves ») — ils se sont répartis hors de la réserve et dévorent avec bel appétit les pousses de jeunes arbres dans les zones de reboisement. Depuis 1975, il a fallu autoriser leur tir, mais selon un plan de chasse qui fixe avec précision le nombre et la qualité des bêtes à abattre.

Les écologistes européens se regroupent. Les quarante associations de défense de l'environnement, venant de dix pays européens, qui ont tenu un symposium à Berghem-Gladbach, près de Cologne, le 28 août, ont décidé de se retrouver avec leurs militants le 24 septembre prochain devant le site de Balka, aux rives du Rhin, en Rhénanie-Westphalie, où devrait être construit le premier surréacteur allemand. La démonstration — grande manifestation européenne de masse contre le nucléaire après Malville — devrait demeurer non-violente, selon ses organisateurs.

## TRANSPORTS

Concorde à New-York

### NOUVELLE ATTENTE JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE

Les trois juges de la deuxième chambre d'appel du tribunal de New-York ont décidé, le 29 août, à l'unanimité, que le supersonique Concorde ne pourrait pas se poser sur l'aéroport Kennedy, comme l'y autorisait, à partir du 31 août, une décision du juge Milton Pollack.

En effet, la cour d'appel a donné à l'autorité portuaire de New-York (PONYA) jusqu'au 8 septembre pour lui présenter ses arguments contre l'atterrissage du supersonique. Les compagnies Air France et British Airways devront déposer leurs propres conclusions avant le 13 septembre. La cour se réunira le 19 septembre pour examiner le recours formé par le PONYA contre la décision du juge Pollack, qui avait estimé, le 16 août, que le PONYA avait agi de façon « discriminatoire et déraisonnable » en refusant pendant plus de quinze mois de déterminer les critères de bruit applicables à Concorde.

D'autre part, le service de presse de Matignon confirme que M. Raymond Barre empruntera, le 14 septembre, le vol régulier de Concorde entre Paris et Washington, où il séjournera en visite officielle, pendant trois jours, à l'invitation du président Carter.

### L'EUROPE DES AIGUILLEURS VEUT FAIRE DU ZÈLE

Après avoir mis fin, le 30 août, à leur grève totale, les aérocontrôleurs du trafic aérien de Grande-Bretagne ont entamé une grève du site, malgré la menace de sanctions imposées par la direction de l'aviation civile britannique.

La situation, qui s'était relativement améliorée, le 29 août, sur les aéroports britanniques, devrait à nouveau se détériorer, car les aérocontrôleurs projettent de débrancher les ordinateurs et d'établir les plans de vol à la main.

De leur côté, les contrôleurs français, qui mènent une grève du site depuis le 25 août et jusqu'au 5 septembre, ont accepté la proposition de leurs collègues britanniques de coordonner — selon des modalités à déterminer — leurs actions avec les contrôleurs aériens espagnols.

Des contacts ont été pris avec les aérocontrôleurs d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Suède et de Suisse afin que ceux-ci n'acceptent pas la charge supplémentaire des vols déviés en raison des grèves encore en France, en Grande-Bretagne et en Espagne. Des retards devraient affecter indistinctement les vols charters ou réguliers, moyen et long-courriers.

## PRESSE

Nouvel hebdomadaire du week-end

« V.S.D. »

PARAITRA LE 9 SEPTEMBRE

Un nouvel hebdomadaire, V.S.D. (vendredi, samedi, dimanche), lancé par M. Maurice Siegel, ancien directeur général d'Europe 1, fera paraître son premier numéro le vendredi 9 septembre. Publié sur format tabloïd (64 pages en offset, à trois cent mille exemplaires (pour le premier numéro du moins), il sera diffusé pour un tiers sur Paris, un tiers sur la banlieue proche et un tiers dans les villes de province de plus de vingt mille habitants. Prix : 3,50 F ou 4 F.

Selon un sondage réalisé en 1976, 63 % des personnes interrogées ont déclaré que le numéro V.S.D. les avait intéressés et 33 % déclaraient qu'elles avaient un comportement différent et une disponibilité particulière pendant le week-end. C'est pourquoi V.S.D. sortira chaque vendredi matin et se propose de répondre à la curiosité des lecteurs de manière différente.

Une trentaine d'actionnaires, des « amis » de l'ancien directeur général d'Europe 1 (M. Trigano, du Club Méditerranée, par exemple), composent, autour de M. Siegel et de son fils, la société indépendante de presse et de publications qui édite V.S.D. Ils ont pris le relais financier d'un support initial de M. Siegel de 300 000 francs.

Le Quotidien du peuple, qui reprend sa parution le 1<sup>er</sup> septembre, a décidé de devenir un journal du soir. Mis en vente l'après-midi à Paris et dans la région parisienne à partir de jeudi, on pourra le trouver tôt le matin en province à partir du 2 septembre. Pour la semaine de reprise, en dehors des rubriques habituelles, le Quotidien du peuple ouvrira un débat sur l'énergie nucléaire.

## D'UNE RÉGION À L'AUTRE

### Ile-de-France

#### Protestations à la suite de l'expulsion de plusieurs familles de squatters dans le Marais

Sur la demande de la Régie immobilière de la Ville de Paris (R.I.V.P.), les deux familles qui occupaient des logements rue Saint-Paul (quatrième arrondissement) ont été expulsées par la police le lundi 29 août.

Cette expulsion a provoqué plusieurs rixes. M. Pierre Dabedout, conseiller de Paris et vice-président de la Fédération des républicains de progrès, estime « qu'il est honteux (...) de profiter du mot d'ordre pour procéder à de pareille besogne, en contradiction formelle avec les engagements pris auprès des habitants et des élus ». De son côté, l'Union départementale C.F.D.T. a élevé une protestation, et le groupe communiste du Conseil de Paris a demandé que les familles soient reléguées dans le quartier. Enfin, la fédération de Paris du parti socialiste demande un relogement sur place des familles et s'oppose aux expulsions.

Une cinquantaine de personnes sont venues lundi à l'Hôtel de Ville où une délégation a été reçue par M. Raymond Bourguin, maire adjoint chargé de l'urbanisme. Pour sa part, M. Denis Baudouin, porte-parole du maire de Paris, a indiqué que seuls les habitants en titre de l'Hôtel Saint-Paul pourront bénéficier d'un relogement à l'intérieur même de l'Hôtel.

Les cinq familles de squatters occupaient leurs logements depuis le mois de mars 1977. Elles se logeaient par auparavant dans le quartier, mais étaient inscrites depuis plusieurs années au fichier des mal-logés. C'est sur la proposition de l'intercommunalité du Marais qu'elles étaient venues dans ce quartier, dont la rénovation a été confiée à la R.I.V.P. par la Ville de Paris.

A la demande de la Régie, la justice condamnait le 29 mars, les familles à quitter les lieux

dans les trois mois. La R.I.V.P. a proposé à ces familles des logements dans les douzième, dix-neuvième et vingtième arrondissements.

La R.I.V.P. se heurte depuis plusieurs mois à l'action d'une association, l'intercommunalité du Ma-

rais, qui juge qu'une réfection légère suffit dans la plupart de ces immeubles. L'occupation des familles dans des logements en bon état était à leurs yeux la preuve qu'une rénovation totale ne s'imposait pas dans ces immeubles.

### Du social en vitrine

Situé dans le Marais, près des quais, l'Hôtel délimité par les rues Saint-Paul, de l'Arche-Marie, des Jardins et de la Chapelle, dans le quatrième arrondissement, avait été déclaré insalubre. La ville avait acheté les immeubles pour les démolir et, sans les entretenir, elle louait depuis la guerre les appartements à titre précaire. Depuis la création du secteur sauvegardé du Marais, en application de la loi Malraux du 8 août 1962, les immeubles doivent être conservés et leur restauration a été confiée, par convention, en 1973, à la Régie immobilière de la Ville de Paris. La Ville détient dans cette société d'économie mixte 37,5 % du capital, le reste étant essentiellement partagé entre la Banque de Paris et des Pays-Bas (30 %) et la Compagnie La Hénin (12 %).

Les groupes privés trouvent leur intérêt dans ce genre de sociétés non par les profits (il n'y en a pas), mais par la rémunération des activités et du financement.

La restauration des deux cent soixante logements compris dans l'Hôtel est relativement coûteuse (environ 3 000 francs du mètre carré), car, outre l'installation du confort moderne dans les appartements, des travaux importants ont été prévus, comme la démolition de certains bâtiments situés dans les cours. Mais le conseil de Paris a décidé, en 1976, de reloger en priorité dans ce secteur les habitants du Marais chassés d'autres immeubles et de leur consentir, en fonction de

M. Ch.

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

PANTIN

122 R. VAILLANT COUTURIER

93130 NOISY-LE-SEC

845-97-67

ALFETTA GTV 2000



# Le Monde

## L'ÉTÉ

Un semblant de vacances dans les centres aérés de Paris

### Dix mille enfants « au vert »

« **M**ETTEZ vos enfants au vert dans les centres aérés », conseille l'affiche de la municipalité de Paris. L'oxygène et la chlorophylle aux portes de la capitale : on peut sourire et trouver la note forcée. La plupart des trente-sept centres aérés de la ville sont situés dans les bois, passablement pollués, de Boulogne et de Vincennes. Plus de dix mille enfants s'y retrouvent chaque année au temps de leurs vacances. Au centre Saint-Hubert de Vincennes, dans un enclos, sous des tentes, une vingtaine d'animateurs s'ingénient à faire oublier à plus de trois cents enfants qu'ils ne sont pas partis cet été. Tout y passe, les quatre-vingt-huit fiches-Jeux des Francs et Français camarades, les compétitions « intercentres », l'écologie, le théâtre, le sport, le modelisme de fortune... « Ce n'est pas si mal », explique le directeur, M. André Chauvignier, et il nous mène au quai de la Seine, dans la rue, les petits Parisiens, entourés de gentillesse, ne se plaignent pas.

#### 15 millions de francs

La réputation des centres aérés de Paris était, l'an dernier, au plus bas après l'insuccès alimentaire d'une centaine d'enfants à Vincennes. Il n'y avait pas de plancher sous les tentes où l'on servait les repas : la poussière saupoudrait les plats. A Vincennes, pas d'eau potable, à Vincennes-Gabriele, on ajoutait du chlore au tout-à-l'égout. Les élus de gauche et la Fédération des parents d'élèves comme se sont emus, M. Chirac, au cours de sa campagne, avait promis.

Cette année, tous les réfectoires sont équipés d'une dalle de

béton et les robinets de systèmes de sécurité. « Nous avons investi 1 630 000 francs », peut annoncer M. Jacques Rippe, directeur des affaires scolaires à la préfecture de Paris. En 1977, 15 millions de francs ont été consacrés au fonctionnement des centres aérés.

#### Jeux de pauvres

L'effort de la municipalité est important — 47 francs par jour et par enfant — mais les centres n'ont pas été épargnés par les restrictions budgétaires. Au Conseil de Paris, M. de la Maline refusait, au début de l'année, 20 centimes supplémentaires pour le goûter. On a supprimé ici ou là des postes de directeurs, d'animateurs ou d'assistants médicaux. Au centre nautique de Choley-le-Roi, le directeur « commande » plus de bateaux que de mouleurs de voiles pour les faire naviguer. « Dans les centres, il existait autrefois des ateliers de poterie, on donnait des leçons de guitare, de chant », dit une éducatrice. « C'est aujourd'hui devenu la plus souvent une garderie », reconnaît un jeune moniteur.

A la direction des affaires scolaires on pense qu'avec plus d'imagination les animateurs pourraient mieux faire. Sur place, on insisterait plutôt sur le manque de matériel. « Il faudrait avoir une imagination débridée », en fin de saison ne restent souvent que des ballons crevés et des morceaux de papier crépon. Quand il pleut, quelques jeux de cartes ou de dames aident à passer la journée sous la tente. On essaie d'amuser avec des hommes de terre, des savonnets ; on joue au dard-pêcheur (il suffit d'une cuvette et d'une balle de ping-pong), au chamboule-tout (avec des boîtes de conserve) Jeux de

#### Préférer la rue !

Le dévouement suffit-il pour oublier une réalité injuste ? La plupart de ces enfants ne partent pas en vacances. Plus d'un tiers d'entre eux suivent les deux « sessions » de juillet et d'août. Leurs familles ne peuvent pas les envoyer en colonie. Souvent, ils ont au centre aéré le repas le plus substantiel de la journée, et il arrive qu'ils réclament les restes pour les emporter chez eux.

« Les centres, affirme M. Rippe, sont ouverts à tous, toutes les catégories sociales y sont repré-

sentées... » En réalité, on n'y rencontre guère de « fils de cadres supérieurs » et, s'il s'en trouve, le sous-équipement, les mauvais emplacements, l'alimentation médiocre, ne sont jamais pour eux que passagers. Ils « jouent » ailleurs leurs vraies vacances. Mais, pour les enfants du 20<sup>e</sup> arrondissement, Saint-Hubert, avec ses palissades de bois, ses dalles de béton, vestiges d'un camp allemand, ses maigres arbres auxquels il est interdit de grimper, c'est à la fois la rue, la plage, la prairie. Pour ceux-là, la compensation est bien pauvre. Il n'est pas étonnant qu'en grandissant certains préfèrent la rue, où ils feront mieux, pressentent-ils peut-être, l'apprentissage de ce que sera la vie. On enregistre cette année une baisse de fréquentation des centres de l'ordre de 10 % qui n'est pas due à la seule baisse de la population parisienne.

#### Une action pédagogique

Pourtant, quelque part, le modèle existe. Au centre aéré de Choley-le-Roi, qui dépend aussi de la Ville de Paris, les enfants s'initient à la voile. Sur le plan d'eau, une soixantaine de bateaux sont à leur disposition. « On ne leur enseigne pas que le maniement du voilier, explique M. Jacques Trinchant, le directeur, notre action est aussi pédagogique et nous les formons à la vie en collectivité ». Ici, très vite, les jeunes Parisiens ont appris une technique, un langage. « Grand-voile », « dérive », « dévalage », n'ont plus de secrets pour eux. L'enseignement s'est construit autour d'un centre d'intérêt, et les enfants y participent avec ferveur, souvent depuis plusieurs années. « Notre centre offre cependant, et l'on m'a supprimé du personnel. » Mais Choley est unique, et les autorités d'ailleurs le savent : « Il y a quelques années nous nous sommes fait la nuit de la télévision, on nous a même envoyé un car de Japonais... » Il se produit ici comme un événement. Les parents ne peuvent pas lui offrir d'autres vacances. L'an prochain, pourtant, elle ne pourra plus venir au centre, et aucun organisme à Paris ne lui permettra de continuer. « L'an prochain, le ne sais pas... J'irai dans la rue... »

CHRISTIAN COLOMBANI.

### UN JEUNE FRANÇAIS EN INDE

## LE DOUX DINGUE DE L'ASHRAM

POONA. — La journée touche à sa fin. Une jeune femme blonde trace des signes sur le sol ocre, détrempé par la mousson, sous le regard attentif d'un péant à la longue chevelure rousse. Il frappe dans ses mains et, de ses pieds, marque le pas du rituel de la possession. Des chants, à mi-chanté, parviennent d'une cour intérieure, rythmés par des tablas, des tambourins et des petites cymbales qui se heurtent souvent, en Inde, les cérémonies religieuses.

Plus loin, sous un auvent, des filles et des garçons discutent ou mangent une nourriture végétarienne dans des bols. Tous sont vêtus de tuniques ou de robes orange que seuls portent, en Inde, les « sadous » (ermite), qui, dans la religion hindoue, renoncent au monde. Certains ont la crête rasée. Ils sont venus de New-York, de Paris, de Tokyo, de Rio ou de Rome oublier leurs anglo-saxons occidentaux et trouver un nouveau sentiment d'exotisme auprès de Bhagwan, maître spirituel de l'ashram de Rajneesh, proclamé « dieu cosmique » par ses siens, l'égé vivant de Krishna, Bouddha, Zarathoustra ou Jésus.

#### « Trouver son self »

Parmi ces jeunes disciples, Patrick, un Français d'une trentaine d'années, « l'âge ici n'a plus aucune importance ». Diplômé de l'ESSIC, ancien attaché commercial à l'ambassade de France à Islamabad, il a travaillé pour la C.F.D.T., fait de nombreux métiers, utilisé les multiples ressources qu'offre le système à qui veut voyager, avant de se fixer dans ce vaste domaine du Maharashtra, perdu sous les arbres tropicaux de l'ancien cantonnement anglais de Poona. « J'ai fait quarante-cinq pays, explique-t-il, mais je ne me sens bien qu'ici. L'ashram est comme une oasis : Bhagwan, c'est le père d'un dieu créateur. Nous venons boire cette eau... »

A vingt et un ans, Rajneesh l'indien, aujourd'hui un vieil homme à la barbe poivre et sel, est devenu Bhagwan le Dieu, lors d'un séjour à Jabalpur, ville du Madhya-Pradesh, située presque exactement au centre de l'Inde. « Il a été élu », raconte Patrick, en ajoutant comme si l'explication manquait de l'impitoyable : « Tu comprends, il est devenu lumière à lui-même. Il a trouvé son self (ou identité propre). » Bhagwan a ensuite pris la route. Pendant quinze ans, il a parcouru l'Inde en s'efforçant d'éveiller les consciences. Mais il a vite compris qu'il ne parviendrait pas à faire

bouger le système indien avant des millénaires.

Les Occidentaux ont été moins sceptiques. Selon des chiffres officiels, les fidèles seraient vingt mille, répartis à travers le monde, principalement aux Etats-Unis. La plupart sont « sannyasais », c'est-à-dire disciples directs. Plusieurs centaines résident à l'ashram en permanence. Chaque matin, Bhagwan commente les textes sacrés d'une religion au syncrétisme extrême : il applique aussi bien le sens des messages laissés par le Christ, Krishna ou Héraclite et familiarise son auditoire avec les grandes traditions mystiques, qu'il les inspire au zen ou du monde musulman.

Rajneesh n'écrit pas. Chaque mois, ses fidèles rassemblent ses commentaires dans des livres, largement diffusés en Inde et dans les pays anglo-saxons. Chaque onzième jour du mois commence un nouveau cycle : les lectures se font d'abord en anglais puis en hindi « il n'y a rien d'étonnant à ce que les Occidentaux soient fascinés par Rajneesh », explique Patrick. Les Européens sont tout dans la tête.

Le décalage se fait principalement au moyen de multiples thérapies de groupe et de techniques d'expression que l'ashram tient à la disposition des disciples.

#### Ni espoir ni peine

Pour Patrick, Bhagwan est cependant beaucoup plus qu'un gourou doublé d'un « thérapeute » efficace : « C'est un miroir parfait, il te renvoie uniquement ce que tu investis en lui. » Le dieu demande ainsi à chacun de satisfaire ses désirs les plus chers tout en restant observateur froid de ses propres actes. Mais, généralement, le disciple entretient avec son dieu une relation irrationnelle, qui ne s'estompe que lorsque le premier parvient à prendre confiance en lui-même. Le détachement suprême consiste alors à devenir totalement extérieur à ses propres désirs. « Tu n'es plus les pensées, tu n'es plus les émotions, tu ne dois plus avoir dans ton cœur ni espoir ni peine... »

Patrick reconnaît cependant que cette phase éveille et ramène à l'ashram les Occidentaux de l'ashram. La majorité des disciples vivent pleinement leurs obsessions. « C'est bon pour ceux qui arrivent ici avec des problèmes sexuels ou de drogue », dit Patrick. Les fidèles se classent en deux catégories : ceux qui ont suivi le chemin des hippies ou des « junkies », se sont perdus dans les méandres indiens à la recherche de leur

identité, et ceux qui, comme Patrick, arrivent pas la « voie conformiste », qui, du jour au lendemain, cessent toute activité dans nos sociétés de confort. C'est le cas de quelques P.O.G. américains, d'anciennes « cover-girls » et, par là-même, de dizaines de jeunes cadres dynamiques, stoppés net dans leur ascension.

#### Un lupanar ?

Patrick vit dans l'ashram depuis six mois. Il habite un bungalow sur la route du centre de Poona, qu'il partage avec un « ex-routard » canadien. Les murs de sa chambre sont tendus de tissus orange. Partout, des photos de Bhagwan. Comme les autres disciples, il porte le mala, collier-chaapelet composé de cent huit boules noires, « comme cent huit façons différentes de parvenir à la vérité ». Dès leur arrivée, les résidents changent de nom : les garçons s'appellent Swami, ce qui signifie « maître de soi-même », les filles, Ma (« mère de la création »). Selon le vœu de Bhagwan, Patrick est aujourd'hui devenu Swami Anand Prabhakar. « Source de lumière et de félicité ».

A chacun, le dieu demande aussi de s'épanouir dans l'amour et la sexualité. Parfois, Bhagwan compose lui-même les couples. « Avec une fille, tu peux développer en toi ton côté féminin. C'est facile d'ailleurs : l'Inde est essentiellement un pays féminin », explique Patrick. Cependant, les Indiens de Poona restent persuadés que l'ashram n'est rien d'autre qu'un vaste lupanar à la saute religieuse et bien osent, même pour un simple visiteur, venir déranger les fidèles que l'on voit, de la route, s'embrasser ou marcher tendrement enlacés.

Les parents de Patrick, venus constater sur place l'enthousiasme de leur fils, n'ont, par là-même, pas été choqués par la liberté du lieu. Simplement, ils ont traité Patrick de « doux dingue », ont regretté de ne pas rencontrer Bhagwan, qui, étant dans une « phase lunaire », ne reçoit plus les étrangers, et se sont simplement réjouis de sa bonne santé.

Plusieurs conformistes sont venus me voir, raconte encore Patrick. Mon ancien patron, un enarque, est resté sept jours. Un autre ami agronome, qui travaille à l'ambassade américaine à Paris, est resté plus longtemps. Mais il s'est effondré. Devant Bhagwan, il a baouillé. Bhagwan lui a dit de revenir quand il serait plus cool. Tu comprends, il avait tout dans la tête ».

PHILIPPE BOGGIO.

# Le Monde

encore des explorateurs

les archives de la plan

## LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

La séance de spiritisme organisée par Hincz a produit l'effet recherché, et le voyant est persuadé que François s'est réincarné dans Waleczak. Mais Hincz et Skolinski ne sont pas au bout de leurs peines, car, retenant d'une vérification, Grégoire les arrête sur la route pour les prévenir que Kholawitak a couché dans la vieille cuisine et que, depuis, il a disparu. Skolinski décide de rentrer tout de suite au château, et Hincz à Polyka, où il apprend que Maya est partie avec Kholawitak.

**J**USQU'ALORS Maya n'avait accordé que peu de crédits aux hypothèses de Hincz qui lui semblaient invraisemblables, sinon fantaisistes, et restait convaincu en son for intérieur que Waleczak avait tout simplement perdu la raison, ou qu'il simulait la folie pour se soustraire à ses responsabilités. Après la séance, elle commença à le croire vraiment envoûté. Il devait exister un lien entre ses actes et cette pièce. Ils se trouvaient en présence de quelque fluide occulte.

Mais, alors, tout devenait possible ! S'il n'était pas fondamentalement l'être qu'elle s'était imaginé, il avait pu commettre ce crime et les actes qui l'avaient précédé sous l'empire de cette volonté étrangère. Peut-être, après tout, n'avait-il pas assassiné Malinjak ?

Il n'aurait donc pas menti lorsqu'il l'avait accusée de meurtre ? Mais, s'il l'avait soupçonnée... c'était peut-être la raison de son acte de folie, de sa sensibilité aux influences de la pièce ? Donc, il l'aimait. Et pourtant, Maya allait et venait d'un coin à l'autre de la pièce, aux prises avec elle-même.

Fallait-il aller le voir, ou non ? Ce qui la tourmentait le plus, c'était qu'il ne supportait pas sa présence, qu'elle fût assise à côté d'elle.

Il était-elle, ou non ? Et si sa visite aggravait son état et qu'il eût une nouvelle crise ?

Mais elle la sentait nécessaire. Elle était sûre qu'elle seule pouvait le guérir.

Puisqu'il l'aimait... Elle tourna le bouton de la porte. Il était étendu sur son lit. Aucun

muscle de son visage ne tressaillait lorsqu'elle entra. Ils se regardèrent sans un mot. Maya éprouva un sentiment étrange.

« Pensez-vous vraiment que j'ai tué Malinjak ? »

Il se taisait, mais ses yeux restaient hagards et remplis d'épouvante. Comment le convaincre ? Que lui dire ? Il semblait que Waleczak eût cessé de réagir à sa présence.

« En fin de compte, non », déclara-t-elle, « ce n'est qu'un jeu de terreur ! Que voulez-vous dire ? souffla-t-elle. »

Tout simplement ce que je suis perdu et bien perdu.

« Ce n'est pas ma faute... » Il se souleva sur son lit.

« Pas votre faute ? Alors, à qui la faute ? Ce n'est pas vous qui m'avez tenté de toutes les façons possibles ? Je vous l'ai déjà dit plus d'une fois ! Cet esprit mauvais m'a contaminé non par l'intermédiaire du crayon mais par le vôtre. C'est en vous qu'il réside depuis le début ! Quand vous avez volé la porte-feuille de Szuik. Quand vous avez fait de moi votre complice. »

Elle ne sut que répondre. Il avait raison. Son regard était terrible ! Que n'avait-elle la conscience tranquille ! Au lieu de l'élever par son amour, elle l'avait méprisé, ne lui avait jamais accordé sa confiance, et l'avait enfoncé toujours un peu plus.

« Taisez-vous ! s'écria-t-elle. C'est faux ! Et, d'ailleurs, je vous aime. Je vous aime ! Et vous aussi, vous m'aimez, je le sais ! »

Elle voulait à tout prix l'arracher à cette torpeur. Aurait-elle perdu toute influence sur lui ?

« Éloignez-vous, dit-il lentement. Ce n'est pas le moment de nous contenter de paroles. Il y a en moi ce qui, peut-être, est aussi en vous. Comment savoir si c'est vous qui me parlez maintenant, ou... je ne sais pas... je ne sais pas sûr... que ce soit vous... Si vous voulez m'aider, faites venir un prêtre, je veux me confesser. »

Elle sortit.

Elle fut un instant sans comprendre ce qui s'était passé.

Il la soupçonnait ni plus ni moins d'avoir en elle ce même « mal ». Cet esprit mauvais. Voilà ce qu'il s'imaginait.

Il avait peur l'un de l'autre, d'une peur viscérale qui anéantissait toute chance de salut !

Il voulait se confesser... Appeler un prêtre. N'était-ce pas la seule chose à faire dans leur situation ? Maya ne pouvait y croire.

Elle tomba à genoux dans le couloir et, pour la première fois depuis bien des années, se plongea dans une ardente prière.

Elle n'aurait su dire qu'elle priait et pourquoi. Elle appelait désespérément quelqu'un à l'aide, implorait sa pitié pour elle-même et pour Waleczak.

Elle avait perdu toute son énergie. Désespérée, elle s'agrippait au seul désir d'en finir avec ces tourments. Peu importe de quelle façon !

Elle était agenouillée dans un coin obscur, le visage entre les mains et ne sentait pas les larmes froides qui coulaient à travers ses doigts. Elle fut peu à peu gagnée par l'épuisement et une indifférence si profonde qu'elle ressemblait à de la matière.

La maison semblait sommeiller. La lampe du couloir s'était éteinte.

Dormait-elle ou rêvait-elle éveillée ? Il sembla à Maya que, venu d'on ne sait où, quelqu'un la relevait et la conduisait à travers la pénombre et le silence.

L'endroit était désert. Les portes s'ouvraient sans bruit devant elle et se refermaient aussitôt sur son passage. Elle en prenait conscience par les ténèbres, qui devenaient toujours plus épaisses. Une rumeur de plus en plus nette parvenait de derrière les parois, toutes proches, qui tenaient du bruissement des branches dans la tempête ou du battement de l'averse sur les vitres.

Tout cela était irrationnel, et pourtant vrai. Il aurait suffi d'étendre les bras pour toucher les murailles humides. Elle en avait une certitude totale. Elle traversait de mystérieux péristyles sans hésitation, confiante en celui qui la conduisait, quel qu'il fût.

Dans le lointain, une petite lumière se mit à briller, qui grandit et devint plus nette. Elle reconnut un vitrail multicolore comme il s'en rencontre parfois dans les couloirs des vieilles abbayes, mosaïque de carreaux colorés disposés au hasard.

Elle voulait voir quelque chose derrière les verres de couleur et le dessin du vitrail animalier, les lignes ondulantes et grouillantes comme des serpents. Les efforts qu'elle fit restèrent vains.

Elle avait la certitude qu'elle ne dormait pas.

Elle voulait briser le vitrail, mais s'aperçut qu'elle ne pouvait lever les mains.

Elle les tenait sur ses yeux, dans la même attitude qu'un instant auparavant lorsqu'elle était à genoux et priait.

Elle sentait les tides pulsations du sang dans ses doigts, qui restaient soudés à ses joues baignées de larmes. Entre ses doigts, elle percevait tout jour aussi nettement la lumière, non plus une lueur trouble.

Non, elle ne dormait pas ! Elle entendait même sa propre respiration, accélérée, interrompue parfois par un soupir spasmodique.

Elle était cependant comme paralysée incapable de faire un mouvement.

Quelqu'un était près d'elle — il n'y avait d'ailleurs personne d'autre — qui avait eu enfin pitié d'elle à la voir lutter contre son impuissance. Il avait certainement poussé les battants de la petite fenêtre car les verres colorés avaient disparu.

Elle regarda par l'étroite ouverture, perçue dans une épaisse muraille. Elle savait qu'elle allait découvrir quelque chose de terrible. Elle rassembla ses dernières forces pour vaincre ses belles hensions. Car il fallait à tout prix qu'elle vit enfin ce qui se cachait là.

Elle aperçut une scène étrange, comme au travers d'un épais rideau. Sous un angle incliné, comme si elle était placée plus haut ou plus bas.

Où, plus bas, dans une pièce blanche l'éclaircie des silhouettes aux rac-

Un des spectres s'approcha de Maya. Il se pencha vers elle. Elle crut deviner à travers le rideau le contour d'un visage familier, et pourtant si changé qu'elle ne le reconnut pas. Ce visage, ce visage, elle ne l'aurait pas senti dans le sommeil !

Qui était-ce ? Waleczak, à coup sûr. Qui d'autre attendait-elle à voir ici ? Les yeux lui sortaient des orbites, blancs et globuleux comme ceux d'un noyé. Un visage bouffi, livide, et les lèvres gonflées, avec de sombres reflets métalliques.

Un véritable cauchemar. Ses énormes mains se tendaient vers Maya. Les doigts, recourbés comme des serres, se contractaient et se décontractaient sans rien pouvoir saisir. Ils se heurtaient au rideau blanc. Leurs ongles s'empêtraient, le tiraillaient, le lacéraient, sans parvenir à le déchirer.

Soudain, dans ses pupilles dilatées, passa un éclair d'épouvante. Les serres se recourbèrent. De sa main gauche, il se saisit la gorge et la serra au point que ses lèvres noires s'ouvrirent et se contractèrent en une grimace horrible qui découvrait ses dents. L'autre main battait dans l'air comme l'aile d'un oiseau blessé.

Le spectre chancelait. Il vacilla un instant, sans force, et brusquement s'abattit. Le visage tourné vers Maya.

Elle entendit un cri étouffé, sa propre voix. Une clameur d'étonnement plutôt que de crainte. Ce n'était pas Waleczak.

Quelqu'un de connu, pourtant, mais qui ? Qui ? Handrycz ! Bien sûr. Handrycz !

La vision se dissipa. Mais le visage du spectre restait gravé dans la mémoire de Maya. Elle ne pouvait se tromper, quoique ses traits fussent si effroyablement altérés.

Tout s'était brusquement évanoui. Le rideau, la chambre blanche, les ombres humaines... Seul demeurait le souvenir du visage de Handrycz.

Que venait faire Handrycz ?

(A suivre.)

(C. Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mallias et Hélène Włodarczyk.

ملک احمد، الأصل







# ACTUALITÉ MÉDICALE

## POINT DE VUE

### La radiologie parisienne connaît une situation dramatique

L'ASSISTANCE publique de Paris va-t-elle accepter la régression d'une discipline aussi importante que la radiologie ?

Après quelques années de fonctionnement presque normal, les files d'attente des malades s'allongent, les rendez-vous sont reportés, les pannes paralysent toute organisation. Dans bien des hôpitaux, le radiographe devient un gilet d'étranglement.

Quelques réalisations de prestige dans des hôpitaux neufs ou rénovés masquent la médiocrité de la situation d'ensemble du parc de matériels radiologiques. Soit une récente enquête du Centre technique d'électroradiologie des hôpitaux de Paris, cent cinquante-deux postes ont plus de dix ans. Ils ont largement dépassé leur durée d'amortissement normal (sept ans) et leur entretien coûte de plus en plus cher. Le remplacement de ces matériels vieillissants était évalué en 1974 à plus de 30 millions de francs actuels et dépassera sans doute largement cette somme en 1977. Cette opération ne saurait pourtant suppléer l'effort de renouvellement régulier du matériel lourd parvenu à péremption pour lequel 15 millions de francs par an sont un minimum.

Si l'on répartit l'effort de rénovation des matériels défectueux sur trois ans, c'est à un total de 30 millions de francs par an que l'on arrive pour maintenir au niveau actuel le parc radiologique de l'Assistance publique. En 1976, les crédits totaux pour tous les hôpitaux de Paris n'ont pas dépassé 10 millions de francs, dont la plus grande part n'est pas encore engagée en 1977. Cette somme est inférieure à celle que consacrent à la radiologie des ensembles hospitaliers beaucoup moins importants tels que Marseille ou Lyon.

En fait, ce qui est refusé en investissement est payé par la fonctionnalité. Comme une automobile hors d'usage, un matériel vétuste coûte cher. Un amplificateur ou un tube surmené représentent des dépenses de plus de 50 000 F. Certains postes sont en panne une semaine par mois, et des films de matériel ont mis en place dans les hôpitaux des équipes permanentes de dépanneurs dont l'Assistance publique paie... l'entretien !

#### Un grave manque de personnel technique

Dans des services où le nombre du personnel a été calculé au plus juste, le tiers et parfois la moitié des postes de techniciens sont vacants. Les démissions se multiplient, pour des causes qu'il faut bien analyser un jour. Des postes sont fermés faute de techniciens, alors qu'on refuse les consultants et que les files d'attente s'allongent dans les couloirs. Attirer plus de candidats vers les écoles techniques de radiologie est bien. Les retenir serait mieux. Quel qu'il en soit, on est loin de pouvoir constituer le volant d'intérimaires qui viendraient renforcer une équipe décimée par la maladie... ou les grossesses...

Au milieu des difficultés, le radiologiste hospitalier se voit encore harcelé par le rappel quasi permanent de son rôle dans le déficit chronique de l'Assistance publique. Il faut faire justice de ces allégations : le prix de revient moyen du Z hospitalier est passé de 2,42 F en 1970 à 3,16 F en 1975, soit une augmentation de 30 % seulement en cinq ans, inférieure à celle de la médecine générale.

(\*) Président du Syndicat des médecins électroradiologistes des hôpitaux de Paris.

par le professeur LAVAL-JEANTET (\*)

rière au taux d'inflation durant cette période. Tout cela est obtenu dans des conditions difficiles, où les contraintes de garde et de veille, les heures perdues en salle d'opération, grèvent lourdement le prix de revient moyen.

Sous-équipé, souffrant du manque de personnel, soumis aux inquisitions et aux contraintes de l'administration, au moins le radiologiste parisien pourrait-il se féliciter d'être à la

pointe du progrès, à la tête de la recherche ? Ce n'est plus, hélas ! à Paris qu'il faut chercher les innovations. Ce fait n'est pas limité à notre discipline, mais la radiologie dépend trop des progrès technologiques pour que le freinage des investissements lui permette d'évoluer. Depuis plusieurs années, c'est en province que la science du radiodiagnostic évolue. Paris suit, quand il peut ! Dix ans de retard sur Besançon ou sur Strasbourg pour les ultrasons, presque autant pour la thermographie, le

premier scanner crânien à Marseille, les premiers scanners corps entier à Montpellier, Marseille et Bordeaux (1).

L'amerlume est grande. Beaucoup de radiologistes le disent : sans efforts de redressement pour notre discipline, Paris c'est fini.

(1) Les experts de l'Assistance publique de Paris ont procédé fin juillet à une enquête comparative des équipements de deux scanners crâniens destinés respectivement aux hôpitaux Lariboisière et Beaujon. L'appareil qui fonctionne déjà à l'hôpital de la Pitié est français.

### Les consultations externes à l'épreuve de l'humanisation

Après une hospitalisation, en l'absence du médecin traitant ou pendant les vacances des praticiens de ville, les malades ont recours aux consultations externes des hôpitaux dont le nombre est en nette progression : ainsi, à l'Assistance publique de Paris, elles ont concerné 2,7 millions de personnes en 1976, en augmentation de 35 % par rapport à 1970 alors que les hospitalisations augmentaient de 20 % seulement.

Les plaintes concernant d'une part les attentes interminables et d'autre part la lenteur et la complexité des formalités administratives affilient (« le Monde » du 22 juin 1977). Mais certains centres hospitaliers ont accompli un effort de réorganisation notamment dans

l'aménagement des locaux et des horaires et le groupement des disciplines. L'enquête conduite à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) et à l'Hôtel-Dieu de Paris montre que, si certains de ces efforts commencent à porter leurs fruits, la situation est encore loin d'être humanement satisfaisante.

Le fait que nombre de consultations externes soient confiées à des « attachés » dont beaucoup prennent avec les horaires de surprenantes libertés ne facilite pas la tâche entreprise.

La place qu'occupera l'hôpital dans le système de santé dépend pourtant et pour une large part du succès (ou de l'échec) des efforts ainsi conduits.

### TRENTE MALADES EN TROIS HEURES

Le portier de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, dans le Val-de-Marne, ne devrait être recruté qu'après un concours difficile : il revient, en effet, d'orienter les malades vers les consultations externes et c'est là une tâche exigeant de multiples qualités.

Tout d'abord, une bonne connaissance de la géographie de ce centre hospitalier de 29 hectares est indispensable pour aiguiller les malades vers les quelques huit lieux différents où se tiennent les consultations (pédiatrie, radiologie, médecine interne, consultation générale...). La maîtrise de plusieurs langues étrangères lui serait en outre très utile : près de la moitié des consultants de jour sont des immigrés, qui habitent dans les communes proches de l'hôpital : Arpente, Bagneux, Châtillon, etc. Je leur dis blanc, souligne le portier, et le comprennent noir.

Enfin, il faut des entrées de l'hôpital arrêter les malades trop pressés, ceux qui se dirigent sur-mêmes vers l'une ou l'autre des consultations, oubliant la « feuille de route » ou doivent être inscrits les accès pratiqués. Ce fait, les malades devront même handicaps ou privés de l'usage d'une jambe, parcourir à nouveau les 800 mètres séparant les consultations des consultations de chirurgie.

#### Un simple externe

Peut-on réellement parler de consultations, lorsqu'un seul interne assure à la fois dans la nuit les urgences et la réception des malades qu'on appelle ? « Après 10 h. 30, explique une infirmière, nous ferons les inscriptions, car trente ou quarante personnes attendent souvent déjà. « Le docteur » n'aurait pas le temps d'en voir davantage. » Et cela d'autant que l'interne arrive souvent vers 10 heures seulement. « Il faut le comprendre », souligne-t-on, il a des gardes de vingt-quatre heures ! La machine ne s'arrête donc que rarement avant 12 heures : les malades arrivent, eux, à partir de 8 h. 30.

L'après-midi, outre quelques chefs de clinique, qui reçoivent sur rendez-vous, la permanence des soins est assurée par les urgences, où « il y a toujours un chirurgien » : un « chirurgien » qui est souvent un simple externe. Ce sont également des étudiants hospitaliers qui, sous l'autorité d'un chef de clinique, assurent le service de consultation de médecine. « Cela ne pose pas de problèmes », assure l'un d'entre eux, puisque, de toute façon, aucune affaire n'est classée sans que le malade soit vu par le chef de service. Ce dernier s'absente-t-il du service de consultations pour aller dans les bâtiments en construction possible de passer un coup de téléphone ou de grouper trois ou quatre malades que le chef de service verra à son retour.

« L'organisation des consultations est perfectible, reconnaît-on à la direction de l'hôpital, où l'on souligne que de nouveaux locaux sont prévus à cet effet dans les bâtiments en construction près du C.H.U. Les travaux seront achevés en 1982... nous sommes en 1977... En attendant...

Édité par le S.A.R.L. le Monde.  
Général : Jacques Fauriol, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimé en France  
5, rue de Valenciennes  
PARIS-IXE  
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57427.

## CARNET

### Mariages

M. et Mme Gérard Fery, font part du mariage de leur fille, Caroline, avec Erik Giroux, qui a été célébré dans l'intimité.

### Décès

On nous prie d'annoncer avec profonde tristesse le décès de M. Henri BRAUN-ADAM, critique d'art, survenu dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 2 septembre 1977, au cimetière du Père-Lachaise, à 10 h. 45. On se réunira à la porte principale, entrée boulevard de Ménilmontant.

De la part de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (U.J.R.E.), La Mairie de Paris, La Presse hebdomadaire (P.H.E.), La Commission centrale de l'antifascisme, Le dispensaire « Aide Médicale », L'association nationale des anciens combattants de la résistance (A.N.A.C.), L'amicale des juifs anciens résistants (A.J.A.R.), Le conseil national du Mouvement de la paix.

Agnes, Bazan, Monsieur Pierre Dudoit, Mme Jacques Benas et ses enfants, M. et Mme Jean Dudoit et leur fille, Catherine et Elisabeth Dudoit, Les familles Dudoit, Mahlon, Lapin, de Blute, Ojardas, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre DUDOIT, survenu le 29 août 1977.

Mme Henri Machat-Lamartinière, sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri MACHAT-LAMARTINIÈRE, procureur général honoraire, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, survenu à son domicile, le 13 août 1977, dans sa soixante-dix-septième année. Ce présent avis tient lieu de faire-part.

Mme François-Robert Maitre, M. et Mme Jean-Claude Maitre et leurs enfants, M. et Mme Pierre Maitre et leurs enfants, Mme Sylvain Marit, Mme Eugène Maitre, M. et Mme Bernard Meunier et leur fille, Et toute la famille.

Le conseil d'administration et la direction de la S.A.G.E.M., ont la douleur de faire part du décès de M. François-Robert MALTRE, survenu à l'âge de soixante-deux ans. Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Henri d'Orléans, 69 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16<sup>e</sup>), le mercredi 11 août, à 10 heures. Après la bénédiction du corps, l'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Jacques (Grenne), le jeudi 10 septembre, à 15 h. 30, 122, rue Lauriston, 75016 Paris.

On nous prie d'annoncer à ses amis et admirateurs le décès de M. Claude MARLY, artiste lyrique et dramatique, survenu à Chalon (Yvelines), le 6 août 1977.

Mme Jean Marie, son épouse, Donata et Laurent, ses enfants, M. et Mme Philippe Gavillet, ses beaux-parents, M. et Mme Vincenzo Roba, Mlle Monique Gavillet, M. et Mme Philippe Gavillet, M. et Mme Denise Gavillet, Ses sœurs, belles-sœurs, beaux-frères et leurs enfants, M. et Mme Luigi Croppi, M. et Mme Marco Avogadro, Ses neveux et nièces et leur enfant, Tous ses parents, amis et amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean MARLY, ingénieur civil des mines, survenu le 27 août 1977, à l'âge de cinquante-trois ans. Les obsèques auront lieu à Gex, le 31 août.

Les obsèques religieuses seront célébrées à 15 heures, en l'église de Gex où le corps sera déposé mercredi matin.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 9, avenue de la Tranquillité, 27, rue du Commerce, 01170 Gex.

La direction du groupe IMETAL, La direction de la Société minière et métallurgique de Penarroya, et la famille ont le profond regret de faire part du décès de M. Jean MERLO, responsable du département mines du groupe.

### Le Monde

SERVICES DES ABONNEMENTS			
15471 PARIS - CEDEX 93 - C.P. 4297-23			
ABONNEMENTS			
3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
106 F	193 F	263 F	370 F
TOUTS PAYS - ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
196 F	375 F	531 F	730 F
ÉTRANGERS (par messageries)			
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE			
135 F	256 F	363 F	498 F
II. - TUNISIE			
113 F	215 F	318 F	430 F

Par voie aérienne, tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changement d'adresse définitive ou temporaire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Festivals Cultures à Mart

Mme Pierre Peitler, M. Jean Peitler, Le docteur Nicole Peitler et leurs enfants, Le docteur et Mme André Peitler et leurs enfants, M. et Mme Daniel Baveroy, leurs enfants et petits-enfants, Le Père François Peitler, S.J., M. et Mme Albert Calvina et leurs enfants, Le docteur Marie Peitler, M. et Mme Paul Peitler et leurs enfants, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Mlle Madeleine Peitler, sa sœur, Les familles Serres, Bonnel, Delamarre et Mittenne, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre PEITLER, commandeur de la Légion d'honneur, rappelé à Dieu, à l'âge de soixante-cinq ans, le 23 août, à Paris, à la suite d'une longue maladie. Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Les obsèques civiles seront célébrées à Paris dans le courant du mois d'octobre.

M. Alexandre Rambaud, M. et Mme Alain Rambaud, Mlle Anne-Marie Rambaud, M. et Mme Jean-Claude Peitler, M. Marcel Rambaud, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Mme Alexandre RAMBAUD, née Danielle Berge, professeur honoraire au lycée Camille-Sée, survenue le 5 août 1977, à Chalon (Yvelines).

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 10 août 1977, à Veyrier (Haute-Alpes), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.

M. et Mme Guy Brouner, Mlle Cécile Spitz, Les familles Bernard-Spitz, Lashan, des Car, Simonet, ont la douleur de faire part du décès de M. André SPITZ, artiste peintre, chevalier de la Légion d'honneur, rappelé à Dieu le 24 août 1977, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, 10, rue du Vieux-Château, 25300 Pontarlier.

M. Jean-Noël Surugue et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Jean SURUGUE, née Berthe Wilje, survenue le 22 août 1977. Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Sorde (Pyrénées-Orientales).

### Commémorations

Une journée André Maurois se déroulera en Dordogne le 1<sup>er</sup> septembre à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de l'écrivain, décédé à Paris le 8 octobre 1967, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. André Maurois passait tous ses étés au château d'Esclandier, près de Périgueux. Le maître d'Esclandier inaugurera dans sa ville, la plus proche d'Esclandier, les allées André-Maurois, où sera édifiée une bibliothèque municipale, qui portera également le nom de l'écrivain.

### Visites et conférences

MERCREDI 31 AOÛT  
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : 15 h. 30, rue Saint-Anthoine, Mme Allas : « Hôtel de Sully ».  
15 h. 30, rue Saint-Jacques, Mme Oswald : « Anne d'Autriche au Val-de-Grâce ».  
15 h. 30, rue des Archives, Mme Saint-Girons : « Le Marais à Paris ».  
15 h. 30, rue de la Harpe, Mme Vermeulen : « Notre-Dame de Paris ».  
15 h. 30, rue de la Harpe, Mme Rulot : « Le château de Maisons-Laffitte ».  
15 h. 30, rue de la Chapelle (en anglais) (Caisse nationale des monuments historiques).  
15 h. 30, rue de la Chapelle : « Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre » (Paris et son histoire).  
CONFÉRENCES : 13 h. 15, 16 h. 30, 18 h. 15, rue de la Tour-des-Dames : « Étude de conscience supérieure et méditation transcendantale » (entrée libre).

Cédez à la tentation : retournez, puis ouvrez une bouteille de SCHWEPPES Bitter Lemon.

LISTE DE MARIAGE  
JOAILLER OFFREUR HORLOGER  
LOISEAU AYCARDI  
3 rue de la Harpe - PARIS 5  
01 23 23 23

Société belge de notoriété internationale recherche pour engagement immédiat un

# médecin

expérimenté dont la collaboration lui est nécessaire pour assurer l'exploitation, pendant une période de 3 ou 4 ans, de deux dispensaires de chantiers industriels situés en Irak.

La préférence sera donnée à un praticien généraliste, âgé d'une trentaine d'années et possédant quelque expérience en chirurgie d'urgence. Il devrait être disponible à bref délai et posséder des connaissances suffisantes de la langue anglaise.

Les offres de services écrites sont à adresser à l'agence UNIVERSAL MEDIA, chaussée de La Hulpe 122 à B-1050 Bruxelles, qui transmettra. Prière d'y joindre un curriculum vitae détaillé et de mentionner sur l'enveloppe la référence SU/AA.

CORO BERIO

THEATRE DE LA VILLE

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE



مكتبة العصر



## ARTS ET SPECTACLES

### Festivals

## Cultures à Martigues

Au Festival de Martigues (qui vient de s'achever), chaque soir, sur une petite place que l'on dirait faite pour ça, l'intime avec les rues qui déboulent dedans, chaque soir, donc, des troupes de théâtre, des musiciens, des orchestres, ont fait du bruit jusqu'à minuit ou 1 heure du matin. C'est dur, vraiment dur, pour ceux qui habitent à côté. Certains sont harassés, « mais, voyez-vous, ce Festival est une belle chose », explique une dame : « on ne dort pas mais on pardonne ». Tout le monde ou presque a été adopté, en un an, par une population pourtant hétérogène. Il est au-delà des critiques. Et ce n'est pas seulement parce qu'il est populaire — authentiquement, absolument populaire — qu'il mérite l'attention.

La municipalité de Martigues (union de la gauche, maire communiste) a créé en 1969 l'office socio-culturel, dont la première tâche a été de coordonner les manifestations des associations, qui ont leur place au conseil d'administration. Le budget culturel de Martigues représente 4 % du budget total de la ville, soit 950 000 F. C'est relativement important pour une ville à forte proportion ouvrière, mais la culture permet tant de rencontres... et l'idée de rencontre, d'échange, la volonté de mouvement est peut-être ce qui compte le plus à l'office municipal socio-culturel. En 1976, le Théâtre de la Carrière avait été invité à partager la vie des habitants de Martigues avant d'écrire la Pastorale de Fos, spectacle dont on parle encore ici. En 1976, l'office organisait le premier Festival populaire de Martigues, né de tout ce travail mené au jour le jour, année après année. Et dix mille personnes s'y étaient réunies autour d'un thème : « Les communautés culturelles du pays martégais ».

Les communautés sont nombreuses à Martigues : une vraie mosaïque. Le port de pêche, rempli sur lui-même, la « Venise provençale », comme on l'appelle encore, a été avec l'installation d'usines et du complexe pétrochimique de Fos. La ville est passée de 8 000 à 40 000 habitants en quelques dizaines d'années. Lorrains, Savoyards, Normands, Italiens de Gènes, Grecs, Arméniens, Turcs, gitanes, Maghrébins (ils représentent la plus forte proportion, environ 11 %), habitants ZUP et les H.L.M. qui cerrent aujourd'hui les maisons de poupées roses et jaunes et les canaux bleus. Entre les communautés, parfois, parfois, un racisme « ordinaire », sans violence mais sans échanges.

C'est sur ce puzzle que le Festival s'appuie. Il est peut-être le plus pédagogiquement antiraciste, mais la pédagogie ne se voit pas. D'ailleurs, les gens bougent : « Je n'ai pas trop les Arabes », disait un Lorrain, place Mirabeau, à 15 heures, mais la découverte du chanteur berbère Idir, celle du Théâtre de Sidi-Bel-Abbès, l'ont tant éblouie que ses réserves se sont nuancées.

Il y a d'autres glissements. Au cours de la soirée avec Idir et Sara Alexander, par exemple.

■ De nouvelles classes créées à la Schola Cantorum (École supérieure de musique, de danse et d'art dramatique) ont été confiées à Lina Gousseau (piano supérieur), Anne Grappotte (accompagnement), Claude Bourges (violoncelle), Marie-France Leviaux (guitare), Joëlle Chaudet (mime), Anita Quilici (instrumentation musicale des jeunes enfants).

samedi 3 septembre 20 h 30  
THEATRE DE LA VILLE  
SMIP  
Festival Estival  
création française  
**CORO**  
pour voix et instruments  
de  
**BERIO**  
Chœurs et Orchestre  
de Radio Cologne  
location  
633.61.77 - 329.50.95

Le Festival les avait annoncés le même soir. Les Maghrébins, venus nombreux pour écouter Idir, avaient d'abord vu Sara Alexander. La presse locale s'était inquiétée, le matin, du tour que pouvait prendre le spectacle. L'Amicale des Algériens de Martigues s'était déclarée hostile à la présence de la chanteuse.

Le théâtre de quartier de Sidi-Bel-Abbès, théâtre amateur venu d'Algérie pour jouer une pièce de son répertoire (il en a justement une sur la Palestine), avait refusé l'invitation faite par l'office de présenter au public Sara Alexander, israélienne, juive, porte-parole d'une gauche antisémitiste et l'importation d'une « exiliste » pour avoir trop parlé de paix dans son pays.

### Un silence dur

Aussi, quand la chanteuse s'est avancée, seule, sur le devant de la scène, le silence s'est durci. Elle a raconté son pays et les Palestiniens, elle a chanté en hébreu, en traduisant avec un léger accent. Son ardeur, sa spontanéité, touchaient le public. attentif à sa poésie militante, applaudissant par moments. Avait-elle convaincu ? Pas les Maghrébins, du moins. Elle avait dit : « Aussi longtemps que les terres des paysans arabes seront nos terres, ne nous étions pas si nos fruits sont amers » : le « nos » avait choqué, mais on l'avait écoutée.

C'est là, donner une image fautive du Festival que de le re-

duire à cette soirée, mais il s'est passé à quelque chose qui est bien dans l'esprit de Martigues. Plus tard, Idir — chanteur berbère — avait fait danser tout le monde. Martigues comprit.

Cette année, Christine Fabre et Jean-Marie Lamblard n'ont pas invité que des troupes ou des chanteurs susceptibles de valoriser les cultures ethniques et régionales représentées ici. Les Turcs (le Théâtre de Liberté), les Italiens (le Gruppo Operale 2 azz), les Maghrébins, les Occitans (le Théâtre de la Carrière), les Provençaux (le Théâtre de l'Olivier), étaient là, mais d'autres cultures aussi, bretonne, alsacienne, espagnole.

Entre les associations de la ville et les groupes étrangers, entre les professionnels et les non-professionnels, entre ceux-ci et le public, des liens se sont formés grâce à des ateliers ouverts et souples où l'on apprend la musique médievale, la musique contemporaine, la danse. Le chanteur Jacques Barthes animal, l'un de ces ateliers. On ne peut pas être de passage à Martigues, tous les groupes (de théâtre, de musique) ont dû rester quelques jours et se mêler à la vie. Le Théâtre d'Élan Risoré, qui occupait le quartier de l'île avec ses stages de marionnettes, ses places pour les enfants, présentait le soir, son feuilleton aquatique. Le monsieur aux yeux phosphorescents, comme dans les contes, hantait le Miroir aux oiseaux.

CATHERINE HUMBLLOT.

### Chaine des rencontres cinématographiques

La multiplication des festivals de cinéma à travers le monde, si elle n'a pas encore provoqué une modification des structures de diffusion des films, témoigne de la variété des choix offerts à un public finalement plus curieux qu'on ne l'imagine.

En France, sur la côte normande, trois manifestations. Du 22 au 28 août, Cabourg a accueilli le FIFPE, le traditionnel Festival international de films d'échange d'échanges phoniques, qui se tient tous les deux ans dans notre pays, en alternance avec divers pays ou régions où l'expression française joue un rôle : Québec, Liban, Suisse romande, l'année dernière la Lousiane (lire l'article de Jean de Baroncelli). Après Cabourg, Trouville a inauguré le 29 août son premier Festival consacré au jeune cinéma français, avec, jusqu'au 3 septembre, des films de nouveaux réalisateurs et les premières œuvres de cinéastes connus, comme René Allio, Costa Gavras, Jacques Tati et François Truffaut. Le III<sup>e</sup> Festival du cinéma américain prend immédiatement le relais à Deauville du 5 au 11 septembre, avec, entre autres, des films inédits de Sydney Pollack, Peter Bogdanovich, Franklin Schaffner, un hommage à Vincente Minnelli et la première européenne de la Guerre des étoiles, de George Lucas (le Monde du 18 août). En même temps que celui de Trouville a lieu le Festival d'Hyères, qui revient ainsi à sa ville d'origine (où la gauche a remporté les élections municipales), après des difficultés avec la ville de Toulon, où il a eu lieu pendant cinq ans. Cette manifestation est surtout axée sur le jeune cinéma, notamment le cinéma expérimental.

À l'étranger, la revue *Positif* a présenté à Trieste, du 18 au 26 août, sa sélection du « Cinéma français des années 70 », en collaboration avec Unifrance Film. La « mostra » du nouveau cinéma de Pesaro pour sa troisième édition, du 15 au 22 septembre, sera dédiée au jeune cinéma espagnol. Le XXV<sup>e</sup> Festival de San-Sebastian, au Pays basque, l'un des plus anciens au monde après ceux de Cannes, Venise et Locarno, s'annonce, du 10 au 21 septembre, comme le plus important de son histoire. Il réunira principalement les cinéastes d'Amérique latine avec une importante participation du Brésil, du Venezuela, du Mexique et de Cuba. Seront également projetés : Cet obscur objet du désir, de Bresson, et la Guerre des étoiles.

Du 21 au 25 septembre, le VI<sup>e</sup> Festival international de Thessalonique, en Grèce, organise parallèlement à la manifestation officielle, un colloque sur le cinéma d'art et d'essai en présence de Jean Lescure, président de l'A.P.C.A.E. (Association française de cinéastes d'art et d'essai), qui traitera de la diffusion mondiale du nouveau cinéma. Aussitôt après, toujours à Thessalonique, du 25 septembre au 3 octobre, aura lieu le XVIII<sup>e</sup> Festival du film grec.

La Biennale de Venise, après la démission collective des responsables du cinéma (Giacomo Gambetti), du théâtre (Luca Ronconi) et des beaux-arts (Vittorio Gregotti), annonce officiellement, par l'intermédiaire de son président, Carlo Ripa di Meana, une manifestation cinématographique, du 15 novembre au 15 décembre, consacrée aux pays de l'Europe de l'Est, avec un colloque sur le thème « Le cinéma nationalisé, ses succès et ses problèmes ».

Enfin, le CICI (Congrès international du cinéma indépendant), pour sa dix-septième édition, émigre, du 1<sup>er</sup> au 8 septembre, à Munich, à la cinémathèque d'Ernst Lubitsch. Thème retenu : « Trois moments du cinéma allemand », avec Ernst Lubitsch (1931-1938) et le III<sup>e</sup> Reich (1931-1938) et l'École de Munich (1938-1939) (L. M.).

(1) Le CICI est ouvert à tous les cinéastes, offre des abonnements et assure éventuellement l'hébergement. Adresser à : CICI, c/o P. P. 8, 82356 Lyon, Cedex 3. Inscription : 300 F pour l'ensemble des séances.

PHILIPS

Festival Estival  
de Paris  
Théâtre Récamier  
8 septembre  
à 20 h 30  
**ELISABETH CHOJNACKA**  
clavessin  
(disques Philips)  
Oeuvres contemporaines  
pour clavessin  
**PHILIPS**

« le cinéma, c'est vraiment très grand, quand il nous donne de tels chefs-d'œuvre »  
SAMUEL LACHIZE  
L'HUMANITE-DIMANCHE

## Interrogations africaines

(Suite de la première page.)

Force est de constater que, cette année encore, le cinéma en provenance de l'Afrique noire nous a déçus. Deux films en compétition, deux autres (l'un du Bénin, le second du Mali) hors compétition. C'était peu. Et d'autant plus insuffisant que l'intérêt de ces quatre films était médiocre. Dans *Satana*, le Mauritanien Sydney Bokhoma raconte l'existence de quatre travailleurs émigrés, leurs déboires et leur participation aux luttes politiques, leur décision de quitter la ville et d'acquiescer une formation agricole qui leur permet de servir utilement leur pays.

Démonstratif et didactique, le récit ne trouve son originalité et son rythme que dans les séquences relatant la rencontre des quatre travailleurs avec des paysans français. Dans *O'Beil*, c'est le caractère archaïque de certaines traditions familiales que dénonce le Gébouais Pierre-Marie Dong. Mélodrame et loquacité font ici bon ménage. La photographie est belle, mais son esthétique nuit à la crédibilité de l'histoire.

Les réserves ou les griefs des Africains noirs à l'égard du FIFPE n'expliquent cependant pas entièrement la pauvreté de leur représentation à Cabourg. « La vérité, nous dit Mahama Traore, réalisateur et secrétaire général de la FEPACI (1), est que notre cinéma traverse une crise très grave. Crise qui n'est pas culturelle — nous ne manquons ni de sujets ni d'auteurs — mais politique et financière. Au Sénégal, le gouvernement avait eu l'idée de fonder une société nationale de cinéma. L'administration de cette société a malheureusement été confiée à des fonctionnaires dont l'incompétence a conduit la commission au pouvoir se voir dévaliser de la sorte. Parce que l'Etat-mécanisme (celui qui soit sa nature) supporte mal l'anticorruption, tous les cinéastes africains se heurtent à cette forme hypocrite de censure qu'est la censure de l'argent. Comment remédier à cette situation ? Sans doute en favorisant la création, aux côtés d'un « office » à vocation éducative, de sociétés privées dont l'autofinancement pourrait être assuré par la récupération de certaines taxes frappant les films. Qu'il s'agisse de la production, de la distribution ou de l'exploitation, tout est à revoir dans les structures du cinéma africain. Et il est clair que nous ne nous sortirons d'affaire qu'en dépassant notre micro-nationalisme. »

### « Nous sommes tous des juifs arabes... »

Par le sujet qu'il traite le plus passionnant des films projetés à Cabourg fut celui d'Igal Niddam. Nous sommes des juifs arabes en Israël. Igal Niddam est de nationalité suisse. Mais il est né à Foz et a passé ses adolescences dans un kibboutz. « C'est pourquoi, dit-il, j'ai eu envie de faire un film sur ces juifs orientaux dont on connaît si peu l'origine, l'histoire, la culture. Je voulais témoigner de leurs difficultés d'intégration en Israël, mais aussi de leur attachement à cette terre, de leur désir d'y jouer un rôle politique important. »

Deux heures durant, Igal Niddam interroge ces hommes et ces femmes venus d'Égypte ou du Maghreb, de la Libye ou du Yémen, d'Irak ou de Syrie. Sept-vingt-quatre représentants à l'heure actuelle de la population israélienne ? Souhaitant-ils, compte tenu de ce chiffre, une orientation de leur nouvelle patrie ? Quels sont leurs rapports avec les Arabes non juifs vivant en Israël ? Et quelle contribution peuvent-ils apporter à la recherche d'une solution pacifique dans le conflit palestinien ? Les réponses à ces questions constituent une somme de témoignages particulièrement révélateurs sur le plan de l'information politique. Témoignages dont beaucoup sont, en outre, des documents humains qui saisissent sur le vif l'éternel dialogue de la peine et de l'espoir. Absent du palmarès officiel, Nous sommes des juifs arabes en Israël a remporté, à juste titre, le Prix de la presse.

Le Grand Prix du Festival est allé à Omar Gattaro, de l'Algérien Merzak Allouache. Nous connaissons ce film depuis le Festival de Cannes où il avait été présenté à la Semaine de la critique. Les aventures sentimentales du héros servent de prétexte à une description du petit peuple algérien — bruyant, farceur, querelleur, bon enfant... — et de sa vie

quotidienne. Par sa coquetterie, sa spontanéité, ses discussions homériques et ses bagarres, Omar Gattaro n'est pas sans rappeler certains films italiens. C'est un ouvrage spécifiquement méditerranéen. L'un des plus séduisants, à coup sûr, de la production algérienne.

Second film maghrébin à l'honneur (Prix spécial du jury) : *Le Soleil des hyènes*, du Tunisien Rida Behl, violent réquisitoire contre l'industrie touristique telle qu'elle est pratiquée par les marchands de loisirs dans les « paradis » du tiers-monde. Destruction de la société traditionnelle, exploitation systématique d'une culture transformée en folklore : les préoccupations de Rida Behl sont assez proches de celles exprimées par Jean-Daniel Simon quand il stigmatise (*Un été à Valen*) les méfaits du capitalisme sauvage dans un village de l'Ardèche livrés aux vacanciers.

Parmi les autres films qui ont également retenu l'attention, citons : *Mais qu'est-ce qu'elle veut ?*, excellent film-enquête de Corine

Sereau sur la condition féminine ; *Un nouveau silence*, de Robert Enrico (que l'on a pu voir récemment à la télévision) ; *Les Indiens sont encore loin*, de Patricia Moraz (mention spéciale du jury), film sensible et grave dont nous avons déjà parlé, l'histoire d'un désastre dans une Suisse trop tranquille.

Tous ces films réunis composaient une sélection sans doute moins bonne que celle honorée de l'esprit du F.I.F.E.F. La manifestation s'est terminée dans l'euphorie des distributions de prix et des banquets. Il y a eu beaucoup de discours où fleurissaient les compliments et les vœux. Le plus remarqué de ces discours fut celui de M. d'Ornano, ministre de la culture, à propos son espoir pour une meilleure diffusion des films en provenance du tiers-monde francophone. C'est sur cet espoir que nous nous sommes quittés, rendez-vous étant pris, pour 1978, à Namur.

JEAN DE BARONCELLI.

(1) Fédération panafricaine des cinéastes.

## Le praxinoscope d'Émile Reynaud a cent ans

Avec son praxinoscope, Émile Reynaud avait mis au point un nouveau système de représentation, un nouvel art plastique et graphique en mouvement. Cet été, le musée-château d'Anancy lui a consacré une salle de son exposition « Cent ans de dessins animés : 1877-1977 ». Le réalisateur de films d'animation André Martin évoque ici une invention centenaire.

par ANDRÉ MARTIN

Le 30 août 1977, Émile Reynaud, jeune professeur de sciences physiques et naturelles à l'école des arts et métiers du Puy, déposait, sous pli cacheté, une demande de brevet contenant la description de son praxinoscope, un appareil d'optique capable de produire l'illusion du mouvement à l'aide de dessins figurant les phases successives d'une action. Reynaud s'installa bientôt à Paris afin de se consacrer à la fabrication de son appareil : une sorte de lampe de poche entourée d'une couronne mobile de miroirs que surmonte un élégant abat-jour.

Il faut reconnaître que les images des instruments d'optique animés du début du XIX<sup>e</sup> siècle étaient fort éloignées de ce que nous appelons aujourd'hui le dessin animé. Les miroirs du praxinoscope, au contraire, réfléchissaient les figures successives de bandes lithographiées avec une impressionnante luminosité, en les reliant optiquement, sans éclat ni obstruction.

Les jouets d'optique du début du XIX<sup>e</sup> siècle animaient l'animation, à chaque tour, de leurs disques et de leurs tambours hérisqués, dans de petits cycles répétés : jamais plus de vingt-quatre positions pour les photographiques, cinquante pour certains zootropes géants.

Avec son Théâtre Optique de 1882, Reynaud parvint à élargir son champ de projection mais également, la longueur de ses films dessinés. Il réussit, pour cela, à fixer jusqu'à six cents ou sept cents petites miniatures successives sur une bande souple et perforée, encore indéfinissable du film. Un bon bocc (1889), *Clown et ses chiens* (1890), *Pauvre Pierrot* (1891) ou plus tard *Autour d'un cablot* (1895), les premiers films peints et dessinés de l'histoire de l'art, font de lui le créateur du dessin animé.

Depuis les premières bandes du praxinoscope jusqu'à nos grandes œuvres du Théâtre Optique, Reynaud a tracé et animé les silhouettes denses et gaillardes dont les couleurs transparentes et l'élégance se retrouveront inégalement dans des films d'animation réalisés en France, qu'ils soient signés par Paul Grimault, Jacques Laroux ou Jean-François Laguérie.

Malheureusement, plaçant sous l'effort démesuré qu'exigeait la préparation manuelle des innombrables images de son Théâtre Optique, Reynaud ne réussit pas à renouveler son spectacle. Après avoir présenté ses productions à cinq cent mille spectateurs, il dut quitter le musée Grévin pour laisser la place aux images insaisissables du cinématographe Lumière. Un jour de rangement, il démonta la disposition du Théâtre Optique et, jetant à la Seine toutes les bandes dont il disposait encore, il mourut à l'hospice d'Ivry, en janvier 1918, complètement oublié. Moins de six ans après la disparition du Théâtre Optique, Segundo de Chomón et Émile Cohl devaient indépendamment réinventer le cinéma d'animation à partir de moyens cinématographiques.

Un siècle après l'invention du praxinoscope, l'animation, en France, ne démentira pas de son saint patron Au milieu d'un flot énorme d'images réalistes, les créateurs d'un cinéma image par image ne cessent de mettre au point d'étranges machines à dessiner, à peindre et à animer, comme le montrent les supports d'éléments poudrés ou perforés de Laboulade et Kemler, les écrans d'épingles d'Alxat, les combinaisons et les transformations optiques de Bakanowski, et, il n'y a pas si longtemps, les figures agiles que Peter Foldes tirait des ordinateurs à tablette graphique, chaque fois qu'il lui tombait un sous le main.

GAUMONT COLISÉE - HAUTEFILLE - 14 JUILLET PARNASSE

Gaumont... Stéphane TOU...  
**LE DIABLE PROBABLEMENT...**  
Un film de Robert DRESSON  
Le nouveau chef-d'œuvre de Robert Dresson est un film...  
Philippe Truffaut  
Paris

صحنه من الأصل











# ENQUÊTE

## L'homme et l'avancée du désert

### II. — La terre sans défense

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Nairobi. — L'amateur de safaris-photos n'a pas à se plaindre en Afrique orientale. Il voit de plus en plus d'animaux sauvages parcourent les réserves ou des parcs nationaux parmi les plus beaux de la planète. Il ne se doute pas qu'il est le témoin d'un processus dangereux : de plus en plus d'animaux se concentrent sur des oasis de forêts de plus en plus réduites. « La faune des arbres ; dans le parc d'Amboise, ils sont tous en train de mourir depuis cinq ans », explique M. Fauchon, un expert français du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.). La touriste ignore peut-être également que « pour plus du tiers de l'humanité, la vraie crise de l'énergie se traduit par une lutte quotidienne pour trouver le bois nécessaire à la cuisson d'un repas », comme l'écrit M. Erik Bekholm, un autre spécialiste de l'environnement.

Le spectacle d'une vieille femme littéralement cassée en deux, sous le poids d'un fagot de branches qu'elle a passé plusieurs heures à rassembler, est familier sur ce continent. La moitié au moins du bois coupé dans le monde sert encore à faire du feu. Dans la plupart des pays pauvres, le bois de chauffage demeure la principale source de combustible pour les neuf dixièmes de la population. Cela donne une moyenne annuelle de 1 tonne de bois de chauffage consommée par personne.

« L'action destructive de l'homme est la cause essentielle de la déforestation en Afrique », souligne M. Phan Duy Khoi, expert vietnamien du P.N.U.E. Selon lui, le processus de la « désertification » est en grande partie le produit du surpâturage, de la coupe de bois, de la culture irrationnelle, de la perte d'eau, de la mise à feu des forêts et des pâturages, et aussi de l'absence d'un réseau de commercialisation. « L'utilisation des forêts et des pâturages et aussi de l'absence d'un réseau de commer-

cialisation. « L'utilisation des terres marginales, semi-arides, est très dangereuse, et c'est le risque au sud du Sahara », dit-il en rappelant qu'il ne s'agit pas d'une « avancée du désert » mais d'une « désertification sur place ».

M. Mungl, expert tanzanien du P.N.U.E., cite le cas du Zaïre, où les feux de forêts ont engendré une dégradation « difficile à arrêter ». Il ne reste plus que des galeries de forêts le long des cours d'eau. Au Congo, la culture itinérante sur brûlis a produit la savane. Au Nigeria, dont les forêts ont été surexploitées depuis des dizaines d'années, un expert s'est inquiété que le pays « fasse l'expérience d'un certain degré de famine du bois avant la fin du siècle ». Au moins le tiers du continent africain est couvert de savanes et de hautes herbes, vestiges de forêts abîmées par l'homme.

En l'espace de dix ans, la production de bois du tiers-monde a augmenté de 25 %, en grande partie pour répondre à la demande des pays industrialisés. Le rythme de la déforestation s'accroît, si l'on en croit encore M. Bekholm.

Ainsi dépourvue de son couvert végétal, la terre, sans protection, sans défense, est à la merci des intempéries. Une saison sèche un peu trop forte, le moindre excès de pluie, les effets sensibles. Les cycles sécheresses-inondations s'accroissent : le sol ne retient pas l'eau, l'érosion s'accroît. « Ce n'est pas une coïncidence si les forêts des pays qui ont connu de très faibles récoltes ces dernières années à cause de sécheresses ou d'inondations (Bangladesh, Inde, Pakistan et pays du Sahel) ont été ravagées jusqu'au sol », écrit-il dans une revue des Nations unies.

#### Trop de bêtes

Cause de désertification, la surexploitation de la forêt est elle-même provoquée par l'explosion démographique. La population du Sahel a doublé en vingt-huit ans. Au rythme de croissance actuel, elle pourra être multipliée par sept en un siècle. Or plus de bouches à nourrir signifie accroissement du cheptel et des embarras. Dans quelles conditions ? « Le Sahel, explique M. Ferlin, expert français des problèmes du Sahel, est une zone à vocation d'élevage extensif et nomade. Le nomadisme n'est pas une source de désertification, le climat du Sahel n'a pas varié depuis deux mille ans. Il faut l'admettre : les essais d'élevage extensif sédentaire, les ranches, ont été des échecs. Pourquoi la sécheresse a-t-elle eu des effets dévastateurs ? L'action humaine avait produit une multiplication du

cheptel, avec ouverture de nombreux points d'eau, donc concentration autour de ces points de milliers de têtes de bétail et l'absence d'une désertification par conséquent », ajoute M. Ferlin.

En l'espace de quinze ans, de 1955 à 1970, le cheptel de la savane sahélo-saharienne a doublé. Les conséquences sont faciles à imaginer : surpâturage, dégradation progressive des terres. « La sécheresse est intervenue là-dessus. Les nomades ont refuté vers le sud, où il y avait moins de pâturages, moins de place. La mortalité a affecté de 30 % à 40 % du cheptel », explique encore M. Ferlin.

M. Christopher Dunford, écologiste britannique, a écrit contre la désertification du P.N.U.E., abonde dans le même sens. « La première réaction a été de se dire « ils n'ont pas d'eau »,

alors qu'ils manquaient de nourriture parce les hommes et le bétail étaient trop nombreux. On a envoyé sur place des équipes chargées de creuser des puits, un encouragement à demeurer dans la zone de sécheresse, alors qu'il aurait fallu les déplacer. Il faut des années à la végétation pour reprendre lorsqu'elle a été piétinée par le bétail autour des puits. »

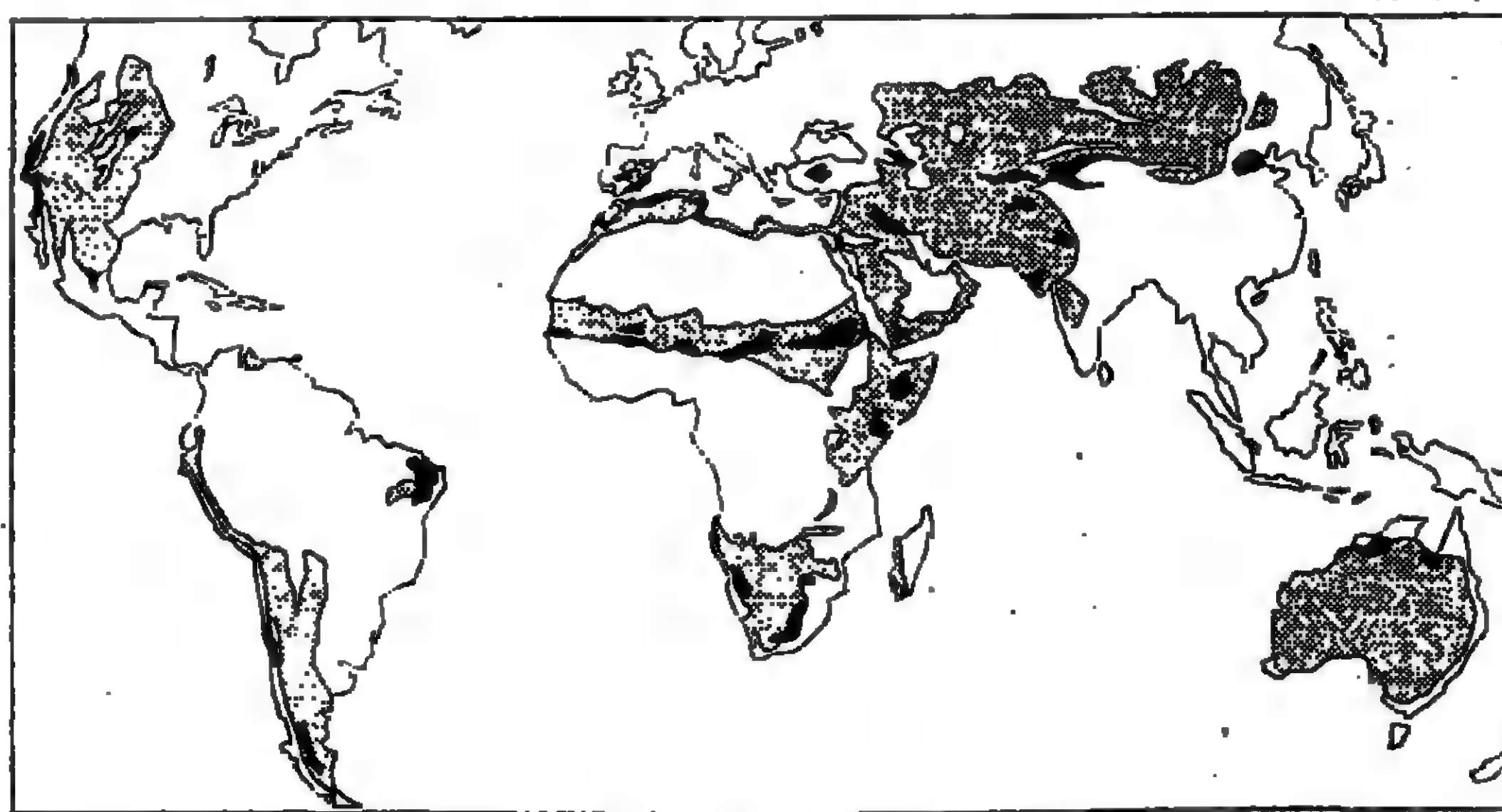
#### La dégradation se poursuit

Plusieurs experts ont noté que la grande sécheresse de 1968-1973, qui a fait tant de victimes dans le Sahel et en Éthiopie, n'a pas été plus grave que celle de 1940-1944 et qu'elle a été moins sévère que celle de 1913-1914. Le chiffre de cent mille victimes a néanmoins été avancé. Pour éviter que de telles catastrophes n'aient des effets identiques dans le futur, un certain nombre d'ini-

M. Jack Caldwell, l'un des grands experts du Sahel, en a tiré la leçon suivante : « Les nomades ont surexploité plus en raison de leurs propres connaissances que grâce à l'aide internationale. Leur assurance de survie, c'est leur mobilité. La fixation — les puits, les écoles — les rend plus vulnérables à la sécheresse. »

Une prise de conscience s'est néanmoins effectuée depuis quelques années. En 1968, répondant à un appel de l'Organisation de l'unité africaine, les États indépendants du continent ont passé une convention sur la conservation des ressources naturelles et

#### UN TIERS DES TERRES SONT MENACÉES PAR LA DÉSERTIFICATION



Les zones immédiatement menacées par la désertification sont en noir sur la carte. Les régions où le risque est fort sont en gris. Les déserts déjà existants ne sont pas signalés.

tatives ont été prises. Les projets de « ceinture verte », notamment au sud du Sahara, commencent maintenant à se réaliser. « L'idée de rendre vert le désert est dangereuse », estime cependant M. Mabbutt, un géographe australien en mission auprès du P.N.U.E. « La conception d'une barrière est erronée. La désertification est déjà là », souligne encore M. Ferlin. De surcroît, selon cet expert français, « la

protection des espèces en danger, M. Mungl relève, à juste titre, que les États d'Afrique orientale et le Mozambique, pour citer un exemple, ont fait un gros effort dans ce sens. « La Tanzanie a fermé 110 000 kilomètres carrés de forêts et conservé 115 000 kilomètres carrés à ses réserves de faune et à ses parcs nationaux », dit-il en ajoutant que « même le Zaïre consacre 14 % de la superficie de son ter-

ritaire à la conservation de la nature. »

D'autres exemples sont également encourageants. Après la grande sécheresse de 1968-1973, la Somalie semble avoir réussi à installer des dizaines de milliers de nomades dans le sud du pays, où des structures d'accueil avaient été aménagées au préalable. Le royaume du Lesotho vient de faire appel au P.N.U.E. pour l'aménagement d'un parc national consacré à la protection des espèces les plus rares. La préservation des ressources naturelles est inscrite dans la Constitution du jeune État du Mozambique. « N'oubliez pas que la conservation, ajoute M. Mungl, est avant tout le privilège de ceux qui souffrent déjà de la dégradation des ressources naturelles. En Afrique, ils sont peu nombreux. »

#### Une montée imprévue du sel

Des erreurs ont déjà été commises depuis la sécheresse, notamment au Niger, qui s'est doté d'un programme officiel de reconstitution du cheptel. Une opération de ce genre peut prendre de dix à quinze ans, car elle revient à reconstruire, selon l'expression d'un expert, « la source de la désertification ». Ailleurs, la difficulté majeure est l'intégration des cultures et de la vie pastorale. Or, aboutit le plus souvent à une compétition entre nomades et sédentaires faute d'une planification des ressources matérielles. Dans d'autres endroits, comme dans la Rift-Valley de l'Afrique orientale et dans la « corne » de l'Afrique, on assiste à une montée imprévue du sel. « C'est une cause naturelle de désertification dont nous ignorons encore la raison », explique M. Fauchon.

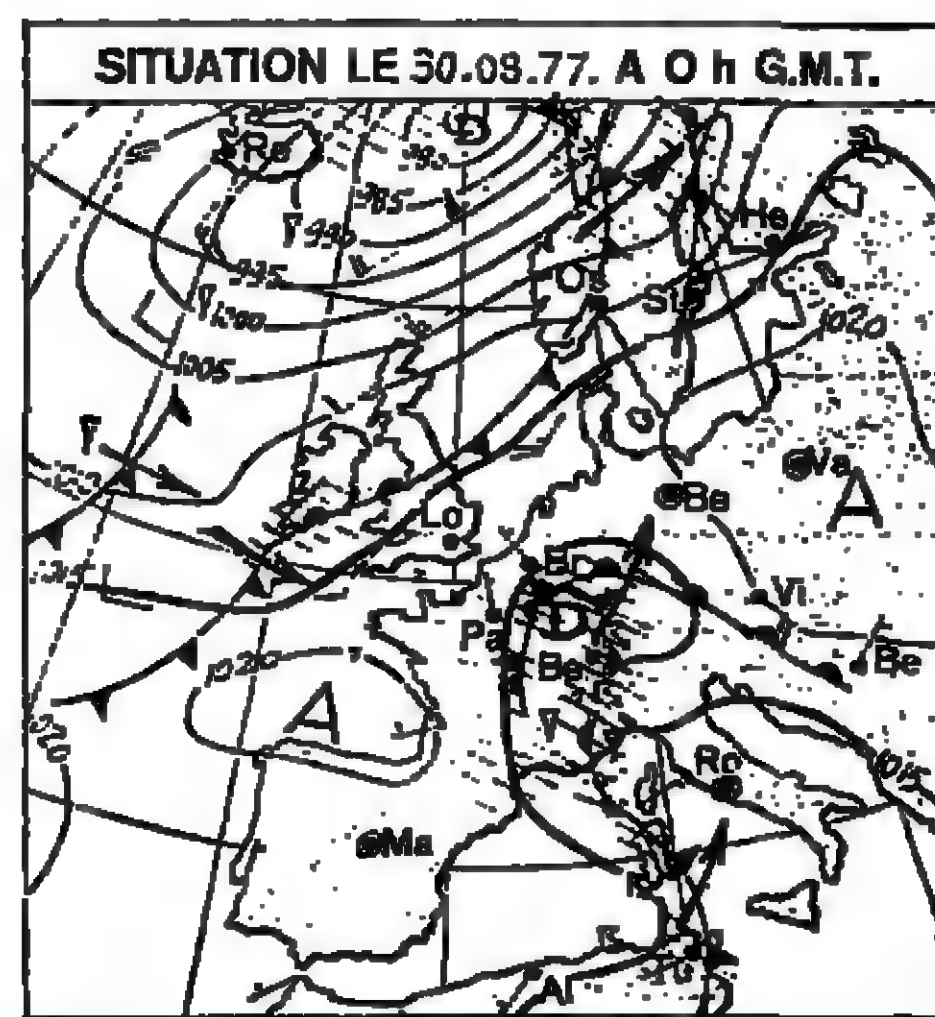
D'autres initiatives sont, pour des raisons différentes, contestées, comme le projet de percée du canal de Jonglei, dans le sud du Soudan, pour y utiliser les eaux du Nil, ou encore un projet minier au Botswana. Conflits, d'un autre côté, entre économies de subsistance et économies de marché, ou encore, pour citer un expert britannique, « le traitement du système d'aide internationale à l'égard des sociétés en transition ». « L'aide, ajoute-t-il, est centrée à son objectif : plus nous en recevons, plus nous en voulons. »

En dépit de la prise de conscience de nombreux gouvernements africains, les moyens de lutter contre la dégradation des sols, de la faune et de la flore demeurent limités. L'avancée du désert est un risque sérieux, appartenant aux « scientifiques » et aux « politiques » réunis à Nairobi jusqu'au 9 septembre de la rendre improbable.

FIN

## AUJOURD'HUI

### MÉTÉOROLOGIE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)  
 // Zone de pluie ou neige // Verses // Orages // Sens de la marche des fronts  
 — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 30 août à 6 heures et le mercredi 31 août à 24 heures :

Les perturbations pluvio-orageuses qui affectaient toujours mardi matin le sud et l'est de la France persisteront encore sur ces régions, mais tendront à s'atténuer. Les nouvelles perturbations du proche Atlantique pénétreront sur le nord et l'ouest du pays et prendront un caractère orageux dans le Sud-Ouest.

Mardi, le temps sera encore très nuageux le matin des Vosges et de l'Alsace, au Sud-Est et à la Corse, avec quelques pluies ou averses et des orages isolés. Dans la journée, cette zone pluvio-orageuse tendra à s'atténuer. D'autre part, le temps sera très nuageux le matin de la Manche orientale à la Vendée, avec quelques faibles pluies. Le soir, cette zone atteindra les régions allant du Nord et des

Ardennes aux Charentes et au nord-ouest du Massif Central, tandis que des orages isolés pourront se développer sur les Pyrénées occidentales et l'ouest du Bassin aquitain. Entre ces deux zones, le temps sera nuageux avec quelques éclaircies, mais des brumes et quelques brouillards matinaux seront observés au lever du jour dans les vallées.

Les vents seront modérés, de nord-ouest sur les côtes méditerranéennes, d'ouest sur les côtes de la Manche ; ailleurs, ils seront faibles.

Dans l'ensemble, les températures maximales varieront peu, à l'exception d'une légère hausse dans les régions méridionales.

Mardi 30 août, à 3 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 015,8 millibars, soit 781,9 millimètres de mercure.

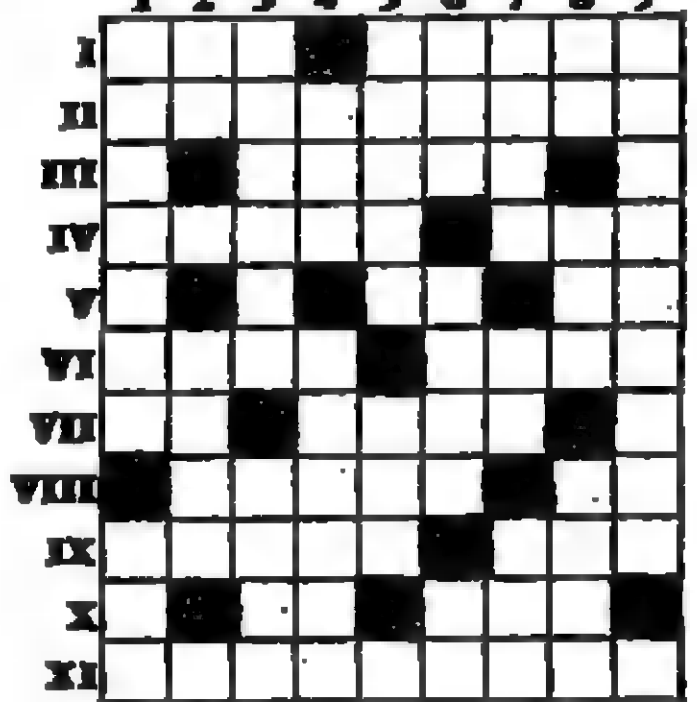
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au

cours de la journée du 30 août ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31) : Ajaccio, 24 et 17 degrés ; Biarritz, 20 et 11 ; Bordeaux, 22 et 10 ; Brive, 18 et 11 ; Caen, 19 et 8 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 14 et 13 ; Dijon, 18 et 15 ; Grenoble, 17 et 14 ; Lille, 21 et 9 ; Lyon, 16 et 14 ; Marseille, 21 et 13 ; Nancy, 20 et 14 ; Nantes, 20 et 7 ; Nice, 23 et 18 ; Orléans, 19 et 12 ; Pau, 19 et 9 ; Perpignan, 19 et 16 ; Rennes, 20 et 9 ; Strasbourg, 22 et 14 ; Toulouse, 20 et 13 ; Toulon, 21 et 14 ; Valenciennes, 18 et 12 ; Vannes, 22 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 13 degrés ; Amsterdam, 21 et 4 ; Athènes, 25 et 21 ; Berlin, 22 et 12 ; Bonn, 24 et 12 ; Bruxelles, 21 et 11 ; Casablanca, 25 et 18 ; Copenhague, 19 et 11 ; Genève, 18 et 13 ; Lisbonne, 30 et 18 ; Londres, 21 et 12 ; Madrid, 24 et 7 ; Moscou, 19 et 13 ; New-York, 20 et 24 ; Palma-de-Majorque, 25 et 14 ; Rome, 28 et 20 ; Stockholm, 18 et 13 ; Téhéran, 28 et 12.

### MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1854



HORIZONTALEMENT

I. Une fièvre de cheval ne peut que l'accabler : Mécontent. — II. Bien mal traitée. — III. Résume collectivement un programme négatif. — IV. Produit recherché : biologiste. — V. Initiales d'un célèbre voyageur. — VI. A garder. — VII. Chef d'élite. — VIII. Ne font pas plaisir à entendre : Symbole. — IX. Produit des perles en grande quantité : Ile. — X. Pronom : A. — XI. Peu distingué.

VERTICALEMENT

I. Imposé de multiples maisons : Revolte. — II. Cela suffit (épée) : Parfois jeté dans la friture. — III. Redoublé sur l'ordre de Robespierre : Vin. — IV. Éléments du relief breton : Tuba. — V. Fait un rond dans l'eau : Localité de France. — VI. Homme d'Amérique : La stupidité est trop souvent sa raison d'être. — VII. Terme musical. — VIII. Éveille parfois de tristes échos sylvestres : Un point dans l'eau : Fils des d'histoires : Ne manque pas de faire le point. — IX. Convenient aux petites tailles.

Solution du problème n° 1853

Horizontalement  
 I. Miroir. — II. Vous. — III. —

III. Calèche. — IV. Hier. — V. Ut. — VI. Almat. — VII. Dineur. — VIII. Ale. — IX. As. — X. Amen. — XI. Bouton. — XII. E.R. — XIII. Lux. — XIV. U.N.R. — XV. Er. — XVI. Trotte.

Verticalement

I. Chut. — II. Able. — III. Avait. — IV. Amour. — V. Éole. — VI. Deux. — VII. Sursaut. — VIII. Tia. — IX. Our. — X. Harnais. — XI. Eau. — XII. S. Riraient. — XIII. Flet. — XIV. Sère. — XV. GUY BROUTY.

#### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 29 et 30 août 1977 :

DÉCRET

● Modifiant l'organisation administrative du bureau de recherches géologiques et minières.

● Modifiant le décret n° 78-104 du 27 janvier 1978 relatif au Centre national d'études spatiales et à l'organisation de la recherche spatiale.

● Relatif au conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale.

● Modifiant le décret n° 78-105 du 27 janvier 1978 relatif au Centre national pour l'exploitation des océans et à l'organisation de la recherche océanologique.

IMMENSE GARDE-MEUBLES **BALLU** 148 AV. DU MAINE 75014 PARIS 567.43.00

### CINQUANTE MILLIONS DE PERSONNES SONT DIRECTEMENT MENACÉES

Nairobi. — Les quelque mille cinq cents délégués à la Conférence des Nations unies sur la désertification, qui s'est ouverte le 29 août dans la capitale kenyane, ont élu président de la Conférence M. Julius Kiano, ministre du développement des ressources hydrauliques du Kenya.

Dans un message à la Conférence, M. Jimmy Carter a indiqué que les États-Unis « sont prêts à coopérer avec les autres pays pour mettre au point des politiques et des programmes efficaces pour l'utilisation des terres et des ressources ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a également fait parvenir un message à la Conférence, dans lequel il affirme : « La solution aux problèmes de la désertification réside dans la mise au point et l'application de méthodes correctes d'utilisation des terres et dans une gestion rationnelle des ressources en eau. (...) La puissance massive et l'ingéniosité de l'industrialisation et de la technologie nous ont donné les outils de base que nous devons utiliser avec imagination et dans un esprit de coopération. »

#### Ne pas s'éloigner des problèmes concrets

Dans son allocution d'ouverture, M. Daniel Arap Moi, vice-président du Kenya, a demandé aux délégués de ne pas s'éloigner des problèmes concrets pour aborder le domaine politique. Le rapport des experts de l'ONU qui a été présenté à la Conférence souligne que six cents millions de personnes vivent actuellement dans des régions très sèches et que cinquante millions d'entre elles sont directement menacées. A l'heure actuelle, les experts de la planète perdent un tiers des surfaces cultivables et, à la fin du siècle, alors que la population mondiale aura besoin d'un tiers de nourriture en plus du fait de la croissance démographique. — (A.F.P., Reuters.)



	La ligne	La ligne T2
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et +		
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU		
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T2
L'IMMOBILIER	26,00	32,03
"Placards encadrés"	24,00	28,89
Deuxième insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	26,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

### offres premier emploi

A partir du 1<sup>er</sup> septembre, *Le Monde* mettra à la disposition de ses lecteurs une nouvelle rubrique dans les pages d'annonces classées :

#### « OFFRES PREMIER EMPLOI »

Cette rubrique regroupera les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

### emplois internationaux

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS recherche pour chantiers en PAYS ARABES

##### UN CHEF COMPTABLE DECS

Expérience minimum 5 ans.  
Solide connaissance langue anglaise lue, parlée et écrite.  
Une connaissance de l'Arabe littéraire serait appréciée.

##### UN TRADUCTEUR INTERPRETE

DIPLOME  
FRANCAIS - ANGLAIS

Bonne connaissance termes techniques  
Batiment et Travaux Publics appréciée.

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions  
et délai de disponibilité à : No 24413 CONTEXTE PUBLICITE,  
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL d'une unité Industrie du bois CÔTE D'IVOIRE

Leader européen dans sa spécialité : tranchage et sciage du bois,  
notre groupe crée une unité de production en Côte d'Ivoire et  
recherche son Directeur Général.

Mission : dans le cadre de la politique générale du groupe, et  
assisté d'un Directeur Technique, il assurera :

- La définition des objectifs de production, planification et suivi
- La gestion financière, celle au plan et celle de la comptabilité  
générale et analytique, comptes d'exploitation et bilans
- Les relations avec les organismes d'administrations locales
- L'administration du personnel : recrutement, plan de formation,  
promotions, etc. (encadrement européen + 120 salariés)
- La coordination de la politique commerciale
- Il veillera à l'approvisionnement de l'usine en matières premières  
et superviser l'activité de l'acheteur.

Il est prêt à :

- Un poste à hautes responsabilités nécessitant une bonne  
autonomie
- Une rémunération élevée qui sera fonction de  
l'expérience
- Nombreux avantages
- Le poste est à pourvoir  
rapidement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé,  
références, salaire actuel et photo (act.) à : No 606  
FRANCE 54, r. des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRÉCIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

Pour L'ALGÉRIE (SETIF) une société française  
d'engineering (usines clés en main) cherche un  
COOPÉRANT FRANÇAIS pour occuper le poste d'

#### ingénieur chef de chantier

(durée de deux ans). En fonction de ses compé-  
tences et des opportunités, un engagement en  
France est possible ensuite. Il est nécessaire  
d'être libérable à court terme des O.M.  
Ecrire à M. Ch. BLEU ss réf. 132 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
2, RUE G.-DE-CHATELON - 59000 LILLE  
PARIS-LYON-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

#### INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

7-8.000.000 F.C.F.A.

Afrique Occidentale

Un groupe international (effectif 1 200 p. - C.A. 800 millions de  
Francs français) recherche un Ingénieur technico-commercial pour  
l'une de ses filiales situées en Afrique Occidentale et spécialisée  
dans la fabrication et la vente de véhicules industriels. Sous  
l'autorité du Directeur, il sera chargé d'accroître la pénétration  
des fabrications (benzines, remorques, semi-remorques...) de la  
société auprès d'une clientèle d'utilisateurs (entreprises T.P.,  
compagnies minières, transporteurs routiers, concessionnaires P.V.)  
sur toute l'Afrique Occidentale. Pour ce faire, à partir des objectifs  
fixés, il étudiera les marchés, prospectera la clientèle, analysera  
ses besoins et proposera des solutions adaptées pour les satisfaire.  
Il négociera et signera les contrats. Il transmettra à la fabrication  
les commandes de la clientèle et il veillera au respect des délais de  
livraison. En outre, il participera à la gestion administrative du  
service commercial et au calcul des prix de revient. Le candidat  
retenu, âgé d'au moins 30 ans, aura une formation technique du  
type B.T.S. mécanique ou chaudronnerie. Il possèdera une expé-  
rience de la vente acquise dans un secteur analogue (poids lourds,  
remorques, etc.). La connaissance de l'anglais ainsi qu'une  
première expérience de l'Afrique constitueraient des atouts sup-  
plémentaires. Ecrire sous réf. 129/AC à :

#### GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

### emplois régionaux

### emplois régionaux

#### SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

recherche pour sa Division Etudes  
CENTRE RECHERCHE DE PAU

#### UN INGÉNIEUR- MÉTALLURGISTE

CONFIRME  
qui aura la responsabilité du service Matériaux  
Ce Service procède aux études : recherches scienti-  
fiques, analyses, contrôles et expertises dans les  
domaines suivants de la production pétrolière :  
— MÉTALLURGIE :  
Caractéristiques des matériaux, essais spectraux,  
relations entre métaux et corrosion, compari-  
son sous contraintes et en milieu agressif.  
— CONTRÔLES NON DESTRUCTIFS :  
Définition des normes de contrôle, expertise,  
contrôle de la corrosion, des soudures.  
— TECHNOLOGIE HAUTE PRESSION :  
Essais spectraux, spécifications de soudage, etc.  
FORMATION :  
Ingénieur Grande Ecole ou Docteur en Sciences  
ayant une solide expérience dans les disciplines  
ci-dessus et/ou dans la production pétrolière.  
Anglais nécessaire. Aptitudes à l'exportation.  
Ecrire sous référence 23.998 avec C.V. et photo, à  
S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement  
Bât. Métessat, 21 bis, av. des Lilas, 93000 P.A.U.

#### ATTACHÉ COMMERCIAL

- Chargé de :  
— gérer sur objectifs qualitatifs et quanti-  
tatifs,  
— développer une clientèle de détaillants  
traditionnels spécialisés dans les dépar-  
tements 62-69-80-02-05-60-61.
- Le poste sera confié à un candidat ayant  
déjà acquis une expérience de la gestion  
d'une clientèle de détaillants si possible  
dans une entreprise de biens de consom-  
mation ou de petit équipement.
- Organisé et suffisamment autonome pour  
gérer les relations entre l'entreprise et ses  
clients.
- Rémunération : Fixe + primes (mensuel-  
les et annuelles).
- Voiture fournie avec frais de déplace-  
ments.

Ecrire avec C.V. détaillé à Gérard  
STIKER sous réf. 32162 A, à :

**ORES** Centre Vauban  
201, rue Colbert  
59000 - LILLE  
Groupe BOSSARD

#### Nordson

Nous sommes une société multinationale  
au taux de croissance très rapide.  
Nous recherchons :

#### UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Départements : 59 - 62 - 80 - 02 - 05 - 60 et 76  
Pêtit à travailler dans une équipe dynamique  
pour maintenir notre position de leader sur  
le marché des équipements de collage.

Si vous avez deux ans d'expérience dans la  
vente d'équipements industriels de peinture, une  
bonne connaissance de la langue anglaise,  
et si vous cherchez un travail stable et inté-  
ressant, avec possibilités de promotion, vous  
correspondrez au profil que nous demandons.

Si vous voulez saisir votre chance, envoyez  
C.V. à :  
**NORDSON FRANCE S.A.**  
Division Equipement Collage  
Z.I. de Torcy - Rocade du Parc  
77360 TORCY,  
ou téléphonez au 005.18.72

#### SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PÉTROLE

le SUD-EST et la RÉGION LYONNAISE

#### chefs de services transports

charges notamment :  
— de l'activité des chauffeurs  
— du parc véhicules  
— de la distribution et de l'approvisionnement.  
Postes nécessitant des déplacements.  
Formation : Bac technique ou IUT Transports.  
Expérience : 5 ans dans fonction similaire.  
Rémunération en rapport avec les aptitudes  
professionnelles constatées.  
Envoyer C.V., manuscrit, photo, prétentions  
à No 23.677 Contesse Publicité 20, av. Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous sommes la filiale française d'un Groupe multinationnel, l'un des  
tout premiers dans l'Industrie Pharmaceutique.  
Nous souhaitons rencontrer des candidats pour les deux postes suivants  
que nous avons créés dans le cadre de notre expansion

#### chef du département achats

Le poste, rattaché au Directeur de la Logistique, comporte les respon-  
sabilités suivantes :  
• Proposer une politique d'achats,  
• Elaborer des méthodes nouvelles de gestion,  
• Traiter les achats locaux de matières consommables et les échanges  
internationaux.

Son activité s'étendra progressivement aux achats de services.  
Le titulaire devra avoir une bonne appréhension des mécanismes écono-  
miques du marché, une aptitude à la négociation et l'expérience d'une  
gestion dynamique des achats. Il aura environ 32 ans.

#### chef du département planification

Le poste est également rattaché au Directeur de la Logistique, et ses  
responsabilités s'exercent dans les domaines suivants :  
• Planifier et ordonnancer la production,  
• Proposer une politique de stocks,  
• Elaborer des systèmes informatiques de gestion,  
• Planifier les approvisionnements,  
• Planifier les besoins à long terme.

Le titulaire qui aura environ 30 ans devra avoir l'expérience de la gestion  
de stocks, la pratique de systèmes informatiques, l'esprit de décision et  
le sens des priorités.

Ces deux postes dont la responsabilité s'étend sur nos trois unités de  
production demandent aux candidats une formation supérieure et une  
bonne connaissance de la langue anglaise. Ils sont situés à Clermont-Ferrand

**MSD** Adressez votre dossier de candidature avec C.V., photo  
et mention du salaire actuel à :  
**MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET**  
Roland WEISMAN  
3, Avenue Hoche 75008 PARIS.

#### LA LIBRAIRIE DECITRE

6, place Bellecour

LYON

recherche

#### CHEF DE RAYON DISQUES

Musique classique et variétés.

#### VENDEUR

Lettres, photo, religions.

Ces deux postes conviennent à  
des personnes exerçant une ac-  
tivité similaire ou à des per-  
sonnes ayant une formation ou une  
bonne expérience commerciale  
et de réelles connaissances dans  
ces domaines.

Env. C.V. très détaillé avec photo.  
Ne pas téléphoner.

**IMPORTANT GROUPE**  
FRANÇAIS recherche pour sa  
DIRECTION GÉNÉRALE (Somme)

#### UN RESPONSABLE SERVICE COMPTABLE

Ce poste de haut niveau  
exige une formation supé-  
rieure et une expérience  
étendue de plusieurs années  
de responsable dans les  
domaines comptable, finan-  
cier fiscal et informatique.  
Age souhaité : 35 ans min.

Ecrire avec C.V., photo  
et prétentions, n° 23.712,  
CONTEXTE PUBLICITE,  
20, av. de l'Opéra, PARIS-IV.

**IMPORTANT FABRICANT**  
D'ALIMENTS DU BÉTAIL  
BASE EN BRETAGNE RECH.

#### CADRE

niveau ingénieur, quelques an-  
nées d'expérience de la fabri-  
cation, pour travailler à la  
conception d'installations neuves  
et amélioration d'installations  
existantes.

Déplacements fréquents.  
Ecrire sous référence 2.485, à  
P. LICHOU S.A. 10, r. Lavoisier,  
75003 Paris Cedex 02, qui trans.

#### TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

#### POUR RENFORCER L'EQUIPE COMMERCIALE

DE

#### L'AGENCE AQUITAINE

POITOU-CHARENTA

SEGE A

BORDEAUX

— candidats dynamiques et effi-  
caces

— LIBRE O.M.

— V.I. OBLIGATOIRE

— STATUT V.P.

Situation stable et motivante.

Adresser C.V., manuscrit et photo,  
à T. 75.117 M. REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

#### TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION SEMI-CONDUCTEURS

#### responsable d'études et d'analyses de marchés

dont les fonctions principales seront :  
• l'analyse de l'encadrement économique d'un  
ensemble des industries clients de composants  
• l'analyse micro-économique : consommation,  
inventaires, prix concurrents  
• recommandation stratégique de nouveaux  
produits  
• contrôle et analyse des ventes.

Ce poste peut convenir à Ingénieur Grande  
Ecole d'électronique ayant formation complé-  
mentaire en marketing (type BUSINESS  
SCHOOL) et une expérience de quelques  
années dans l'industrie électronique en  
marketing ou applications.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET  
(Nîmes).

Pour faire acte de candidature, écrire sous  
la réf. SCM/77-241 avec C.V., photo, pré-  
tentions à Mme LE GUET - T.I.F. - B.P. 5,  
06270 VILLENEUVE-LOUBET.

#### LUCHARD Dépt. EMBOUTISSAGE

160 PERS. - 600 T./MOIS

EN PLEIN DÉVELOPPEMENT  
rech. pour son Usine de GRANDVILLIERS  
(100 km N.O. PARIS près BEAUVAIS)  
(possibilité logement neuf)

#### JEUNE DIRECTEUR D'USINE

RESPONSABLE, devant la D.G., de cette UNITÉ AUTO-  
NOME DE PRODUCTION.  
RÉMUNÉRATION & POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION à  
moyen terme très motivantes pour élément compétent.

#### INDISPENSABLE

• INGÉNIEUR diplômé

• DÉJÀ DIRIGÉ, en P.M.I. et en titre ou en second,

une unité autonome de production.

• EFFICACITÉ et COMMANDEMENT.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V., rému-  
nération, photo (act.) ss réf. 3677 à

#### sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS.



OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.C.
"Papiers encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
la ligne colonne	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.C.
"Papiers encadrés"	28,00	32,03
Doublé insérées	34,00	38,89
"Papiers encadrés"	36,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## animateur de formation

Attaché au service formation du siège social à Paris, il participera à l'évaluation des besoins et à l'élaboration des programmes, et animera des sessions pour le personnel cadres et employés.

Le (la) candidat(e) sera âgé(e) de 28 ans minimum, aura une formation de type ESC, Sciences Eco, Psycho ou équivalent et une expérience de 2 à 3 ans en formation.

Fréquents déplacements de courte durée en province.

(référence 2362 F)

## assistants commerciaux

Diplômés de l'Enseignement supérieur : école de commerce, licence, D.U.T. ou équivalent, motivés par une carrière commerciale dans la grande distribution, ayant le goût des responsabilités et de la gestion.

Ils se verront confier la responsabilité d'un groupe de rayons en magasin après une période de formation théorique et pratique dans l'une de nos exploitations de province.

Les candidats seront déchargés des obligations militaires.

(référence 2362 C)

## DIRECTEUR DÉPARTEMENT AUTOMATISMES

100-120.000 F Proche banlieue Sud-Ouest

Une société française, spécialisée dans les études, la fabrication et la commercialisation de matériels faisant appel à une technologie de pointe recherche le Directeur de son département Automatismes. Sous l'autorité du Directeur Général de la société, il sera responsable des relations avec une clientèle industrielle dont il analysera les besoins et à laquelle il proposera des solutions adaptées. Pour ce faire, il devra juger les problèmes posés sous les aspects études (fiabilité) et industrialisation (coût, délais...). Il dirigera, contrôlera et animera au départ une équipe de sept ou huit personnes, avec des perspectives de croissance très favorables. Il sera responsable de son centre de profit et de son compte d'exploitation. Le titulaire du poste, âgé d'au moins trente ans, aura une formation ingénieur ESE, ISEP, ENSCM, et possèdera quelques années d'expérience en électronique et en systèmes logiques. Écrire sous référence 128 M à

GRH Conseils  
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

**Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial, ce n'est pas 1 % mais 7% de notre masse salariale que nous investissons pour votre formation. C'est un risque. Nous le prenons.**

Et nous prenons en charge compte tenu de l'insécurité que nous portons à vos études supérieures. Et à vos candidatures. Votre objectif : détenir votre carte de membre de nos équipes commerciales. L'expérience liée à notre société, nos méthodes de vente, la nature de nos produits et la réputation évolutive et attrayante que nous vous proposons justifient l'investissement de vos études supérieures, et les fonctions d'INGÉNIEUR COMMERCIAL que nous vous offrons.

Pour de plus amples informations : nous vous prions de nous soumettre votre C.V. auquel vous joindrez une photo à :



**Burroughs**  
à l'attention de Louis-Marie Rolin  
250, avenue Lamartine, 92  
92251 Garches Cedex

## emploi régionaux

**IMPORTANT CENTRE INFORMATIQUE DU SECTEUR PUBLIC**  
équipe d'un I.B.M. 370/145  
358 K travaillant sous DOS/VS  
recherche un

### CHEF D'EXPLOITATION

Le candidat devra être diplômé d'une grande école ou avoir acquis une culture générale et scientifique de niveau équivalent. Il devra avoir acquis, dans le domaine informatique, une expérience professionnelle d'au moins cinq années, et justifier, en particulier, d'une bonne expérience du système d'exploitation et des méthodes de gestion d'un ensemble électronique. Le candidat devra, en outre, avoir des qualités d'organisateur et le goût des relations humaines. Lieu de travail : VALLENTIENNES. Rémunération annuelle : 89 400 F.

Écrire avec C.V. s/réf. 6.730 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

**NOUS RECHERCHONS**

### TECHNICIEN TITRES-BOURSE

Le poste à pourvoir exige la prise de responsabilités, tant sur le plan Commercial qu'Administratif, au sein du Service Titres-Bourse de notre Agence Principale (ville import. d'Alsace).

Écrire avec photo sous le n° 22.408 à CONTEXTE Publiété, 21, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**Les Laboratoires INAVA**  
(Groupe pharmaceutique Pierre Fabre)  
recherchent

### UN VISITEUR MÉDICAL EXCLUSIF

pour le secteur MARNE

Nous assurons à ce collaborateur d'excellentes conditions de travail (fraie de route, voiture de société), une rémunération de haut niveau, une formation professionnelle permanente.

Pour être candidat il faut avoir 25 ans et une formation secondaire complète, une expérience de la visite médicale ou de la vente serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo récente à Michel FISTRE, B.P. 222 - 51105 CASTRES. Il sera répondu à toutes les candidatures. DISCRETION ASSURÉE.

Centre franco-italien, de recherche scientifique recruté :

**RESPONSABLE GROUPE ACHATS** (vol. con. env. 20 mil. de F) au sein du Serv. financ. formation base technique.

Le candidat retenu aura au minimum 5 années d'expérience dans domaine achats à un poste encadrant, de préférence de l'industrie électronique ou électrique, et bonnes connaissances en matière d'échanges commerciaux avec l'étranger, en particulier avec Grande-Bretagne. Capacité négocier en anglais requise.

Adresser C.V. et photo d'identité sous réf. ILL 77/12 à Personnel INSTITUT LAURE-LANGEVIN 15 X, Centre de tri, 38042 Grenoble Cedex France.

Recherchons

### TECHNICIEN SUPÉRIEUR

mécanique, métallurgie, organisateur, 35 ans environ. Capable assumer importantes responsabilités.

Écrire avec C.V. à Société RIVEX, 25240 ORNANS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE**

recherche :

### UN ATTACHÉ TECHNIQUE-COMMERCIAL

en vue d'assurer la mise en place de nouveaux équipements.

Ce poste peut convenir à un candidat :

- ayant déjà une expérience pratique de vente de quelques années dans le milieu des laboratoires industriels ;
- ayant une formation de physicien.

Anglais parlé et écrit nécessaire.

Poste à pourvoir rapidement.

Env. C.V., photo, prétentions à M. J. ZUJIZ, CONTEXTE Publiété, 21, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE PÉRIPHÉRIQUES D'ORDINATEURS**

recherche

### MARKETING ASSISTANT

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE SA LIGNE DE PRODUITS.

Expérience dans le domaine informatique. Langue anglaise exigée. Lieu de travail : PARIS.

Env. avec C.V., photo et prétentions à M. J. ZUJIZ, CONTEXTE Publiété, 21, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**AGENCE DE PUBLICITÉ**

très professionnelle, membre de l'A.A.C.P., recherche

### CONCEPTEUR RÉDACTEUR

à candidat valable.

Env. C.V. et photo à M. J. ZUJIZ, CONTEXTE Publiété, 21, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**PROGRAMMEUR SYSTÈMES**

SM/11 - DOCS Power démarrage CICS début 1976.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions sous n° 10094 B - BLEU, 17, r. Labou, 9200 Vincennes.

**LA FILIALE TRANSPORTS**

d'un important groupe français de constructions automobiles recherche pour le BOULOGNE

### UN (UNE) CONTRÔLEUR DE GESTION

pour la Direction Financière.

Formation : DUT, gestion ou équivalent. - Anglais souhaité.

Avantages sociaux importants. Env. avec C.V., man. photo et prétentions sous n° 10094 B - BLEU, 17, r. Labou, 9200 Vincennes.

Clinique Psychiatrique 77-10416, cherche

### INFORMATICIENS (EES) D.E.

Possibilité logement, nourriture. Téléph. : 02-05-75.

**SOCIÉTÉ DE MENUISERIE MÉTALLIQUE**

recherche

**ADJOINT DIRECTION D'USINE**

Nous recherchons :

- Formation Ingénieur ;
- 32 ans environ ;
- Quelques années d'expérience de gestion de production d'une unité de 100 personnes minimum.

Adresser C.V. à CARRIÈRES SERVICES 19, rue de la Paix, 75002 Paris.

**INTERNET banlieue sud** (ville de 150.000 habitants située dans l'ouest) recherche

### JOURNALISTE (confirmé)

pr renforcer son serv. d'inform.

Env. C.V. et photo à M. J. ZUJIZ, CONTEXTE Publiété, 21, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Département Installation - Bâtiment second-œuvre (200 millions de F de C.A.) d'un groupe français 1,8 milliard de C.A.

Poste à créer à Paris, se rapportant au Directeur Général du Département.

Le développement de nos activités au Moyen-Orient risque de faire doubler le chiffre d'affaires du Département dans les trois ans.

Le candidat devra avoir eu des responsabilités financières et juridiques dans une entreprise du secteur du Bâtiment ou de constructions d'usines clés en main, engineering, ayant des filiales et des chantiers à l'étranger.

Objectifs principaux : mettre en place la comptabilité et le système de gestion des filiales, suivre juridiquement les contrats, gérer la trésorerie étrangère et négocier les financements.

Écrire avec C.V. prétentions sous réf. 960 SWEETS B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

## Directeur des relations humaines

150.000 F

Un groupe agro-alimentaire (2200 personnes), 10 usines, 1 entrepôt, distribution, forte décentralisation, crée cette fonction.

Rattaché au Directeur Général, membre du Comité de Direction, ce collaborateur participera à la définition de la politique du personnel et contrôle son application.

Recrutement, formation, rémunération, communications, il coordonne les responsables administratifs et/ou des relations sociales des différents unités opérationnelles et conseille leurs dirigeants.

Le candidat retenu - 40 ans min. - formation supérieure, homme d'expérience, excellent praticien de cette fonction en milieu industriel, devra concevoir et orienter à long terme assister dans le quotidien.

env. C.V., photo et rémunération actuelle s/réf. GY 90 à COMPÉTENCES 2, rue Childebert, 69002 LYON

## SOPAD (NESTLÉ)

recherche un

### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(Mines, Centrale, I.D.N...)

ayant environ 5 ans d'expérience en production et en organisation pour participer à l'organisation technique des usines et des dépôts.

Intéressamment, l'évolution de sa carrière pourra le conduire à prendre des responsabilités dans d'autres secteurs.

Adresser C.V. et prétentions sous référence S.O. à Direction du Personnel SOPAD 17, quai Paul-Doumer, 92001 COUREVOIE

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**2 PROGRAMMEURS**

EXPÉRIMENTÉS (assembleur nécess. PL 1 appr.)

Adresser C.V. centre de traitement de l'information, 1, CARNOT, 75001 PARIS.

**MACHINES AUTOMATIQUES EMBALLAGE**

pour former les caisses carton de tous formats.

FABRICANT U.S. (image et A. M. très efficace en Europe), recherche à PARIS

## Ingénieur technico-commercial

pour SUIVI CLIENTÈLE (parc de France depuis 10 ans) et PROSPECTION active TOUTES INDUSTRIES. Écrire s/réf. 10094 B - BLEU, 17, r. Labou, 9200 Vincennes.

- JEUNE diplômé  
- 3-5 l/annuel, rég. PARIS  
- 10 l/annuel, rég. PARIS  
- INGÉNIEUR ou technicien expérimenté  
- MATÉRIELS à INDUSTRIELLES  
- EXPÉRIENCE VENTE  
- MATÉRIELS à INDUSTRIELLES  
- TRES DIVERSES  
- ANGLAIS lu et écrit  
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire et photo s/réf. 2.667 à

**sélection conseil**

à pl. Mar-Juh, 75017.

**1<sup>er</sup> INGEN. (réf. 968)**

ayant une bonne expérience

PDP 11, 1.1600

**SOLAR. MICROS**

Pour postes :

**CHEF DE PROJET**

**2<sup>o</sup> PROGR. (r. 969)**

**COBOL**

Env. C.V., man. photo et prét. sous réf. 10094 B - BLEU, 17, r. Labou, 9200 Vincennes.

Offre située pour le septembre à jeune femme laborieuse, pré. bien, ayant suivi cours Ecole du Louvre et ayant tempérament commercial. Formation assurée. Ecr. P.D., B.P. 255-08 Paris-8.

La Direction des Affaires sociales et sociales des Hauts-de-Seine, service de prévention.

recrute :

- 2 assistantes sociales diplômées pour les secteurs de Nanterre et d'Amiens.

S'adresser à Mme LE CADRE, Assistante sociale responsable Prévention, 14, avenue Jean-Curie, NANTERRE.

Tél. : 78-41-41, poste 59-46.

## GROUPE INTERNATIONAL recherche, pour sa filiale française distribuant des EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Excellent négociateur et vendeur, il devra développer une clientèle existante, dans la profession de l'imprimerie, en détenant soit des extensions d'équipements existants, soit des renouvellements de machines dans le cadre d'objets qui lui seront fixés.

Les candidats seront âgés de 30 ans au minimum, de formation technique supérieure et devront prouver une expérience réussie de la VENTE d'équipements industriels électromécaniques spécialisés, de valeur importante.

Connaissance de l'ANGLAIS indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 943 M au Cabinet Jean-Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 45, rue Legendre, 75017 PARIS.

## SOCAMETT

Société de caution mutuelle, nouvellement créée, recherche pour renforcer son équipe

### ANALYSTE CONSEIL

dont la mission sera double :

- AUDITEUR INTERNE auprès des Sociétés adhérentes ou postulantes :
  - analyses financières,
  - contrôle sur place du respect des règles sociales et fiscales.
- ADJOINT ADMINISTRATIF et COMPTABLE au Directeur au sein de l'entreprise :
  - comptabilité générale,
  - suivi des documents périodiques,
  - surveillance des risques,
  - statistiques.

Formation souhaitée ESC ou DECS ou équivalent. Expériences en entreprise et cabinet d'audit souhaitables.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M.J. ROUDAYER SOCAMETT 87 Rue Saint-Lazare 75009 PARIS

مكتبات الأمل



# CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Data General

Créateur des Ordinateurs NOVA et ECLIPSE

- un leader de la mini-informatique avec plus de 41.000 systèmes installés dans le monde.
- une combinaison unique de croissance rapide et de solidité financière.

### ingénieurs commerciaux

(pour Paris, Strasbourg, Rennes, Lille et Marseille)

- Une expérience réussie dans la fonction ou une motivation justifiée pour ce métier.
- Une bonne connaissance des techniques des mini-ordinateurs.
- Une pratique suffisante de l'anglais pour suivre les stages aux Etats-Unis.

### ingénieurs système

(pour Paris)

- Un diplôme d'ingénieur.
- 3 ans d'expérience de la mini-informatique.
- Une bonne connaissance des techniques de la gestion en temps réel et de la multi-programmation.

- L'occasion d'une carrière en rapport avec notre croissance rapide.
- Une rémunération élevée liée à vos résultats.

Faites parvenir votre curriculum vitae à :

Jean-Claude DURGET Directeur Commercial, Paul GAVARINI Directeur Technique  
DATA GENERAL FRANCE - LA BOURSIDIÈRE - B.P. 78 - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON  
ou venez nous voir au SICOB (Stand 3 F - 3605)

### SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

spécialisée dans le dépannage et l'entretien de l'air

### INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR

ayant plusieurs années d'expérience dans la vente de biens d'équipement pour lui confier un poste de

### ingénieur technico commercial

Le candidat aura une formation telle que Ingénieur A.M. ou T.P., Officier mécanicien de la Marine Marchande. Il aura la responsabilité de la vente d'une gamme de nos produits, principalement :

Région PARIS-ILE DE FRANCE

avec quelques déplacements en Province. Bonne connaissance de l'Anglais souhaitable

Les candidats intéressés enverront C.V. détaillé, rémunération actuelle et photo sous référence 648/A à :

L'Agence BRIO  
5, Place des Victoires - 75001 PARIS

### SOCIÉTÉ D'ENGINEERING CHIMIQUE

recherche sur PARIS

### chef de bureau d'études

30 ans min., Ingénieur A.M. ou équivalent. Il sera chargé des études de base et de la coordination des études chez les sous-traitants. Les candidats doivent posséder :

- une expérience de plusieurs années en B.E. d'engineering chimique
- la connaissance approfondie des procédures d'études
- la pratique des calculs de résistance suivant codes de construction
- le sens de l'organisation
- l'anglais parlé et écrit.

Env. C.V. détaillé, photo et prétentions s.réf. 8020 à J.G.M. Conseil 2, av. Mel Foch 92280 FONTENAY AUX ROSES -

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DANS LE DOMAINE DE LA PARACHIMIE

recherche

### 1 INGÉNIEUR

DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE DE MÉCANIQUE

- 30 ans minimum
- 5 à 6 ans d'expérience en méthodes ou fabrication

Pour la Direction du Personnel à PARIS

- Études de postes
- Qualification du travail
- Formations professionnelles
- Déplacements en province indispensables.

Env. avec curriculum vitae et photo, sous n° 24.230 à CONTESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE RÉGION PARISIENNE

C.A. 200 M. F., recherche son futur

### Chef du Service Achats

Deur s'intégrer dans son Équipe de Direction

Le candidat devra avoir une expérience de plusieurs années dans une fonction identique ou proche et avoir l'aptitude de négociations à un niveau élevé avec des méthodes rigoureuses de gestion des achats.

Adresser votre manuscrit avec C.V. à n° 22.483 CONTESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> q. 1

### SONY SONY FRANCE S.A.

HI-FI et VIDEO

cherche pour son siège à Clichy (92) un

### ingénieur électronicien

chef du service pièces détachées

A la tête d'un service de 12 personnes, il assure la fourniture des pièces détachées aux revendeurs, particuliers, services techniques de la société. Ses responsabilités couvrent : la gestion des stocks, l'établissement des commandes, la réception des P.D. et leur expédition.

Cet électronicien de 32 ans minimum a l'expérience de ces fonctions dans les composants, l'appareillage électrique, l'automobile ou le ménager. La pratique de l'anglais courant et des connaissances en informatique sont indispensables.

Ecrire à G. BARDOU s.réf. 3245 M

ALEXANDRETTIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

### Logabax informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche

### ANALYSTE - CONCEPTEUR

PROFIL :

- Jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur Commercial ayant 2 à 3 ans d'expérience, ou Analyste ayant bonne expérience dans poste similaire.
- Grandes connaissances des applications de gestion
- Bonne connaissance de l'allemand ou de l'anglais.

MISSION :

— Sera chargé d'étudier et de mettre en place une politique de développement et de support aux installations du programme - produit d'applications par secteur professionnel en relation avec nos Directions Régionales et Filiales.

Lieu de travail : EVRY (91)

Adr. C.V. photo et prétentions sous réf. 184 à LOGABAX, Direction du Personnel, 71, avenue Aristide-Briand - 94110 ARCUEIL.

### SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE et de COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

recherche

### JEUNES INGÉNIEURS

(diplômés O.M.) - Formation Supérieure (Grande École - M.I.A.G.) ayant une solide formation de gestion et d'informatique. Les candidats seront intégrés dans un 1<sup>er</sup> temps à nos équipes de réalisation de gestion. Selon leurs aptitudes, ils auront de nombreuses possibilités d'évolution.

### INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Expérience minimum souhaitée 5 ans. Il devra assurer la conception de systèmes de gestion à base de mini-ordinateurs et animer une équipe de réalisation. Connaissance des systèmes D.E.C. 300 et D.E.C. 500 particulièrement appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions (discrétion assurée) à

INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE (I.P.C.) 16 rue Boileau 92120 Montrouge

(siège social en cours de transfert à Orsay)

Numéro 1 dans le domaine de la petite mécanique, recherche

pour son Département ACHATS

### Un INGÉNIEUR CONFIRMÉ

— Connaissances en usinage, moulage et traitement de surface.

Missions :

- prospection de nouveaux fournisseurs;
- réduction des coûts;
- production des outillages confiés aux sous-traitants

Langue anglaise ou allemande appréciée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prêt. n° 23.782 CONTESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

### GOVERNANTE - NURSE (INFIRMIÈRE)

35 ans min., pouvant voyager étranger. URGENT. Révis. sem. Contacter journée 1 200-23-07.

### URGENT

ne établissements enseignement supérieur algérien

### PLUSIEURS PROFESSEURS PRINCIPAUX

Docteur d'Etat ou Doct. Ingén., expér. 5 ans, âge min. 32 ans Nationalité française.

Technologie - Maintenance Physique - Chimie

Avantages divers. Ecrire C.V. + photo n° 77.225 M. Reque-Presse, 85 bis, rue Roumure, PARIS-20.

### COLLABORATEUR

gd stand pour contacts hi niveau. Poss. sal. importants. 226-72-23

— Vous mettez votre éducation et votre sens des relations publiques au service de notre entreprise.

— Vous êtes capables de vous former à des techniques financières nouvelles.

— Vous savez vendre. Vous obtenez une rémunération à la hauteur de vos capacités.

NOTRE DÉVELOPPEMENT PASSE PAR DES HOMMES TELS QUE VOUS.

Prendre contact avec Mme MAERGERLI 359-68-29

### INGÉNIEURS PROJETS

Expérience pétrochimie. Adresser C.V. et téléphone n° 223-64-61

### UN INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE ou ÉLECTROMÉCANICIEN

### RESPONSABLE MAINTENANCE

Terminaux Lourds Systèmes de saie des données. Parlaat anglais et recherché par un important groupe international pour son siège de Paris

CRITÈRES IMPÉRATIFS : Formation Ingénieur Electronique ou Electromécanique, 25 ans environ, avec plusieurs années d'expérience dans la maintenance de matériel périphérique lourd, sachant diriger une organisation nationale (6 secteurs) avec plus de 35 techniciens

Si vous possédez une personnalité forte et dynamique, capable d'assumer des responsabilités plus larges au sein d'un groupe dont l'expansion actuelle garantit l'avenir, envoyez résumé de vos performances et ambitions (réf. 77.2666)

Discrétion absolue de rigueur. Traitement et avantages attractifs.

CPS CENTRE DE PROMOTION ET DE SÉLECTION S.A.R.L. Avenue Victor Hugo 15 - 75116 PARIS - 332-97-63

### IMPORTANTE ENTREPRISE secteur Bâtiment

recherche pour SERVICE DU PERSONNEL

### ADJOINT (E) AU RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

Chargé (e) de la recherche des collaborateurs, employés et agents de maîtrise des emplois administratifs et techniques.

Il (elle) assurera également la gestion des stages

Le candidat (e) devra avoir acquis une première expérience professionnelle même de courte durée et, si possible, dans le secteur Bâtiment

Les dossiers de candidature précisant expérience et prétentions sont à adresser à n° 1.786.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

### Une Entreprise de Publicité spécialisée dans l'Affichage

recherche un

### JEUNE COLLABORATEUR

Diplômé d'Études Supérieures Commerciales

Le candidat retenu sera appelé à seconder le Directeur d'Exploitation.

L'éventail de son travail sera large, ses missions ponctuelles et diversifiées.

Bon sens concret, ainsi qu'imagination et goût de la recherche sont indispensables.

Une expérience préalable dans la publicité n'est pas nécessaire.

Adresser c.v. manuscrit et prétentions sous réf. 1638, à PLAIN CHAMPS, 5 rue du Helder, 75009 PARIS.

Nous recherchons

### 2 attachées commerciales

— Jeunes et formation supérieure

— Tentées par une activité de prospection et de négociation auprès des Directions Générales

— Service à rendre LA RECHERCHE DE CADRES

— Rémunération très intéressante première année 60/70.000 F

Ecr. s.réf. 6269 LTP 31 bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

### CAP SOGETI LOGICIEL

recherche

### INGÉNIEURS TÉLÉTRAIEMENT

Deux ans d'expérience minimum de préférence dans l'équipe système d'un grand utilisateur (CICS, TDS, STRATEGE)

### INGÉNIEURS LOGICIEL

Deux ans d'expérience minimum de préférence chez un constructeur ou dans l'équipe système d'un grand utilisateur (OS, GECOS 3, SIRIS 7-8)

Envoyer curriculum vitae, photo (réf. L 12) à CAP-SOGETI-LOGICIEL, 5, rue Louis-Lévy, 92120 MONTEUIL-CEDEX.

### FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE U.S.

nous souhaitons vous confier la

### RESPONSABILITÉ DE NOS PROJETS INFORMATIQUES.

Vous prenez en charge l'ensemble de nos applications développées en CAP 2 sur un gros SYSTÈME-3 (en utilisant le CCF et le BOMIP). Ceci fait, vous devenez, en titre, le responsable informatique

d'un service comprenant une dizaine de personnes. Après une formation ESCP, ESSEC, vous avez acquis l'expérience de l'information de la gestion d'une entreprise moyenne et votre anglais "fluent" vous permet de devenir l'interlocuteur privilégié des EDP men du groupe.

Nous sommes implantés en banlieue ouest de Paris, alors écrivez à J. THILY s.réf. 3151 LM. Carrières de l'Informatique.

ALEXANDRETTIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

### TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche pour

### DIRECTION INFORMATIQUE A PARIS

### 1° INGÉNIEUR

Réf. DI 1

Chargé :

- Du suivi des grands projets informatiques.
- De l'élaboration du plan informatique.
- De la coordination des études entre les différents établissements.

Ce poste convient à un INGÉNIEUR de :

- Grande École ( Mines, E.C.P., E.S.E., Sup. Aero, Arts et Métiers ),
- Ayant 5 à 10 ans d'expérience acquise dans le domaine informatique, la conduite, la coordination de projets.

### 2° INGÉNIEUR

Réf. DI 2

Chargé :

- De la définition de la politique TELE-INFORMATIQUE de la Société.
- Du choix des matériels et logiciels.
- De l'interconnexion des réseaux internes des établissements.

Ce poste convient à un INGÉNIEUR de :

- Grande École (E.S.E., Telecom.), ayant une expérience minimum de 3 à 5 ans dans les domaines indiqués.

Pour ces postes larges perspectives de carrière dans un groupe multinational.

Envoyer dossier de candidature en précisant le poste retenu avec la réf. nos n° 703.831 à REGISTRE-PRESSE, 85 bis, rue Roumure, 75002 Paris, qui tr.

Adresser C.V. et prétentions à n° 540 SPERAR 12, rue Jean-Jaurès, 92087 Puteaux, qui trans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING CHIMIQUE ET PÉTROCHIMIQUE

recherche

### INGÉNIEURS DE PROJETS DIPLOMÉS

ayant de 3 à 5 ans d'expérience d'ingénierie pour les contrats que l'entreprise prend sur les marchés extérieurs.

Postes à pourvoir dans la région parisienne. Déplacements fréquents à prévoir.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions à n° 540 SPERAR 12, rue Jean-Jaurès, 92087 Puteaux, qui trans.

### OFF GROUPE IMMOBILIER PARIS

cherche pour son Agence de GARGES-LES-GONNESSE (95)

### UN CADRE

Chargé de la gestion administrative, technique et financière de 3.000 logements.

Il assurera en particulier :

- les relations avec les locataires et organismes publics,
- les négociations avec les fournisseurs,
- l'encadrement des gardiens d'immeubles et d'une équipe de secrétariat.

Ce poste de contacts et d'initiatives intéressera un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce, IUT, ICH.

Volonté exigée.

Ecrire avec C.V. à F.F.F. 159, rue Nationale 75640 PARIS Cedex 13.



	La ligne	La ligne TC
OFFRE D'EMPLOI	40,00	45,76
Placards encadrés 2 col. et +		
(à la semaine)	42,00	48,04
REVENUS D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TC
L'IMMOBILIER	28,00	32,08
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Donnée insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**Un cabinet de conseil de notoriété internationale dans sa spécialité offre à un jeune**

**ingénieur chimiste**

de 33 ans minimum, ayant une bonne expérience de la vie industrielle en fabrication une possibilité de sortir de l'usine, une carrière ouverte de

**conseil en management**

faisant appel aux techniques acquises, au sens des responsabilités, à l'intelligence critique pour la solution de problèmes industriels variés.

Le poste basé à Paris nécessite des déplacements de courte durée.

Écrire à G. BARDOU sur réf. 3207 LM.

**ALEXANDRE TICS S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Entreprise bâtiment d'importance nationale recherche pour son siège Social

**PARIS**

**JEUNE CADRE FINANCIER**

En collaboration directe avec le Directeur Financier du Groupe, il traite les questions de trésorerie, de prévisions et gestion financière posées par le développement des activités à l'étranger.

De formation SUP. de CO. ou SCIENCES PO. (option financière), il possède une expérience d'une ou deux années acquises dans une banque ou le service financier d'une grande entreprise.

La connaissance des problèmes financiers liés à l'exportation est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 1714 à

**COFAP**  
40, rue de Chevalot 75010 Paris, 10.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIE PÉTROLE**  
recherche pour la Région Parisienne

**agent de maîtrise transports**

chargé notamment :

- de la programmation et de la préparation des tournées de livraisons
- du suivi de l'activité des chauffeurs et de la surveillance du matériel roulant
- de divers travaux administratifs.

**FORMATION :** Baccalauréat technique ou niveau IUT.

Expérience de 5 ans dans la fonction transport souhaitée.

Rémunération annuelle de l'ordre de 50.000 Frs.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et références à N° 23561 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 03, qui transmettra.

**FRAIKIN** Société leader dans location de véhicules industriels recherche

**DANS LE CADRE DE SON EXPANSION**

**Directeurs de succursale et chefs de centre**

(de 5 à 40 personnes)

Ces postes sont offerts à des cadres, 30 ans minimum, ayant une expérience et une réussite réelle et pouvant assurer :

- développement commercial
- contrôle d'un atelier
- gestion administrative simple

Adresser C.V., manuscrit et photo s/réf. DCI à FRAIKIN S.A. - 191 av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY

**IMPORTANT ORGANISME SOCIAL**  
recherche d'urgence

**LICENCE en DROIT**  
**ECOLE NATIONALE DES ASSURANCES**

expérience indispensable de quelques années soit dans une Cie-Vie - soit chez un courtier pour son service d'intermédiation

Possibilités d'évolution vers poste d'encadrement Statut cadre - Nombreux avantages sociaux (13 mois 1/2 - mutuelle - restaurant d'entreprise)

Adresser C.V., photo, prétention à Mr P.M. 26 Bd de Sébastopol 75004 Paris qui transmettra.

French Engineer, Firm (Paris) desires contact rapidly

**CIVIL ENGINEERS**

Of British nationality with 10 years' experience in developing countries in works supervision in field of

**ENGINEERING STRUCTURES**

Interested Engineers, With a Knowledge of the French language, May be offered a long-term contract as independent consultant in a developing English-speaking country. (Kindly write (long hand letter, resume and annual comp.) Mentioning ref. address. N° 728/12, L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

**VALLAUREC EXPORT**  
21, av. Neuilly - Paris (16)  
Mme PORTE MAILLOT  
cable 006 Neuilly

recherche

**J.F. pour fonction de CORRESPONDANT COMMERCIAL**

**BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS**

- Steno et dactylo dans les deux langues
- Connaissances en commerce international souhaitées
- Libre immédiatement

Horaires souples - 42 h. semaine - Samedi libre - restaurant d'entreprise - Avantages sociaux - Tél. pour rendez-vous 747-11-20.

## offres d'emploi

**AT INSTRUMENTATION**

Bonnes connaissances électroniques, pneumatiques, anglais, expérience industrielle, maîtrise du milieu, possibilité de recherche pour service après-vente analyseurs automatiques Paris.

Votre salaire.

Déplacements provinciaux.

Env. C.V. sous n° 1520 à S. BIEU, 17, rue Labat, 93000 Vincennes.

**MITWIN**  
SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE recherche

**ESTIMATEUR CONFIRMÉ**

pour assurer la responsabilité d'un contrat dans les phases suivantes :

- Proposition
- Avant-projet
- Signature du contrat
- Établissement du budget

Un bon niveau de connaissances de l'ensemble des techniques requises en ingénierie sera apprécié (mécanisme, chaudronnerie, génie civil...).

5/10 d'expérience sont nécessaires.

Écrire sous la référence 287 à Direction du personnel, MITWIN, 10, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche

**JEUNE E.S.C.**

pour ses services Comptables et Financiers

Écrire avec C.V. et prét. sous n° 381 à CONTEXTE PUBLI, rue Jean-Jaures, 75007 PUTEAUX.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche

**UN CADRE COMPTABLE**

(25 ans min.), niveau supérieur. Le candidat devra posséder de solides qualités :

- Organisation
- De méthodes appliquées à l'information.

Expérience souhaitée auprès d'un transitaire ou commissionnaire en transports. - Écrire avec C.V., manuscrit, photo et prétentions sous n° 1522 à S. BIEU, 17, rue Labat, 93000 VINCENNES.

**SOCIÉTÉ AUDIPHA, TECHNIQUES NOUVELLES**, recherche

**CHEF COMPTABLE**

Bilan fiscal. Exp. min. 3 ans. Ecr. avec C.V. courriel à Jean KIJ, AUDIPHA S.A., 81, rue d'Alsace 93000 Courbevoie.

**MANPOWER**  
TRAVAIL TEMPORAIRE

**URGENT**

**2 PROGRAMMEUR, ASSEMBL.**

Formation PL1 assurée.

88, rue La Fayette - PARIS (9)  
Mme POISSONNIERE  
au GARE DU NOORD.

**CLINIQUE PSYCHIATRIQUE**  
77 - JOUARRE recherche

**INFIRMIÈRES (RES) D.E.**

Possibilité logement, nourriture. Téléphone. 022-06-75

**représent. offre**

Société Produits alimentaires recherche

**REPRÉSENTANT V.R.P.**

Pour vente produits du Périgord en région importante et la référence 77 5, votre curriculum vitae et vos prétentions à

**P. CANDES**  
Service Recrutement  
SOCOTEC, 17, place E.-Péret, 75738 Paris (19)

**capitaux ou pour proposition com.**

Divers bilans de 20 litres usés en quantité importante et véhicules militaires d'occasion ainsi que véhicules amphibies à vendre. Prix sur demande. Ecr. à MIZUBE, Post Box 82, D-3006 Burgwedel 1. R.F.A.

**propositions diverses**

**ETUD. I.N.L.C.O.** ch. chère chère q. h. de trav. par mois de 400.000. 171-20-71.

**traductions**

**Demande**

**TRADUCTRICE**  
EXPERIMENTÉE Italien-franc. anglais-franc. - Tél. 554-30-27.

**travail à domicile**

**OLIVE**

Cherch. TRADUCTEUR (FR) dactylo bilingue, expérimenté, capable de traduire à domicile - Tél. 1 256-04-76.

**Demande**

J. FME allemande fait traduct. à domicile, Français - Allemand. Tardif, cdt et infirm., rendus dactylographes dans les plus courts délais.

Écrire à Elise Brand, 39, rue La Quintinie, Paris-19.

## offres d'emploi

**MIT INFORMATIQUE**

Dans le cadre du développement de ses activités en France et à l'étranger, recrute le personnel TRES CONFIRMES suivants :

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

- 3 spécialistes mini-ordinateurs ;
- 2 spécialistes assistance personnel informatique.

**INGÉNIEURS EN ORGANISATION**

- 1 spécialiste gestion portuaire ;
- 1 spécialiste gestion production ;
- 1 spécialiste gestion de convoi.

**INGÉNIEURS SYSTÈMES**

- 1 spécialiste IBM 370 - OS ;
- 2 spécialistes IBM 68 - GBCOS.

**ANALYSTES**

- 3 spécialistes secteur distribution ;
- 1 spécialiste IBM OS + PL 1 + COBOL ;
- 1 spécialiste applications bancaires ;
- 1 spécialiste gestion des stocks.

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

- 5 IBM assembleur ;
- 3 PL 1 - OS ;
- 2 COBOL - OS + méthode Varian.

Adresser curriculum vitae détaillé + prétentions à MIT INFORMATIQUE, 8, r. du Balcon, 75009 Paris.

**secrétaires**

Filiale Française de Société Allemande cherche rapidement

**pour assister la Secrétaire de Direction**

**SECRÉTAIRE STENO-DACTYLOGRAPHIE**

pour travaux secrétariat, télé. réception et standard

Bilingue allemand-français indispensable.

Envoyer C.V. et photo sous réf. n° 15363 M. RECHES-PUSSIE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (9).

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
(2.000 personnes) recherche

pour son département étranger (à Madagascar, proximité Port d'Orléans)

**1 SECRÉTAIRE TRILINGUE**

Allemand-Anglais (niveau français)

- 40 heures/semaine ;
- Nombreux avantages sociaux ;
- Conditions de travail agréables.

Si cette offre vous intéresse adressez votre candidature sous la référence 77 5, votre curriculum vitae et vos prétentions à

**P. CANDES**  
Service Recrutement  
SOCOTEC, 17, place E.-Péret, 75738 Paris (19)

**Dactylos**

Mr Montmartre, Secrétaire, Bureau J. F. BONNE DACTYLO 25 ans min., bac ou niveau, sérieux, pour poste secrétaire sans steno, classement, télé. chère. LIBRE DE SUITE

Écrire avec C.V. et prétentions à

**PUBLICITE 25400**  
3, rue Saint-Pierre, 75002 Paris.

**DACTYLO EXPERIMENTÉE**

Classement, expédition courrier, 40 h. semaine, 15 m. 1/2. Se présenter exclusivement le matin

**Sté AGIR INTERNATIONAL**  
4, rue Brumet, 75017 Paris.

**Sténodactylo**

**SOCIÉTÉ PARIS 19**  
offre un poste de

**STENO-DACTYLO**

à pourvoir rapidement

La candidate retenue sera chargée de la gestion de personnel. Une première expérience vivement souhaitée, ainsi qu'une bonne maîtrise en steno et en dactylo. Vous devez posséder votre dernier diplôme (baccalauréat ou équivalent) en steno-dactylo. Envoyer C.V. et photo à

**L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS**

**ANNONCES DOMICILIAIRES** de vouloir bien indiquer habilement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressés et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

## demandes d'emploi

**GESTIONNAIRE - CHEF COMPTABLE**

**42 ANS - AUTODIDACTE**

25 ans d'expérience en 5 sociétés - Négocié de bois Ameublement - Chaudronnerie - Embouteillage à froid - Marquetterie - Concession automobiles 1800 VN.

**CHEFCHERCHER POSTE A RESPONSABILITES**

Région indifférente

Budgétaires toutes propositions

Paire offre à M. NEDERLE, 20, route de Port-Louis 59700 HENNEBON. - Téléphone : (97) 85-25-88.

**CADRE SUPÉRIEUR**  
DIPLOMÉ  
EXPER. CONFIRMÉE EN :

**GESTION ADMINISTRATIVE BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE**

dans diverses branches

**POSTE A RESPONSABILITES.**

EC. n° 77202 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**GRAPHISTE (27 ans)**

recherche

**PLACE STABLE**

**CREATION, MISE EN PAGE, RESPONSABLE DE LA QUALITE ARTISTIQUE, AUX DIFFERENTS STADES DE FABRICATION.**

**FRANCE ou ETRANGER**

Ecr. Christian ROGEL, 42, r. Chérol, 9400 CRETEIL. Tél. : 01-42-42 après 19 heures.

**CREDIT-BAIL IMMOBILIER**

Cadre de Direction, 35 ans, 5 ans exp. SICOM, mise en place et suivi adm. techn. juridique, fiscales des opérations, chère situation Paris. Banque ou Etablissements. Ecr. n° 1424, « le Monde », Pub., 5, r. des Italiens, 75002 Paris-9.

**TRADUCTRICE** Allem. franc. allemande, diplôme E.S.I.T. maîtrise linguistique appliquée, chère emploi. Ecr. sous n° 1460 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (9).

**CADRE H. 34 ans,**

**5 ans DIRECTION département INFORMATION ANIMATION RELATIONS EXTERIEURES.**

allemande, diplômes E.S.I.T. maîtrise linguistique appliquée, chère emploi. Ecr. sous n° 1460 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (9).

**JEUNE FEMME 26 ans,**

**KINESTHÉRAPEUTE**

D.E. 76 Libres 1<sup>er</sup> août, 5 ans DIRECTION département INFORMATION ANIMATION RELATIONS EXTERIEURES. Ecr. n° 1460 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (9).

**PROFESSEUR**

**MAITRISE D'ANGLAIS**

RECHERCHE

**POSTE RÉGIONALE EC. sans contrat**

**PARIS ou BANLIEUE**

**Tél. 584-72-71**

**DIRECTEUR - GESTION SECTEUR SOCIAL SANTE**

40 ans

cadre supér., expérience clin., maison de retraite

**ACTIVITES SIMILAIRES**

**COLLECTIVITE VACANCES**

**7440 PLATEAU-D'ASY.**

**STENO-DACTYLO**

**SOCIÉTÉ PARIS 19**  
offre un poste de

**STENO-DACTYLO**

à pourvoir rapidement

La candidate retenue sera chargée de la gestion de personnel. Une première expérience vivement souhaitée, ainsi qu'une bonne maîtrise en steno et en dactylo. Vous devez posséder votre dernier diplôme (baccalauréat ou équivalent) en steno-dactylo. Envoyer C.V. et photo à

**L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS**

**ADMINISTR. et FINANCIER**

Gde expér. gestion moderne à haut niveau, ch. poste à respons. Ecr. M. Richens, 46 bis, rue des Orties, 92200 RUELLY-MALMAISON. Tél. : 167-80-48.

**SECRÉTAIRE**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

**BUREAU, TELEPHONE CH. RESPONSABILITES**

**AGENCE REGIONALE LYON**

Ecr. n° 77599 M. Régis-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**ARCHITECTE**

35 ans

disponible immédiatement, 13 ans expérience variée. Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référence 67347.

**Agenda du Monde**

répertoire le MARDI 7 (daté 8) SEPTEMBRE

Les annonces peuvent être adressées dès maintenant, soit par courrier ou journal, soit par téléphone au 296-15-01.

les annonces classées du

# Monde

sont reçues par téléphone

**du lundi au vendredi**

**de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures**

**au 296-15-01**

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

مكتبة العالم







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## BILLET

### La bataille pour le contrôle de la Mixte Le temps de la négociation ?

Un nouveau rebondissement est intervenu lundi dans la bataille pour le contrôle de la Compagnie de navigation mixte. La Société navale chargeurs Delmas-Vieljeux (S.N.C.D.V.), qui convoque cette entreprise depuis le mois de mai dernier et avait décliné, après une première tentative infructueuse, de jeter sur un prix unitaire et uniforme de 260 F (le Monde du 25 août) deux nouvelles O.P.A., — l'une sur une partie des actions anciennes comportant le capital de la Mixte, et l'autre sur les actions nouvelles créées par la Mixte pour rémunérer les apports de la filiale Le Monde S.A. — vient de se voir opposer un refus catégorique par le ministère de l'économie et des finances, lequel, au surcroît, enjoint de lancer une O.P.A. à 140 F sur les actions nouvelles (le Monde du 30 août).

M. Tristan Vieljeux, P.-D. G. de la S.N.C.D.V., a fort mal pris la chose. Pour lui, cette décision résout rien et laisse pendre tous les problèmes juridiques soulevés par le président de la Mixte : « Inique », à la fois pour les propriétaires des actions nouvelles de la Mixte qui risquent d'être pénalisés et pour la S.N.C.D.V., qui l'on semble vouloir retirer les moyens d'atteindre son objectif initial : « lourde de conséquences pour l'avenir » parce qu'elle pourrait donner une image peu heureuse du marché boursier de Paris et freiner le développement de la pratique des O.P.A. Pour faire bonne mesure, M. Vieljeux a encore ajouté : « Pour ma part, je crois plutôt que les pouvoirs publics, pensant de bonne foi faire une espèce de jugement de Salomon, ne paraissent pas s'être servi de la cuvette de Ponce Pilate. » Voilà qui est clair.

Rue de Rivoli, on n'en est pas moins formel : les projets soumis par Delmas-Vieljeux sont contraires à la lettre et à l'esprit de la réglementation en vigueur. En effet, dans la mesure où la première offre publique d'achat à 140 francs ne pouvait s'adresser aux actions nouvelles de la Mixte en cours d'échange, la seconde à 260 francs sur les actions anciennes ne peut juridiquement s'en dissocier. Il s'agit donc d'une seule et même opération.

Dès lors, cette seconde O.P.A. est doublement irrecevable : 1) parce qu'elle est faite à un prix supérieur alors que le surcroît aurait dû être formellement d'un tiers de la cote de la première O.P.A. ; 2) parce que le groupe Delmas-Vieljeux a réduit à 300 000 le nombre de titres qu'il se propose de racheter. Comme il s'agit, d'autre part, engagé à traiter sur le même pied d'égalité les nouveaux actionnaires, l'annonce qui lui est faite répond au souci de les désintéresser. Le prix de 140 F,

indiqué-on, n'est qu'un plancher. Rien n'empêche Delmas-Vieljeux de porter l'enchère à un niveau plus élevé. M. Vieljeux conteste naturellement cette interprétation des faits, affirmant que l'O.P.A. à 260 francs sur les actions nouvelles correspond bien à cet engagement et que la seconde sur les 300 000 actions anciennes constitue une opération parfaitement distincte de la première.

Manifestement, l'on ne parle pas le même langage. Rue de Rivoli et avenue Malignon, au siège de Delmas-Vieljeux. Et tandis que d'un côté l'on affirme encore que les O.P.A. à répétition ne sont pas d'usage, de l'autre l'on assure que le montage de cette double opération a reçu l'accord des autorités boursières (COB, chambre syndicale) et du Trésor. Ce que la COB dément formellement. — Delmas-Vieljeux n'observe pas la règle du jeu.

« Nous l'avons au contraire scrupuleusement appliquée », rétorque M. Vieljeux, qui qualifie de « très douteuse » la structure du capital de la Mixte, faisant allusion à des rachats de titres effectués en sous-main par des sous-filiales, ce que la loi interdit. D'après lui, six cent mille actions Mixte auraient été ainsi acquises. Mais, lors de la première O.P.A., le groupe Delmas-Vieljeux n'avait-il pas commis aussi une sorte de détournement de procédure, en s'empressant de ramasser des titres sur le marché sans attendre le résultat de son O.P.A. ?

Décidément, la réglementation des O.P.A. en France mérite d'être sérieusement révisée pour éviter le retour à une pareille confusion. En attendant, M. Marc Fournier, président de la Mixte, se trott les mains. Mais cet épisode est-il le dernier du feuilleton de la Mixte ? Rien n'est moins sûr, bien que Delmas-Vieljeux paraisse peu désireux de racheter les 174 850 actions nouvelles.

« Avec notre allié, M. Yves Chegaray, nous détenons un peu plus de 33 % du capital de la Mixte. Il s'en faut de peu que nous n'ayons la majorité de blocage », a rappelé M. Vieljeux, qui ne semble pas avoir renoncé à prendre le contrôle de l'affaire. « Nous avons le temps et les moyens. » Mais comment pourrait-il parvenir à ses fins ? M. Fournier et ses amis continuent d'affirmer, plus de 50 % du capital de la Mixte. Il ne reste pratiquement plus d'actions dans le public. Alors ? M. Vieljeux espère-il déboucher certains des « alliés » de M. Fournier ? A moins que les pouvoirs publics n'interviennent discrètement pour mettre un point final à une bataille boursière qui, c'est le moins que l'on puisse dire, a mis en évidence les insuffisances de la législation.

ANDRÉ DESSOT.

## MONNAIES

### LES SUITES DE LA SORTIE DE LA COURONNE SUÉDOISE DU « SERPENT »

La Commission des Communautés européennes, dans un communiqué publié lundi 29 août, à Bruxelles, s'élève contre la manière dont a été prise la décision de dévaluer la couronne suédoise, de 5 %, la couronne danoise. Elle a regretté que les États membres concernés n'aient, une fois de plus, pas respecté la procédure prévue par la décision du 18 février 1974, laquelle exige la consultation préalable des autres pays de la C.E.E.

La Banque nationale d'Autriche a déclaré, lundi, dans un communiqué que le schilling ne suivrait pas la dévaluation des couronnes scandinaves. La devise autrichienne ne fait pas partie formellement du « serpent », mais les autorités monétaires de Vienne établissent le cours par référence à un système d'indices, basé sur les monnaies du « serpent » (le deutschemark ayant, et de loin, la plus forte pondération : 69 %) et le franc suisse.

L'agence Tass écrit que la décision suédoise, tout comme celle qu'avait prise la France dans le même sens, en mars 1976, prouve à l'échec des tentatives de coopération, qui devraient conduire à l'union économique et monétaire des pays de l'Europe de l'Ouest.

Fermeture du marché des changes islandais. — A la suite de la décision prise par la Suède de faire passer la participation de sa devise au serpent européen, les autorités monétaires islandaises ont fermé le marché des changes islandais.

### HELSINKI : dans l'attente d'un programme.

Helinski. — A la suite de la dévaluation des couronnes suédoise, danoise et norvégienne, le gouvernement finlandais n'a encore pris aucune décision quant au mark finlandais. Dans une déclaration faite dans la soirée du lundi 29 août, le premier ministre M. Kalevi Sorsa, a rappelé que l'objectif du gouvernement était de trouver l'unanimité la plus large possible sur les mesures à prendre, quel que soit le taux de dévaluation à adopter.

En raison des implications qu'engendrerait sur les accords syndicaux une dévaluation (voir nos éditions d'hier) — fortement réclamée, d'autre part, par l'industrie exportatrice — il semble bien que la seule solution soit l'adoption d'un « programme » comprenant un ensemble de mesures économiques, qui pourrait être rendu public au plus tard mercredi 31 août. — P. F.

ERRATUM. — Une coquille nous a fait écrire dans les premières éditions d'hier que le premier ministre de Finlande était M. Sorsa. C'est évidemment M. Sorsa qu'il fallait lire.

## EN DÉPIT DE LEUR CONTROVERSE

### La C.F.D.T. et la C.G.C. s'accordent à réclamer des précisions aux partis politiques

La polémique sur le resserrement de l'éventail des salaires s'est poursuivie, le 29 août, entre MM. Edmond Maire (C.F.D.T.) et Yvan Charpentier (C.G.C.), intervenant successivement à France-Inter et Antenne 2. Le réajustement préconisé par la C.F.D.T. a été de 3,3 % des cadres. Les autres, 30 %, bénéficieraient, en fait, d'une progression de leur pouvoir d'achat. Le syndicaliste estime qu'il y a « quatre cent mille personnes en France qui gagnent plus de 20 000 francs par mois. » Ce sont ces personnes que nous réajustons, a-t-il poursuivi, regrettant que le parti socialiste et le parti communiste n'aient pas défini une politique à l'égard des hauts revenus.

M. Maire, a relevé les réactions de M. Yvan Charpentier, président de la C.G.C., qui avait déclaré que la C.F.D.T. voulait instaurer « la dictature du prolétariat ». La C.G.C. consacre toute son attention à la défense d'une petite

minorité de cadres supérieurs. Elle se situe du côté de la monarchie dans l'entreprise et de la défense des privilèges dans du patronat. M. Charpentier a déclaré, de son côté, qu'il ne mieux se déterminer, lors de l'échéance électorale de mars 1978, les salariés doivent obtenir davantage d'explications sur les intentions des partis dans les domaines économiques et sociaux.

A cet effet, la C.G.C. demande la mise en place d'une « commission politique » des plates-formes des partis, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition. M. Charpentier a déclaré qu'il partageait les positions de MM. Seguy et Maire sur la nécessité pour les travailleurs d'être mieux « éclairés ».

M. Maire, en particulier, veut savoir ce que ces programmes « nous apportent ou nous retiennent », a-t-il insisté.

Les électriciens C.G.T. et C.F.D.T. feront grève une heure le 6 septembre, jour de reprise des discussions salariales. Ils estiment, en effet, qu'il ne s'agit que d'une « parade ». Le mouvement n'aura pas de répercussions pour les usagers.

### LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS PAYÉS À L'HEURE N'A PAS AUGMENTÉ DEPUIS UN AN

Le ministère du travail a confirmé dans la soirée du lundi 29 août les salaires horaires de deux premiers trimestres de l'année. Les hausses de 3,3 % et de 3,3 % enregistrées durant les deux premiers trimestres de cette année ne correspondent, compte tenu de la hausse des prix, qu'à une élévation du pouvoir d'achat du salaire horaire de 0,6 % en six mois.

Les années précédentes, la hausse du pouvoir d'achat du salaire horaire avait été sensiblement supérieure durant le premier trimestre : 4,23 % en 1973, 2,80 % en 1974, 3,33 % en 1975 (mais la baisse de la durée du travail avait compensé presque entièrement cette progression) et 3,68 % en 1976.

La durée hebdomadaire du travail est restée stable : 41,5 heures, comme au premier trimestre, mais en baisse de 0,4 heure (0,9 %) en un an. Compte tenu de cette diminution du temps de travail, la hausse du salaire hebdomadaire, selon le ministère, a été en un an de 10,3 %, taux qui est exactement celui de la hausse des prix en un an. Le pouvoir d'achat effectif des salariés payés à l'heure n'a donc pas augmenté.

Au deuxième trimestre, les effectifs des entreprises industrielles et commerciales de dix salariés et plus ont augmenté de 0,6 % en un an.

## FAITS ET CHIFFRES

### Energie

L'Organisation des pays arabes des pétroles (O.P.A.P.) se réunira le 31 août en session ordinaire à Taef, résidence d'été des monarchies saoudiennes. Aucune indication n'a été fournie sur l'ordre du jour de la conférence, qui sera complétée par une réunion du comité juridique de l'O.P.A.P. Cette dernière a été qualifiée d'importante par le cheikh Yamani.

### Matières premières

M. Rodolphe Adada, ministre congolais des mines et de l'énergie, devait être reçu ce mardi 30 août par M. Giscard d'Estaing. M. Adada dirige la délégation de son pays aux négociations franco-congolaises sur les potasses, qui se sont ouvertes la semaine dernière à Paris. L'interruption par la France de l'exportation de la potasse congolaise avait donné lieu à de vives tensions entre les deux pays (le Monde du 20 janvier 1977).

**SUISSE**  
VILLARS-SUR-OLLON  
altitude 1.300 m  
**A VENDRE**  
dans domaine privé avec environnement protégé  
**APPARTEMENTS DE LUXE**  
dans  
**CHALET TYPIQUES**  
de 5 à 10 appart. seulement  
VUE PANORAMIQUE  
Crédit 50% sur 20 ans intérêt 6%  
Directement du constructeur  
**IMMOBILIÈRE DE VILLARS SA**  
Case postale 62  
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON  
Tél. 026/31039 et 32206

## SALAIRES

### Pourquoi un nouveau retard dans la fonction publique ?

A trois jours du rendez-vous qu'il avait fixé aux sept fédérations de la fonction publique, M. Ligot, secrétaire d'Etat chargé de ce secteur, a fait savoir que la discussion sur les salaires ne reprendrait pas, comme prévu, le 1<sup>er</sup> septembre. Elle a été reportée à une date indéterminée, ce retard étant, selon lui, dû à « une question de retour de vacances de certains experts gouvernementaux ».

Cette explication serait fort préoccupante s'il fallait lui accorder crédit. Quelle confiance accorder, en effet, aux études et prévisions économiques et sociales d'experts qui n'auraient même pas su programmer leurs congés en fonction d'une rencontre annoncée depuis le mois de juillet et qu'attendait plus de deux millions de salariés directement concernés (sans parler des autres) ? Et que penser de l'autorité d'un ministre qui n'aurait pas su faire respecter un calendrier ?

En fait, faut-il considérer, avec les fonctionnaires C.F.D.T., que M. Barre a eu peur que soit fait publiquement, dès septembre, le bilan de sa politique désastreuse et qu'après avoir laissé

passer la trêve estivale, il tente d'attendre la trêve des confiseurs ? Le report des négociations n'est pas fait, en tout cas, pour améliorer le climat déjà tendu dans lequel les syndicats attendent les nouvelles propositions gouvernementales. En juillet dernier, lors du dernier « tour de piste » sur le sujet, le secrétaire d'Etat avait laissé entendre que si certains objectifs économiques étaient atteints — notamment, une hausse des prix annuelle limitée à 8 % et une augmentation de la production de 3,5 % — le gain du pouvoir d'achat des travailleurs de la fonction publique serait de 1 %.

Ces chiffres n'étant plus vraisemblables aujourd'hui, le gouvernement doit réviser ses hypothèses de travail s'il veut convaincre ses interlocuteurs qu'il ne leur offre pas un marché de dupes. Même s'il ne parvient pas à obtenir leur signature, il lui faut au moins, par le style, montrer que les discussions promises servent à autre chose qu'à préparer un paragraphe d'auto-satisfaction dans les discours électoraux du printemps prochain. — J.R.

## EMPLOI

### La montée du chômage

(Suite de la première page.)

Quinze jours se passent sans que l'agence puisse satisfaire sa demande. En revanche, il reçoit — par quel « hasard » ? — de maintes reprises prononcées par le premier ministre et le ministre du travail, l'organisation de la rue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie dément formellement être à l'origine de la campagne, mais, dans une note interne du C.N.P.F. relatant une réunion du 19 juillet, on lit ces propos de M. Yvon Chotard : « Dans les prochaines semaines, notamment grâce à l'action qui est menée localement par les D.E.F.P., relativement à certains scandales à propos des offres et des demandes d'emploi, et sera menée une vaste campagne qui visera à transformer la préoccupation des chiffres ».

« C'est un vieux problème souvent évoqué ici-même, de mettre, d'une part, l'accent sur les réalisations, car elles sont nombreuses, et, d'autre part, sur le problème des flux plutôt que sur celui des stocks, et également de débarrasser les statistiques d'un certain nombre d'éléments qui ne donnent pas la réalité des choses ».

Cette campagne a été amplifiée par une enquête de l'INSEE qui révèle que 12 % des demandes d'emploi en fin de mois (D.E.F.M.) ne devraient pas figurer sur la liste de l'Agence pour la bonne raison qu'ils ont déjà retrouvé un emploi. Comment expliquer qu'ils n'aient pas été radés ?

M. Guy Métails plaide non coupable : 51 % des chômeurs pointent tous les quinze jours dans les bureaux de l'Agence pour le problème de l'emploi. M. Guy Métails ne signale pas les « cas singuliers » qu'à la deuxième absence consécutive lors du pointage, ce qui représente un délai d'un mois. Compte tenu du temps nécessaire aux transmissions administratives, il s'écoule régulièrement six à sept semaines avant que l'Agence soit avertie que tel demandeur d'emploi ne l'est plus.

Restent les « vrais faux chômeurs ». Il en existe, c'est certain, comme il existe des fraudeurs du fisc. On peut toujours

complaisamment entretenir — sinon orchestrer — les pouvoirs publics et le C.N.P.F. Les expressions « faux chômeurs » ou « refuseurs d'emploi » ont été à maintes reprises prononcées par le premier ministre et le ministre du travail. L'organisation de la rue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie dément formellement être à l'origine de la campagne, mais, dans une note interne du C.N.P.F. relatant une réunion du 19 juillet, on lit ces propos de M. Yvon Chotard : « Dans les prochaines semaines, notamment grâce à l'action qui est menée localement par les D.E.F.P., relativement à certains scandales à propos des offres et des demandes d'emploi, et sera menée une vaste campagne qui visera à transformer la préoccupation des chiffres ».

« C'est un vieux problème souvent évoqué ici-même, de mettre, d'une part, l'accent sur les réalisations, car elles sont nombreuses, et, d'autre part, sur le problème des flux plutôt que sur celui des stocks, et également de débarrasser les statistiques d'un certain nombre d'éléments qui ne donnent pas la réalité des choses ».

Cette campagne a été amplifiée par une enquête de l'INSEE qui révèle que 12 % des demandes d'emploi en fin de mois (D.E.F.M.) ne devraient pas figurer sur la liste de l'Agence pour la bonne raison qu'ils ont déjà retrouvé un emploi. Comment expliquer qu'ils n'aient pas été radés ?

M. Guy Métails plaide non coupable : 51 % des chômeurs pointent tous les quinze jours dans les bureaux de l'Agence pour le problème de l'emploi. M. Guy Métails ne signale pas les « cas singuliers » qu'à la deuxième absence consécutive lors du pointage, ce qui représente un délai d'un mois. Compte tenu du temps nécessaire aux transmissions administratives, il s'écoule régulièrement six à sept semaines avant que l'Agence soit avertie que tel demandeur d'emploi ne l'est plus.

Restent les « vrais faux chômeurs ». Il en existe, c'est certain, comme il existe des fraudeurs du fisc. On peut toujours

citer le cas de telle ou telle personne qui touche des allocations-chômage tout en exerçant un emploi. « Au noir » le plus souvent. Ces abus doivent être réprimés. Quant à avoir eu un haut salaire, avoir été licencié et percevoir désormais les « 90 % », rien là que de très légal ne justifiant pas la campagne menée dans certains milieux contre les « millionnaires du chômage ».

Les pouvoirs publics devraient surtout se préoccuper du fait que les licenciements pour cause économique ont doublé au cours de ces derniers mois par rapport à l'an dernier.

Combien sont finalement les « faux chômeurs » ? M. Raymond Barre a reconnu, au cours de son « tour de France de l'emploi », qu'ils étaient « très limités ». On admet, au cabinet de M. Christian Beullac, qu'ils n'ont « pas de valeur statistique », mais qu'ils posent « un problème moral ». On attend donc avec curiosité quelles sortes de mesures le gouvernement pourra prendre pour dépister ces fraudeurs. Les statistiques du chômage ne devraient pas s'en trouver sensiblement déformées, et M. Georges Seguy, qui doit annoncer, dans son discours de rentrée du 8 septembre, une vaste action de la C.G.T. sur le problème de l'emploi, notamment dans la région parisienne, s'en tient toujours, pour ce qui le concerne, au chiffre de 800 000 chômeurs — selon l'interprétation érigée de la détermination du chômage par le Bureau international du travail — avant la fin de l'année.

« On jongle ou non avec les statistiques, ce n'est pas, comme le dit un haut fonctionnaire du ministère du travail, « en cassant le thermomètre qu'on supprime la fièvre ».

MICHEL CASTAING.

## LE TAUX D'INTERET DES EURODEVISES

	Océan	Deutschebank	Ft. suisse	Ft. français
30 jours	5 1/2	6 1/2	3 7/8	4 7/8
1 mois	5 7/8	6 3/4	3 3/4	4 1/4
3 mois	6 1/8	6 5/8	3 3/4	4 1/4
6 mois	6 3/8	6 7/8	3 3/4	4 1/4

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**GROUPE CIC**  
14 banques régionales  
1 groupe national

**EMPRUNT 1977**  
**220 000 000.**  
en 200 000 obligations  
de 1 000 F nominal  
à échéance le 15/09/85  
à un taux d'intérêt de 11,30 %  
par obligation  
— intérêt annuel : 113 F par titre  
— amortissement au pair, en 10 séries annuelles égales, à partir de 1977

**Taux d'intérêt 11,30%**  
**Rendement actuariel brut 11,44%**

10 banques du groupe CIC participent à l'emprunt : Banque de France, Caisse d'Alger, Caisse d'Amiens, Caisse d'Angers, Caisse d'Arles, Caisse d'Avignon, Caisse de Bordeaux, Caisse de Caen, Caisse de Clermont-Ferrand, Caisse de Dijon, Caisse de Grenoble, Caisse de Lille, Caisse de Lyon, Caisse de Marseille, Caisse de Montpellier, Caisse de Nancy, Caisse de Nantes, Caisse de Nice, Caisse de Orléans, Caisse de Paris, Caisse de Pau, Caisse de Rennes, Caisse de Rouen, Caisse de Saint-Étienne, Caisse de Strasbourg, Caisse de Toulon, Caisse de Toulouse, Caisse de Valenciennes, Caisse de Versailles, Caisse de Vichy, Caisse de Yverdon.





## LES MARCHÉS FINANCIERS

## Pourquoi un nouveau retour dans la fonction publique

**PARIS**  
29 AOUT

**falme et maussade**

La Bourse n'a pas, cette fois encore, fait à ses habitudes. La première séance de la semaine s'est, de ce fait, déroulée dans le calme et les valeurs françaises, bien qu'assez résistantes sur le fond, se sont plutôt orientées à la baisse, si bien qu'à la clôture l'indicateur américain était en recul de 0,4 % environ.

Trois compartiments seulement se sont alourdis : les magasins de la métallurgie et les pétroles, la construction électrique, pour toujours la première attaquée étant, au contraire, en léger progrès.

Ailleurs, hausses et baisses, de faible ampleur la plupart du temps, se sont à peu de chose

près équilibrées. Au total, un quarantaine de titres ont fléchissé de façon sensible (1 % et plus) et moins de trente ont monté. Eurafiance (+ 5,6 %) et U.T.I. (+ 4,5 %) ont réalisé les meilleures performances, et U.F.E. (- 4 %) et Prénatal (- 3,5 %)

les plus mauvaises  
« Le mauvais indice des prix pour juillet passe mal. Cette réflexion entendue autour de la corbeille explique peut-être, pour partie, l'allure plutôt maussade du marché après son excellent par-

cours de la semaine passée. Et  
fait, tout se passe, semble-t-il  
comme si la Bourse, quand même  
peu vaillante ces derniers temps,  
malgré les progrès accomplis  
cherchait à reprendre des forces.  
Ce n'est certes pas la rumeur la

Sur le marché de l'or, lui aussi très calme, le lingot a gagné 205 F à 23 695 F. Le napoléon en revanche a perdu 0,20 F.

Aux valeurs étrangères, bon tenue des mines d'or et même des américaines.

**Taux du marché monétaire**  
Effets privés ..... 8149

---

## LONDRES

Un mouvement de reprise s'amorce mardi matin à la réouverture du marché fermé la veille pour le « Bank holiday ». Après une demi-heure de cotation, l'indice des Industrielles marquait une avancée de 3,1 points, à 487,6. Raffermissement des fonds d'Etat et des mines d'or.

OR (converters) (dollars) : 145 65 contre 145		
	CLOTURE 29/8	COURS 30/8
Beecham .....	802	813
British Petroleum .....	186	194
De Beers .....	116	117
Do Moors .....	271	270
Imperial Chemical .....	407	412
Kia Tsim Zinc Corp. ....	206	206
Shell .....	578	579
Siemens .....	158	163
Wor Loco 3 1/2 % .....	31 2	31 5/8
West Indian Ind. ....	20 1/4	20 3/8
Woolworth Holdings .....	17	17 1/8

(\*) En dollars U.S.  
net de prime sur dollar investment.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**BAYER.** — Les résultats de la firme de Leverkusen pour le premier semestre ne sont pas plus satisfaisants que ceux de ses concurrents Hoechst et B.A.S.F. La société enregistre également une baisse de ses bénéfices avant impôts de 4,8 % 434 millions de deutschemarks pour Bayer-AG et de 4,1 % à Bayer Mondel. Les chiffres d'affaires sont en faible augmentation atteignant respectivement 5 285 millions de deutschemarks (+ 5 %) et 11 024 millions de deutschemarks (+ 4,5 %).

Selon la direction, les résultats plus que médiocres de la société-mère sont imputables à la baisse des prix intervenue durant le second trimestre, à l'utilisation réduite des capacités de production et, en règle générale, à la hausse des coûts salariaux en particulier, qui ont agi

Le montant des investissements du groupe pour l'exercice 1977 se monte à 1 700 millions de deutschemark.

**PARIS-FRANCE.** — Pour les sept premiers mois de l'exercice 1977, le chiffre d'affaires réalisé par l'ensembles des magasins, implantés principalement en province, s'élève à 7 %.

1 dollar (en rous)	256 85	257
--------------------	--------	-----

\_\_\_\_\_

## NEW-YORK

### Reprise technique

La semaine s'est ouverte à V...  
 met sur une note un peu p...

couragante. Après plusieurs séances de balles, les cours se sont redressés lundi et, en clôture, l'indice industriel enregistrait une hausse de 8,67 points à 884,09. Deux facteurs ont, semble-t-il, influencé le marché : un article du « Wall Street Journal » selon lequel l'administration Carter se désolait qu'après le ralentissement du nom le singulier récemment

... non la recession), escompte, l'activité économique repartira très vite en 1978; l'apparente stabilité des taux d'intérêt qui laisse penser que la Réserve fédérale ne durcira pas son avantage sa politique monétaire après avoir relevé le taux d'escompte.

Ces éléments n'ont cependant vainement convaincu les opérateurs. Une majorité d'entre eux se montre toujours très réticente à s'engager comme en témoigne la maigreurs des transactions. Au total, 15,28 milliards de titres ont changé de mains contre 8,48 millions vendredi.

[illegible]

\_\_\_\_\_

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1970)  
26 août 25

Valeurs françaises ..	90,6
Valeurs étrangères ..	98,9

Cie DES AGENTS DE CHAN  
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général ..... 59,4

\_\_\_\_\_

REMARQUES	Cours	Dernier	REMARQUES	Cours	Dernier	REMARQUES	Cours	Dernier	REMARQUES	Cours	Dernier

[illegible]

**BOURSE DE PARIS - 29 AOUT - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture de la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions, entre 14 h. 15 et 14 h. 30, la cotation des valeurs qui ne peuvent être considérées comme l'assortiment des derniers cours de l'après-midi.

Les cours des valeurs étrangères sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés en francs belges. Les cours des actions sont exprimés en francs belges. Les cours des obligations sont exprimés																							
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS**

22000000

COTE DES CHANGES | COURS | MARCHÉ LIBRE DE L'

COTE DES CHANGES		DES BILLETS		MARCHÉ LIBRE DE	
MARCHE OFFICIEL	COURS péc.	COURS 28 8	de 100 fr entre banques	MONNAIES ET DEVISES	COURS péc.
Etats-Unis (50 \$)	4 901	4 903	4 878	Dr. des Indes en Hongr.	23460
Etats-Unis (100 \$)	211 670	211 700	211	Dr. fin. (Indes en Hongr.)	23490
Belgique (100 fr.)	200 210	200 230	200	Plèce française (20 fr.)	248
France (100 fr.)	81 330	79 730	80	Plèce belge (20 fr.)	263 50
Allemagne (100 M.)	111 650	111 650	111 650	Plèce suisse (20 fr.)	218
Suède (100 kr.)	92 470	92 570	92 565	Union latine (20 fr.)	206 20
Grande-Bretagne (100 £)	5 542	5 543	5 540	Plèce de 20 dollars	1191
Grande-Bretagne (5 £)	110 840	110 840	110 840	Plèce de 10 dollars	593 80
Italie (1 000 lire)	206 740	206 900	206	Plèce de 50 pesetas	553 60
Italie (100 lire)	206 740	206 900	206	Plèce de 50 pesetas	553 60
Autriche (100 sch.)	206 740	206 900	206	Plèce de 10 florins	214
Espagne (100 pes.)	16 685	16 685	16		
Portugal (100 esc.)	16 685	16 685	16		
Canada (5 can.)	4 556	4 556	4 535		



# Le Monde

RENTREE DIFFICILE

## 3190 licenciements ont déjà été annoncés dans la sidérurgie lorraine

Déjà par les ouvriers sidérurgistes et les mineurs de fer de vingt départements, cinq cents travailleurs ont rencontré, ce mardi 30 août, à Paris, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste. A cette occasion, le P.C. entend réaffirmer la nécessité de la nationalisation de l'industrie sidérurgique française.

Metz. — Une certaine confusion règne actuellement au sein du personnel des entreprises sidérurgiques de l'est de la France. A l'origine de celle-ci, l'annonce, le 3 août, à Hayange, par le groupe Sacilor-Sollac, de deux mille cinq cents licenciements pour la fin du mois de juin 1978. Cette annonce a provoqué une vive réaction du syndicat F.O., le seul qui ait signé, le 3 juin 1976, la convention sociale de la sidérurgie. « De telles pratiques ne relèvent ni de l'esprit ni de la lettre de la convention sociale. Le patronat a inversé le processus, il a annoncé les licenciements sans avoir commencé à appliquer le dispositif prévu pour les éviter », déclare F.O. De son côté, M. Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie française, laisse entendre que ce chiffre n'était qu'une « éventualité » et qu'il pouvait « ne pas être atteint ».

Ces prises de position ont profondément dérangé les sidérurgistes qui, dans leur grande majorité, n'arrivent pas encore à admettre le fait que la sidérurgie puisse licencier, ce qu'elle n'a jamais fait depuis la guerre. La preuve en est que bon nombre de personnes refusent les propositions de mutation ou d'embauche dans d'autres sociétés.

Une chose est certaine : le patronat lorrain n'a guère apprécié l'intervention de M. Ferry. Sa position est claire : « Nous n'avons jamais varié de position. Le groupe Sacilor-Sollac doit procéder à la suppression de neuf mille emplois. Les mesures de réduction à l'âge prévues dans le cadre de la nouvelle convention ne suffisent pas. Il faut donc procéder à des licenciements. Nous ne pouvons pas attendre notre objectif sans y recourir. Les procédures de licenciements sont déjà engagées. » En fait, le calcul fait par

### De notre correspondant

Sacilor-Sollac est relativement simple : 5 500 personnes environ seront touchées par les mesures de la convention sociale ; 1 000 environ pourraient accepter de partir volontairement ; le reste, soit environ 2 500 personnes, devra donc être licencié.

Cela a été confirmé le jeudi 28 août lors des réunions des comités d'établissement des différents usines du groupe. La ventilation de ces licenciements est maintenant connue : 400 à Sollac, 2 100 à Sacilor, qui se répartissent ainsi : 140 aux fonderies d'Arc-sur-Meuse, 750 à Knutange, 550 à Rombas, 50 à Hagondange, 75 à Hornoy, 40 dans les services organisation, 220 à la direction des installations, 45 à la direction métallurgie, 60 au service informatique administration, 90 à la direction administrative générale, et enfin 80 à la direction du personnel ; 700 employés techniques et agents de maîtrise sont concernés par cette vague de licenciements.

De son côté, le groupe Usinor a également annoncé de façon très précise ses intentions. A Thionville, les effectifs, qui étaient encore de 2 850 ouvriers, agents et techniciens au 1<sup>er</sup> août, baisseront progressivement pour atteindre 2 510 au 1<sup>er</sup> septembre et moins de 800 au 1<sup>er</sup> janvier prochain. Parmi ces derniers, une certaine d'élèves d'un collège technique. Outre les départs naturels et volontaires, cette déflation sera obtenue, selon la direction d'Usinor, par des mutations (200 environ dans le Nord, 150 à Fos-sur-Mer et 450 à Longwy le 1<sup>er</sup> septembre). Huit cents autres emplois devraient être disponibles à Longwy l'année prochaine à la suite des départs des personnels âgés de cinquante-cinq ans et huit mois. Quant aux licenciements, ils ont déjà touché 190 ouvriers et agents techniques locaux « nous avons un sort des immigrés ayant moins de dix années d'activité. Une seconde vague de licenciements est prévue. Elle concerne le personnel qui aura refusé deux offres de mutation. Dix-sept personnes sont déjà dans ce cas. Mais ce nombre augmentera encore... », selon Usinor, une vingtaine de dossiers de ce type devraient être ouverts chaque mois jusqu'à la fin de l'année.

Autre unité durement touchée par ces mesures, l'usine de Longwy de la compagnie Chiers-Chellain. De 3 740 personnes au 1<sup>er</sup> juin, l'effectif a été ramené à 2 491 travailleurs au cours de cet été qui a vu l'annonce de 543 licenciements. En fin de programme, cette usine ne devrait plus compter que 1 950 salariés. Au total, dans l'état actuel des choses, ce sont donc 3 190 licenciements qui ont déjà été annoncés officiellement en Lorraine, dans le cadre du plan de restructuration de la sidérurgie qui, comme on le sait, prévoit la suppression de 13 000 emplois dans cette région d'ici à 1978.

### Une épée de Damoclès

L'annonce de cette vague de licenciements a provoqué évidemment des réactions syndicales très dures. « On peut remarquer l'impopularité et le dévouement des dirigeants, mais on ne peut pas leur reprocher de démentir. Tout est fait pour prendre de vitesse M. Camous, chargé par le gouvernement de contrôler la sidérurgie. Celui-ci sera ainsi mis devant le fait accompli. » Telle est l'opinion de l'ensemble des organisations syndicales.

Une autre explication est fournie par la C.F.D.T. : « Il ne faut pas perdre de vue que, pour le groupe Sacilor-Sollac, les fonds promis par le gouvernement (800 millions de francs), ne sont toujours pas annoncés officiellement alors que c'est fait pour Usinor. Sacilor-Sollac, comme l'a fait Usinor pour obtenir cet argent, fait pression en annonçant les licenciements. Le ministre du Travail risque ainsi que ces licenciements ne soient pas acceptés en l'état actuel des choses. L'état actuel des choses compte deux éléments : Sacilor-Sollac pour entamer sa procédure de licenciement entraîne le licenciement effectif du plus grand nombre (compte tenu des détails de procédure et de préavis), dans les semaines précédant les élections législatives de mars 1978. Ce sera du plus mauvais effet pour les candidats qui soutiennent le gouvernement, celui-ci étant d'accord pour

## LE PROJET DE BUDGET POUR 1978

### Les prix de l'essence et du tabac seraient majorés l'an prochain

#### Augmentation envisagée de la vignette auto

Un effort fiscal supplémentaire va être demandé aux Français l'année prochaine pour limiter le déficit budgétaire. Telle est la principale décision qui a été prise au cours du conseil restreint qui s'est tenu lundi 29 août à l'Élysée, conseil auquel participaient, outre le président de la République, MM. Raymond Barre, Robert Boulin et le secrétaire d'État au budget, M. Pierre Bernard-Remond. Pour l'essentiel, les recettes supplémentaires seront procurées par une hausse des prix de l'essence et du tabac.

Il est possible également que les tarifs de la vignette auto soient relevés et que le taux de l'impôt sur les sociétés passe provisoirement de 50 à 52,5 %. En revanche, le projet qui avait été envisagé à Matignon d'augmenter l'impôt fiscal accordé aux détenteurs d'actions semble avoir de moins en moins de chance d'être retenu.

Au cours du conseil restreint qui s'est tenu le 22 août à l'Élysée, décision avait été prise de présenter le budget 1978 en décembre (le Monde du 24 août). Pour trois raisons principales : en premier lieu, l'exécution du budget de 1977 se soldera en fin d'année par une « impasse » de quelque 17 milliards de francs ; il n'aurait pas été très crédible de présenter un projet prévoyant pour 1978 un redressement aussi spectaculaire des finances publiques.

D'autre part, un effort fiscal supplémentaire très important aurait été nécessaire pour équilibrer les dépenses, qui continueront de croître rapidement en 1978 (+ 11,9 % par rapport à 1977), alors qu'à l'inverse les recettes de T.V.A., d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés manifestent, depuis mai, une certaine tendance au ralentissement : compte tenu de certains engagements et promesses du gouvernement, cet effort fiscal aurait dû rapporter 30 milliards de francs en 1978 — plus de trois fois l'impôt sécheresse 1976 ! — en pleine année électorale, tout en ayant des effets déflationnistes.

Troisième raison : la santé de l'économie n'est pas si florissante qu'on dirait encore y assister : le taux de croissance pour 1977, initialement prévu de 4,8 %, a été ramené en juin dernier à 3,6 %, et dans leurs calculs les pouvoirs publics ne tablent plus que sur 2,6 %. Le budget de 1978, dont on avait d'abord prévu à Matignon qu'il aurait un rôle à peu près neutre sur la conjoncture, change maintenant de nature pour devenir expansionniste : le taux de croissance prévu pour l'an prochain est de 4,5 %. On imagine la vigoureuse impulsion que le gouvernement devra donner à l'activité pour y parvenir. Le communiqué officiel publié à l'issue du conseil restreint de lundi 29 août est symptomatique à cet égard : « Le budget de 1978 répondra à trois objectifs : défendre le franc, poursuivre la restructuration économique, soutenir l'activité. » Autant les deux premiers objectifs sont dans la « ligne Barre », autant le troisième manifeste un sonnet nouveau.

#### Un déficit mesuré

Le déficit « spontané » (1) du budget 1978 aurait atteint quelque 15 milliards de francs, auxquels se seraient ajoutés au moins 4 milliards de pertes de recettes fiscales entraînées par le relèvement quasi obligatoire du barème de l'impôt sur le revenu, pour tenir compte de la hausse des prix.

MM. Giscard d'Estaing et Barre ont décidé de ne couvrir qu'à moitié ce déficit par des recettes nouvelles. Le découvert sera donc un peu inférieur à 10 milliards de francs. Les impôts et taxes diverses devront rapporter 10 à 11 milliards de francs supplémentaires, c'est-à-dire sensiblement plus que ce qui avait d'abord été calculé et que nous avions annoncé (le Monde du 24 août).

#### Essence : + 6 % ?

C'est probablement l'essence qui portera en grande partie le « poids » de cet effort. Une hausse de 6 % rassemblerait au début de l'année prochaine — rapporterait 5,3 milliards de F à l'État. Le litre de super passerait ainsi de 237 F à 251 F. Les 5 milliards restants seraient trouvés sur le tabac (quelques centaines de millions), la vignette auto (un peu moins de 1 milliard de francs) et d'autres recettes de ce genre. Les taxes sur l'alcool en revanche ne seraient pas modifiées.

Il est probable, enfin, que l'impôt sur les sociétés passerait — provisoirement — du taux de 50 % à celui de 52,5 %, ce qui rapporterait 3 milliards de francs à l'État.

Ainsi, le gouvernement semble-t-il avoir « bouclé » — sur le papier du moins — ce budget qui apparaît à terme et fournit peu de motifs d'attaques d'envergure, aussi bien à l'opposition qu'aux amis de M. Chirac. Sur deux

(1) La législation fiscale en 1978 par rapport à 1977.

## UN JOUR DANS LE MONDE

- EUROPE
- 1. DIPLOMATIE
- AFRIQUE
- 4. PROCHE-ORIENT
- ASIE
- AMÉRIQUES
- 6-7. POLITIQUE
- « Guyane, en II », par Olivier Siron.
- 7. EDUCATION
- POINT DE VUE : « Utopie à l'université », par Marie-Jeanne Dery.
- 8. SOCIÉTÉ
- 9. ÉQUIPEMENT
- 10. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
- 11. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- Festival.

### LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGE 11

- Y a-t-il encore des explorateurs ? Les archives de la Terre.
- La prévision aux États-Unis : Un tremblement de terre en quête de théorie.

### 12. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

— POINT DE VUE : « La radiologie pédiatrique connaît une situation dramatique », par le professeur Lovel-Jeanet.

### 13 à 15. ARTS ET SPECTACLES

### 16. ENQUÊTE

### 21. JUSTICE

— LIBRES OPINIONS : « Cinquante ans après », par M. Denis Langlois.

### 22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LIRE ÉGALÉMENT

RADIO-TELEVISION (CIS)

Annouces classées (17 à 21) : Aujourd'hui (18) ; Carnet (19) ; « Journal officiel » (18) ; Météorologie (19) ; Mots croisés (18) ; Bougie (20).

## LE TAUX D'ESCOMPTE EST RELEVÉ AUX ÉTATS-UNIS

Le conseil de la Réserve fédérale des États-Unis (FED) a relevé son taux d'escompte de 5,25 % à 5,75 %. Selon la FED, il s'agit d'un ajustement technique en vue de mieux aligner le taux d'escompte sur les autres taux d'intérêt à court terme et n'a aucune implication monétaire. On estime toutefois dans les milieux économiques américains que la décision des autorités monétaires confirme leur volonté de resserrer le crédit et de freiner la croissance de la masse monétaire. C'est cette politique, sensible depuis plusieurs semaines, qui a entraîné la récente hausse des taux d'intérêt à court terme et a assés les banques à relever leur taux d'intérêt privilégié (le prime rate). Le taux d'escompte de la « FED » se trouvait à 5,25 % depuis le 22 novembre 1976.

Cette décision américaine a été mal accueillie à Tokyo par les responsables de la Banque du Japon, ceux-ci font notamment valoir que l'écart entre les taux d'escompte japonais (5 %) et américains (5,75 %) est désormais de 0,75 %, et qu'il risque de passer à 1,5 % si, comme prévu, le Japon abaisse de 0,75 % son propre taux d'escompte. Dans ce cas, de nombreux importateurs japonais pourraient être tentés de réaliser en yen et non plus en dollars des opérations à l'importation. Il en résulterait certainement une baisse de la valeur du yen, perturbant le marché des changes.

■ Au Portugal, trente et une personnes ont été blessées au cours d'une série d'incidents qui ont opposé plusieurs centaines d'ouvriers agricoles aux forces de police dans la nuit du lundi 29 au mardi 30 août à Évora (Alentejo) et dans la région. Les premiers incidents se sont produits lorsque des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, accompagnés d'un détachement de la garde nationale républicaine, procédaient à des relevés de terrain en vue de restituer à son ancien propriétaire une exploitation agricole qui faisait jusqu'alors partie d'une unité collective de production. Plus tard dans la soirée, de nombreux ouvriers agricoles se sont rassemblés devant le poste de la garde nationale républicaine à Évora, pour réclamer la libération d'un de leurs camarades qui avait été arrêté. Les autorités demandaient alors des renforts à Lisbonne pour combattre la foule des manifestants. — (A.F.P.)

### LE CONFLIT DE SAINT-CHRISTOL-LES-ALÈS

#### M. GÉRARD FURNON ANNONCE SA DÉMISSION

M. Gérard Furnon, le P.-D.G. de la manufacture de Saint-Christol-les-Alès (Gard), qui est en conflit depuis la mi-avril avec la C.G.T. sur l'implantation d'une section syndicale dans cette situation insupportable d'annexion, dans une « lettre ouverte aux magistrats et aux syndicats politiques » remise, ce mardi 30 août à la presse qu'il quitte sans entrées, a annoncé sa démission de la présidence de la C.G.T. de Saint-Christol-les-Alès, qui emploie 120 salariés.

■ La fille de l'acteur Michel Serrault, Mlle Caroline Serrault, âgée de dix-neuf ans, a été tuée, ce mardi 30 août, vers 2 heures du matin, dans un accident de la circulation, à l'angle de l'avenue Charles-de-Gaulle et de la rue de l'Église, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Les circonstances exactes de l'accident n'ont pas encore été établies par la police. Mais il semble que sa voiture a été heurtée par un véhicule — peut-être lui-même pris en chasse par une troisième voiture — qui transportait cinq personnes.

■ Un trapeziste marseillais mort d'une « overdose » — Le cadavre de M. Paul Denis, un trapeziste marseillais âgé de vingt-quatre ans, qui se prostituait près de la Casbah et était connu comme trapeziste, a été découvert place Jules-Guesde, à Marseille dans l'après-midi du dimanche 28 août. Selon les enquêteurs, le jeune homme a succombé à une « overdose ».

A B C D E F G

## EN 1978 LA HAUSSE DES LOYERS POURRA ÊTRE DE 85 % DES INDICES DE LA CONSTRUCTION

Le régime des hausses des loyers en 1978 est désormais décidé. Une ligne du projet de loi de finances libère cette hausse à 85 % de la progression de l'indice de la construction depuis juillet 1977, ou à 85 % de l'accroissement des autres indices prévus dans les taux.

La solution choisie manifeste la volonté du gouvernement de tempérer les conséquences de l'application stricte d'un indice dont personne ne nie les imperfections. Indique-t-on un secrétaire d'État au logement. Le gouvernement demanderait d'ailleurs qu'on hâte la mise au point d'un nouvel indice mieux étudié, en projet depuis longtemps.

Cette décision a aussi pour ambition de neutraliser les effets de la hausse des coûts observés et non plus calquée sur une évolution idéale des prix.

Le numéro du « Monde » du 30 août 1977 a été tiré à 581 810 exemplaires.

### PRÉ-RENTÉE MATHÉMATIQUE PHYSIQUE

UNE MANIÈRE UNIQUE D'ASSURER A VOS ENFANTS UNE BONNE REVENUE EN CONDITION POUR LA RENTÉE

De 5 à 13 septembre de 9 heures à 18 heures en semaine

2 heures de cours par jour + travail de contrôle chez eux

DEUTERIE PRIVE

### MATH ASSISTANCE

Paris 9<sup>e</sup> St-Lazare 526-37-17  
Paris 15<sup>e</sup> Vaugirard 531-31-13  
Paris 20<sup>e</sup> Nation 373-09-38

### De la plus petite réparation au plus beau vêtement

### NOUVELLE COLLECTION RIVER

Avec la garantie d'un maître tailleur

### COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies

à partir de 681 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

### LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la Chapelle, PARIS (93e)

صك:امن الاصل